

L. Trotsky

*Œuvres*

**Avril 1936**

## Sommaire

L'endroit d'où l'on ne revient pas .....	3
Encore sur la section soviétique .....	5
[Les éditions en cours] .....	6
[Encore le livre sur l'U.R.S.S.] .....	7
[Pour une prépublication] .....	8
[Pour une revue mensuelle] .....	9
[Le secrétariat d'Amsterdam ne fait pas son travail] .....	10
[Bureau de Londres ou IV <sup>e</sup> Internationale] .....	11
[Sur la question nationale ukrainienne] .....	14
[Problèmes du S.I. et de l'Espagne] .....	15
[Avant la réunification en Belgique] .....	16
[Quelques remarques à un camarade anglais] .....	17
[Pour une commission de contrôle contre Naville] .....	18
[Un bon présage] .....	19
[L'incohérence de la section française] .....	20
[Pour la conférence internationale] .....	21
[Que doivent faire les bolcheviks-léninistes en Espagne] .....	22
[La revue théorique] .....	25
[Vers les jeunes et les organisations de masse] .....	26
[Toujours le laisser-aller] .....	27
[La nouvelle Constitution de l'U.R.S.S.] .....	28
[Éditions et publications] .....	34
A propos des dictateurs et des hauteurs d'Oslo .....	35
[Toujours le livre sur l'U.R.S.S.] .....	38
[Un travail important] .....	39
[Bienvenue à Victor Serge] .....	40
[Les droits du traducteur] .....	42
[Questions diverses d'édition] .....	43
[Questions de travail] .....	44
[Pour une préconférence] .....	45
[Additifs à la lettre sur la préconférence] .....	47
[Comment gagner le Jeunesse Socialiste en Hollande] .....	48
[Il faut apprendre de la méthode américaine] .....	50
[Reprise de contact] .....	51
[Qui sont ces hommes ?] .....	52

## L'endroit d'où l'on ne revient pas La directive de Staline à Demian Bedny<sup>1</sup>

(avril 1936)

Publié sous ce titre dans *Biulleten Oppositsii*, n° 49, avril 1936, signé Alfa. Traduit du russe.

Le littérateur réactionnaire Aldanov<sup>2</sup>, qui écrit des romans historiques traitant du mouvement d'émancipation de l'humanité du point de vue du philistin alarmé, s'est consacré depuis peu à écrire des remarques historiques sur la révolution d'Octobre. Dans l'un de ses feuilletons, s'appuyant sur une analyse grotesque du budget de la *Pravda* pour l'année 1917, il essaie de prouver que les bolcheviks recevaient « quand même » de l'argent allemand. Bien sûr, dans le cours de l'affaire, le subsidé de plusieurs millions se réduit à une somme très modeste, mais, en échange, les caractéristiques morales et mentales de l'historien lui-même apparaissent dans toute leur ampleur<sup>3</sup>. Dans un feuilleton antérieur, Aldanov raconte comment Trotsky, en juin 1918, a informé le diplomate allemand le comte von Mirbach<sup>4</sup> que « nous, bolcheviks, nous sommes déjà morts, mais il n'y a personne pour nous enterrer ». Mirbach lui-même fut, comme on sait, tué peu après par les S.R. de gauche. Cette histoire racontée d'après les propos d'un certain Botmer qui, à son tour, cite le défunt diplomate<sup>5</sup>, est tellement absurde en elle-même qu'elle ne vaudrait pas la peine d'être relevée. En juin 1918 - et donc précisément entre la conclusion de la paix forcée de Brest-Litovsk et son départ pour le front de Kazan - Trotsky donnait une information secrète et à qui ? à un diplomate de Hohenzollern<sup>6</sup> ! - selon laquelle le bolchevisme était « déjà mort » ! Le potin, ici, devient délire !

Mais il y a des clients pour toutes les saletés. Et il s'en est trouvé un là aussi. Le numéro de la *Pravda* du 30 janvier publie des vers énormes de Demian Bedny dans lesquels le récit de Botmer-Aldanov est pris comme vérité indiscutable et comme preuve définitive de la « trahison permanente » de Trotsky. Aujourd'hui, la *Pravda* est l'organe personnel de Staline. Demian Bedny exécute un ordre personnel. Aujourd'hui, la *Pravda* ne se risque pas encore à publier des vers qui racontent comment Lénine et Trotsky recevaient de l'argent de l'état-major général allemand, mais c'est néanmoins dans ce sens que va l'évolution morale de la bureaucratie bonapartiste. Chez Aldanov au moins, les subsides des Hohenzollern aux bolcheviks et la conversation de Trotsky avec leur diplomate forment un tout. Dans la *Pravda*, avec son « poète », l'ensemble n'émerge pas encore. Mais c'est égal ! L'ordre a été exécuté. Sa signification est exprimée dans le quatrain suivant :

« Quel dommage en vérité qu'à Berlin  
Ils aient appris ça avant nous !  
Pour de tels chefs, la route mène au châtimeur  
Vers l'endroit d'où l'on ne revient pas. »

Cette conclusion « poétique » ne repose pas bien sûr sur des conversations fictives d'il y a des années, mais sur les événements réels de notre temps. La IV<sup>e</sup> Internationale reste en travers de la gorge de ces messieurs. La croissance en U.R.S.S. de l'Opposition léniniste (« trotskyste ») épouvante les usurpateurs. Voilà pourquoi il leur faut chercher leur inspiration chez Aldanov-Botmer.

Pourtant le même Bedny a écrit au sujet de Trotsky sur un autre ton et, de plus, en pleine guerre civile, quand les hommes et les idées étaient soumis à dure épreuve. A propos d'une rumeur selon laquelle le général Denikine<sup>7</sup>, le chef de l'armée blanche, s'apprêtait à se faire couronner, Demian Bedny publia dans les *Izvestija*, quelque seize mois après les prétendues déclarations de Trotsky à Mirbach, les vers suivants :

« Roi, ne pose pas au héros,  
Nous t'opposons un deux.  
Notre coup est sûr.  
Nous jouons le deux d'atout.  
Lénine et Trotsky. Voilà notre atout !  
Alors, essaie donc, joue !  
Où est donc, Denikine, ta vigueur ?  
Rien ne résiste à notre double atout. »

<sup>1</sup> Efim A. Pridorov, dit *Demian Bedny* (1883-1945) était un poète communiste dont les vers simples, pendant la guerre civile et dans les années vingt, avaient fait un poète prolétarien très populaire.

<sup>2</sup> Mark A. Landau, dit Mark *Aldanov* (1889-1957), chimiste, émigré à Paris après la révolution russe, écrivait des romans historiques, pleins d'allusions contemporaines, notamment sur le 9 Thermidor et Sainte-Hélène.

<sup>3</sup> En 1930, Aldanov avait publié *La Clef*, et, en 1932, *Evocation* pleins d'allusions méprisantes aux révolutionnaires russes et à leurs conceptions « utopiques ».

<sup>4</sup> Le comte Wilhelm von *Mirbach* Harff (1871-1918), diplomate allemand, ancien ministre plénipotentiaire à Athènes, avait été nommé ambassadeur en Russie en 1918, après la signature du traité de Brest-Litovsk. Il fut assassiné par des terroristes S.R. dirigés par le tchékiste Blumkine dans le dessein de provoquer la reprise de la guerre avec l'Allemagne.

<sup>5</sup> Nous n'avons identifié ni l'auteur ni l'ouvrage.

<sup>6</sup> La famille régnante de Prusse était celle des Hohenzollern.

<sup>7</sup> Anton I. *Denikine* (1872-1947), officier russe de l'armée tsariste, avait été commandant en chef de l'armée du front occidental de juin à septembre 1917. En 1918, il avait pris une part importante à la formation de l'armée des volontaires et soutint le combat armé dans le Sud jusqu'en 1920.

Aldanov, soit dit en passant, cite aussi ces vers mais, à la différence de la conversation avec Mirbach, ils ne sont pas une invention, mais un produit absolument authentique de la création de Demian. Ils ont été imprimés dans les *Izvestija* du 19 octobre 1919.

Quelle que soit la répugnance avec laquelle on s'occupe de tout cela, nous espérons que le lecteur en conviendra : quelques lignes rimées peuvent mieux restituer l'atmosphère de 1919 et l'état d'esprit qui prévalait alors dans le parti que tous les volumes récents de falsifications et de calomnie. « Lénine et Trotsky, voilà notre atout ! » Comment cela ? Comment un homme qui faisait des déclarations traîtresses à l'auguste ambassadeur du Kaiser, pouvait-il être un « atout » en même temps que Lénine ? Et où est Staline ? Est-il possible que Demian Bedny, qui vivait au Kremlin, qui rencontrait tous les dirigeants du parti, qui, dit-on, avait l'habitude de souper dans la salle à manger des commissaires du peuple - est-il possible qu'il ait ignoré le fait que l'atout, c'était Lénine-Staline ? Se peut-il que Demian Bedny n'ait pas connu Staline ? Non. Bedny a travaillé avec Staline dans les publications légales des bolcheviks dès 1911, et peut-être même avant. Il connaissait bien Staline, son passé, son poids spécifique, ses ressources intellectuelles. Demian savait très bien ce qu'il écrivait. Et s'il ne le savait pas, comment se fait-il que les *Izvestija*, l'organe officiel du gouvernement, aient imprimé des vers dans lesquels le nom de Trotsky traîne par erreur à la place de celui de Staline ? Ou bien était-ce seulement pour la rime ? Et finalement, pourquoi le parti ne réagit-il pas contre ces vers sacrilèges ? Nous devons ajouter qu'en ces jours-là personne ne commandait à Demian Bedny des poèmes de louange - nous avions autre chose à faire, et, en plus, les gens étaient différents - les vers exprimaient simplement ce qui était dans l'air.

L'histoire n'est pas un paquet de chiffons qu'on peut mettre dans une machine et transformer en papier blanc. Un proverbe russe dit : « Ce qui a été écrit par une plume ne peut pas être coupé à coups de hache. » L'histoire de ces années-là n'a pas été écrite seulement par une plume - en tout cas par la seule plume de Demian Bedny. Si, en 1919, le même Bedny, emporté par la grande vague, exécutait de sa propre initiative les ordres littéraires des masses, en 1936, il ne fait qu'exécuter l'ordre de Staline. Ce consommateur poursuit des objectifs qui ne sont pas du tout littéraires, mais purement pratiques. Demian Bedny, on le sait, a reçu l'ordre de montrer la nécessité d'envoyer Trotsky à « l'endroit d'où l'on ne revient pas ».

De toute évidence, Staline s'apprête à confier l'exécution de cette tâche aux « poètes » de l'école du commissaire général Iagoda.

Nous en prenons acte !

## Encore sur la section soviétique

(avril 1936)

Biulleten Oppositsii, n° 49, avril 1936. Traduit du russe.

Dans un compte rendu public, le 30 décembre 1935, Khrouchtchev<sup>1</sup>, dirigeant de l'organisation de Moscou, la plus importante et la plus nombreuse du parti, a proclamé que la vérification des cartes du parti avait constitué un succès. Les ennemis du parti ont été démasqués : «Trotskystes, zinoviévistes, espions, koulaks, officiers gardes-blancs. » L'ordre d'énumération des catégories d'exclus est en vérité très remarquable ! A Moscou, koulaks et officiers gardes-blancs occupent la dernière place : il y a longtemps que les épurations antérieures dans la capitale leur ont réglé leur compte. Il n'existe aucune raison de traiter les « espions » comme une catégorie à part. Ainsi, les objectifs principaux de la purge de Moscou étaient-ils les trotskystes et les zinoviévistes. Mais on n'a pas exclu moins de 9975 membres du parti dans la seule ville, à l'exclusion du district !

A Leningrad, 7 274 personnes ont été exclues. Jdanov<sup>2</sup>, le dirigeant du parti à Leningrad, a annoncé que « les zinoviévistes contre-révolutionnaires occupent parmi les exclus une place importante ». A Leningrad, comme on sait, l'Opposition de gauche a traditionnellement eu une coloration zinoviéviste qui doit s'être encore accentuée depuis que Zinoviev a été jeté en prison. Si, sur un nombre total qui dépasse 7 000, les zinoviévistes occupent une place « importante », il est tout à fait clair qu'il ne s'agit pas de poignées ni de centaines. C'est d'ailleurs précisément pour cette raison que le rapporteur a pris soin d'éviter de mentionner des chiffres.

En dehors des « zinoviévistes » et des « trotskystes », Jdanov a fait une obscure allusion aux « opportunistes de toute espèce ». Selon toute probabilité, cette étiquette recouvre ceux des membres du parti qui ont opposé quelque résistance aux excès bureaucratiques du mouvement stakhanoviste<sup>3</sup>. Il ne fait pas de doute que les groupes d'opposition dans la classe ouvrière ont été justement ranimés par la nouvelle pression sur les ouvriers qu'accompagnent de nouveaux et monstrueux privilèges pour la bureaucratie et pour l'aristocratie. Il est en tout cas remarquable que ni Khrouchtchev ni Jdanov n'aient fait une seule allusion aux mencheviks ou aux socialistes-révolutionnaires.

Nous avons écrit précédemment qu'au cours des derniers mois de 1935, au moins dix mille et vraisemblablement presque vingt mille bolcheviks-léninistes avaient été exclus du parti - compte non tenu des candidats et membres des J.C. Sur la base des rapports de Khrouchtchev et de Jdanov publiés depuis, nous concluons qu'il n'y pas eu moins de dix mille « trotskystes » et « zinoviévistes » exclus dans les deux capitales seulement.

Nous n'avons trouvé *aucune référence* au groupe « centralisme démocratique » ou à l'« opposition ouvrière<sup>4</sup> », ni dans l'énumération générale des catégories d'exclus, ni dans les comptes rendus particuliers, articles et notes. Evidemment, il est possible que des exclusions isolées de représentants de ces groupes aient été prononcées, mais elles étaient si faibles numériquement qu'on les a englobées dans la catégorie générale des « autres ». C'est un fait d'une grande importance politique. Avec le maintien de la socialisation des moyens de production et la collectivisation de l'écrasante majorité de la paysannerie, les succès économiques et culturels de l'Union soviétique démontrent clairement que la révolution d'Octobre n'a pas été détruite, en dépit de la dégénérescence bourgeoise menaçante de la couche dirigeante, et que ces bases peuvent créer les prémisses nécessaires à une future société socialiste.

Mettre l'U.R.S.S. sur le même plan que les États capitalistes, c'est jeter l'enfant avec l'eau sale de la baignoire. Les ouvriers d'avant-garde veulent jeter l'eau sale de la bureaucratie, mais ils veulent en même temps sauver l'enfant et le faire sortir. C'est pourquoi, même il y a des années, quand les temps étaient bien plus difficiles, le mouvement d'opposition dans la classe ouvrière refusait de suivre les mencheviks. C'est pourquoi aujourd'hui il tourne le dos, de toute évidence, à l'opposition ouvrière, aux décistes<sup>5</sup> et à tous ceux qui, de « gauche », se rapprochent des vieilles positions des mencheviks. Nous avons là une confirmation irréfutable de notre programme, éprouvé ainsi non seulement en théorie, mais en pratique. La lutte contre la caste bureaucratique et le régime des privilèges, la lutte pour l'avenir socialiste du pays, la lutte pour la révolution mondiale, marche, en U.R.S.S., sous le drapeau des bolcheviks-léninistes et sous leur drapeau seulement.

<sup>1</sup> Nikita S. Khrouchtchev (1894-1970), membre du parti depuis 1918, avait été l'un des rares cadres des universités ouvrières à combattre en 1923 l'Opposition de gauche et avait commencé alors une carrière d'apparatchik sous la protection de Kaganovitch en Ukraine. Il avait pris en 1935 le secrétariat de la région de Moscou.

<sup>2</sup> Andréï I. Jdanov (1894-1948), membre du parti bolchevique en 1915, lié à Staline depuis 1923, avait fait toute sa carrière dans l'appareil du parti ; entré au secrétariat en 1934, il avait succédé à Kirov à Leningrad.

<sup>3</sup> Le mouvement stakhanoviste - du nom du mineur Alexei Stakhanov - avait été lancé en 1935 pour améliorer le rendement du travail industriel : les performances des « stakhanovistes », « héros du travail », convenablement aidés et placés dans les conditions les plus favorables, faisaient l'objet d'un grand tapage publicitaire et servaient à justifier l'élévation des « normes », donc du rythme du travail.

<sup>4</sup> L'opposition « centralisme démocratique » dirigée par les vieux-bolcheviks V.M. Smirnov et T.S. Sapronov, apparue en 1919, et l'« opposition » ouvrière, du vieux-bolchevik Alexandre Chliapnikov et d'Alexandra Kollontai, formée un peu plus tard, avaient participé à l'Opposition unifiée, mais s'étaient prononcées, au cours des discussions dans les camps et les isolateurs pour caractériser l'U.R.S.S. comme un État où le capitalisme avait été restauré sous une forme particulière.

<sup>5</sup> Le terme « déciste » désigne les partisans de l'opposition du « centralisme démocratique », à partir des initiales en russe de ce dernier : D.C.

## [Les éditions en cours]

(1<sup>er</sup> avril 1936)

---

Lettre à L. Sedov, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10145, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite du russe.

---

- 1) J'envoie par la présente la préface à *Défense du Terrorisme*. Il est nécessaire d'en faire une traduction en français exacte et tout à fait littéraire. Qui va le faire ? Il vaudrait peut-être mieux y intéresser un Parisien. Je crains qu'une traduction de dilettante de Ségrave et consorts<sup>1</sup> ne ruine complètement ce travail. En tout cas, je dois recevoir copie de la traduction en même temps qu'elle sera remise à mon éditeur, afin que je puisse donner par télégraphe mon accord à cette traduction. Je considère cette question comme extrêmement importante et, pour cette raison, je vous conseille de ne vous livrer à aucune expérience risquée et d'avoir recours à un traducteur expérimenté et ayant fait ses preuves.
- 2) J'espère que la préface à l'édition anglaise est déjà traduite et j'attends cette traduction avec impatience. Comme je l'ai déjà écrit il y a quelque temps, la préface anglaise devra absolument figurer dans l'édition française (en seconde place), à la suite de la nouvelle préface : la préface anglaise comporte des explications et des corrections indispensables sur le livre même (communisme de guerre, etc.) sans lesquelles il est absolument impossible de publier ce livre. J'attends une réponse tout à fait précise à ce sujet.
- 3) Si Rieder hésite ou s'il refuse de publier *Qu'est-ce que l'U.R.S.S. ?*, il faut alors obtenir de lui le droit de faire sortir le livre chez un autre éditeur. Finalement, nous pouvons ranger ce livre dans la catégorie des publications de propagande, sans que ce soit trop tiré par les cheveux, et la question serait portée devant la justice. On pourrait même, dans le cas extrême, le faire éditer par la Librairie du Travail, ce qui soulignerait encore plus le caractère de propagande de l'ouvrage. Il faut expliquer tout cela à Rieder calmement mais avec insistance. La chose est urgente. On est en train de dactylographier le manuscrit, et une partie importante est déjà prête.
- 4) Je crains qu'on n'ait pas envoyé le livre sur Lénine aux Belges qui ont autant de droits que les Français. Je crains aussi qu'on n'en ait pas envoyé un exemplaire en Amérique - Amérique du Nord et Amérique du Sud -, en Hollande, etc. Je serai très content si mes craintes se révèlent vaines.

---

<sup>1</sup> Max Gavensky, dit Ségrave ou Seygrave (1905-1942), était un réfugié polonais qui avait habité quelque temps dans la villa de Trotsky à Barbizon et lui avait servi de secrétaire pour le russe. Il traduisait le russe pour le S.I. Trotsky n'appréciait guère son travail.

## [Encore le livre sur l'U.R.S.S.]

(2 avril 1936)

---

Lettre à Léon Sedov, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10146, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

---

Cher Ami,

Je vous adresse sous ce pli, en deux exemplaires, les cinquante premières pages du manuscrit de mon travail sur l'U.R.S.S., afin que vous puissiez le présenter aux éditeurs intéressés<sup>1</sup>. Six mille francs est une somme inacceptable et cinq mille exemplaires un tirage misérable. Le livre ne fera pas plus de deux cents à deux cent cinquante pages et pourrait fort bien être vendu douze francs.

Le second, exemplaire doit aussi être utilisé par la suite pour la traduction en allemand. De toute manière, je n'ai pas d'éditeur allemand pour le livre. Pas de traducteur non plus. Si on trouve un éditeur, Adolphe ou Werner<sup>2</sup> pourraient peut-être se faire quelque argent comme traducteurs.

*Très important.* Je n'ai pas la possibilité, ici, de trouver la moindre indication, statistique ou autre, même indirecte, sur la bureaucratie soviétique. Ne pourrait-on pas en dénicher à Paris ? Peut-être auprès des rédacteurs de ces tableaux statistiques qui sont vraiment excellents pour l'usage pratique. J'ai besoin de ces indications au plus tôt. Au moins quelques points de repère. Car ici, je n'ai rien, rien, rien.

---

<sup>1</sup> Trotsky avait déjà parlé à son fils de ce livre dans une lettre du 13 mars 1936.

<sup>2</sup> Adolphe était Rudolf *Klement* (1910-1938), un étudiant allemand de Hambourg, qui avait été secrétaire de Trotsky en Turquie puis en France de 1933 à 1934 et était devenu ensuite secrétaire administratif du S.I. Werner désignait Werner *Keller* qui était l'un des pseudonymes de Jan *Frankel* (né en 1906). Ce dernier, ancien militant des J.C. tchécoslovaques, membre du groupe d'opposition de gauche organisé par H. Lenorovic avait été secrétaire de Trotsky de 1930 à 1933. Membre du S.I. en 1933-34, expulsé de France en 1934, il avait regagné Prague la même année. De juin à octobre 1935, il était allé à Hønefoss où il avait été de nouveau secrétaire de Trotsky.

## [Pour une prépublication]

(2 avril 1936)

---

Lettre à Maxim Lieber, vraisemblablement du 2 avril 1936, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8916, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

---

Très cher Monsieur Lieber<sup>1</sup>,

Je vous adresse un exemplaire de mon œuvre : *Qu'est-ce que l'U.R.S.S. et où va-t-elle ?*<sup>2</sup> Il s'agit de la première partie de l'introduction à la nouvelle édition de *l'Histoire de la Révolution russe*. Je me suis réservé le droit de faire paraître ce travail en prépublication et vous prie de bien vouloir vous charger de cette tâche.

La maison Schuster & Simon<sup>3</sup> s'occupe de la traduction. Comme je ne percevrai aucun honoraire supplémentaire pour ce manuscrit de la part de l'éditeur, je ne puis verser au traducteur, pour la prépublication, les 10 % que je suis tenu de lui payer pour *l'Histoire de la Révolution russe*<sup>4</sup>. S'il s'avère toutefois nécessaire de rétribuer également le traducteur pour la prépublication, je vous prie de bien vouloir trouver un arrangement qui sauvegarde mes intérêts.

La manuscrit ci-joint constitue environ le tiers de l'ensemble de mon travail. Les deux autres tiers suivront dans quelques jours (je dépends ici étroitement de la dactylographe). Le traducteur recevra en tout cas le reste du manuscrit en temps voulu.

Comme vous ne lisez pas le russe, il me faut vous dire que j'accorde une certaine importance à cet ouvrage. Je pense qu'il ne restera pas sans écho dans l'opinion publique américaine et européenne. J'espère en conséquence que vous trouverez la possibilité de le placer à des conditions vraiment avantageuses.

En ce qui concerne ma biographie de Lénine, je vous écrirai prochainement.

---

<sup>1</sup> Maxim Lieber (né en ), agent littéraire à New York qui comptait Trotsky parmi ses clients, était membre du parti communiste américain depuis plusieurs années. C'est probablement en 1934 qu'il était entré dans un réseau du G.P.U. auquel son agence servait de couverture pour des opérations aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et au Japon. Lieber ne devait révéler involontairement ces liens qu'au moment du premier procès de Moscou où il refusa de mettre la correspondance de Trotsky à la disposition de la contre-enquête.

<sup>2</sup> *Chto takoe SSSR i kuda on idiot ?* est le titre initial du livre paru en français sous celui de *La Révolution trahie* (N.D.T.)

<sup>3</sup> Il s'agit de la maison d'éditions de New York Simon & Schuster.

<sup>4</sup> Trotsky, sur les instances de l'intéressé, avait cédé au traducteur de son *Histoire*, l'écrivain américain Max Eastman, 10 % de ses propres droits d'auteur...

## [Pour une revue mensuelle]

(2 avril 1936)

---

Lettre à E. Löffler, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8931, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

---

Cher Camarade<sup>1</sup>,

J'ai reçu l'intéressante proposition du camarade Barton<sup>2</sup> et ne puis évidemment que la saluer. Je ne suis toutefois pas certain qu'on ne doive pas donner la préférence à une édition de brochures ou à une revue mensuelle. Je préconiserais plutôt une revue mensuelle en allemand. Les Américains ont une telle publication<sup>3</sup> et les Français et les Belges réussiront certainement à en avoir une. La revue mensuelle allemande pourrait jouer un rôle dirigeant comme organe théorique officieux de la IV<sup>e</sup> Internationale. Personnellement, j'accepterais à tous égards très volontiers une telle chose.

On assure que l'impression en Belgique serait ridiculement bon marché. Il faudrait toutefois avoir là-bas un camarade qualifié qui dirigerait la chose sur place. Le comité de rédaction élargi pourrait, comme vous le proposez, avoir une composition internationale. Naturellement des travaux plus importants pourraient être édités sous forme de brochures, mais en liaison avec la revue mensuelle.

La revue mensuelle a en tout cas l'avantage incomparable de permettre de réagir aux événements du jour au moins par de petites notes. La brochure est un genre trop pesant pour une orientation militante. Prière de réfléchir à cette suggestion et de me tenir au courant. Les propositions pour le comité ne pourraient être faites qu'une fois tranchée la question posée.

Notre ami Barton m'écrit qu'une étude du Front populaire serait une nécessité. J'ai justement achevé mon travail sur ce sujet. Il porte toutefois seulement sur le Front populaire en France. Il s'agit d'une préface à une nouvelle édition française de mon livre *Terrorisme et Communisme*, mais elle peut être utilisée comme troisième partie de la brochure allemande.

Je termine à présent un petit ouvrage : *Qu'est-ce que l'Union soviétique et où va-t-elle ?*<sup>4</sup> Ce travail, je l'espère, cerne les questions cruciales de plus près que tous mes écrits précédents. Je n'ai pas encore d'éditeur allemand, mais je tiens pour tout à fait possible de faire paraître le livre chez un éditeur bourgeois. Ce n'est pas un ouvrage de propagande ou un écrit interne du parti, mais une recherche théorique et politique qui est destinée à des cercles plus larges.

---

<sup>1</sup> Eric Löffler était le pseudonyme d'Otto Neustedt (né en 1896). Cet avocat de Reichenberg (Liberec) était membre du « groupe Rops », ce cercle d'intellectuels et membres de professions libérales de cette ville allemande de Tchécoslovaquie profondément concernés par le danger nazi et qui avaient mesuré le rôle du stalinisme : depuis plusieurs années, ils finançaient les activités du mouvement.

<sup>2</sup> Barton était le pseudonyme d'un important homme d'affaires de Reichenberg, vraisemblablement Friedrich Bergel dont la contribution financière avait été importante depuis des années. Nous n'avons pas trouvé la lettre qui fait ces propositions.

<sup>3</sup> Le W.P.U.S. publiait la revue *New International*.

<sup>4</sup> Il s'agit encore du livre que ses éditeurs appelleront *La Révolution trahie*.

## [Le secrétariat d'Amsterdam ne fait pas son travail]

(2 avril 1936)

---

Lettre à Schmidt et Sneevliet, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10418. Avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

---

Chers Camarades,

Le 5 avril a lieu en Belgique la conférence de la fraction de l'Action socialiste révolutionnaire. J'ignore si vous suivez cette affaire. Mais elle mérite la plus grande attention. Il s'agit à présent de l'exclusion de l'aile gauche<sup>1</sup>. Ainsi, nous pouvons avoir dans les prochaines semaines une importante organisation indépendante en Belgique. Il y aura ensuite fusion avec Vereeken<sup>2</sup>, lequel se tenait à l'écart entre temps et n'a absolument pas progressé depuis. Je pense que le parti hollandais pourrait encourager les camarades belges, en ces moments si importants pour eux, par un message de sympathie.

Mais il me faut aussi me plaindre vigoureusement que les deux secrétaires n'aient donné absolument aucune réponse aux propositions importantes et tout à fait concrètes que j'ai faites au sujet de la France<sup>3</sup>. Comment comprendre cela ? Il nous faut avoir à tout prix un secrétariat de la IV<sup>e</sup> Internationale qui soit en état de travailler. Cela implique au minimum une correspondance régulière. J'ai déjà constaté à plusieurs reprises que, lorsqu'on fait une proposition ou qu'on pose une question, on ne reçoit aucune réponse d'Amsterdam.

Dans la *Nieuwe Fakkel* du 27 mars dernier, il y avait une excellente lettre d'un ouvrier hollandais du nom de Martin B. en provenance d'Amérique.

J'espère que vous avez *communiqué* l'adresse de cet ouvrier à nos camarades américains. Ce que Martin B. dit en trois lignes sur le socialisme dans un seul pays est *la meilleure chose qu'on ait jamais écrite sur la question*.

J'espère aussi que tous les membres du bureau du parti ont lu cette lettre. A elle seule, elle justifie pleinement la décision de nos camarades américains.

---

<sup>1</sup> Il s'agit évidemment de l'exclusion du P.O.B. de l'aile gauche regroupée autour de l'hebdomadaire *Action socialiste révolutionnaire* au sein de laquelle était organisée la fraction b.l.

<sup>2</sup> Georges Vereeken (1898-1978), chauffeur de taxi, membre du P.C. belge à sa fondation et de son C.C. En 1925, avait été exclu en 1928 avec la majorité du C.C. qui était passée à l'Opposition. Il était resté fidèle à l'Opposition internationale en 1930 quand il y avait eu scission en Belgique, et il s'était rangé du côté de Charleroi. En 1934, il avait été violemment hostile au « tournant français » et en 1935, il avait refusé de suivre la majorité de la section belge qui avait décidé l'entrée dans le P.O.B. Il avait maintenu une petite organisation indépendante et édité le journal *Spartacus*. Sneevliet et lui étaient assez proches et Trotsky espérait visiblement que la perspective d'un parti indépendant en Belgique englobant Vereeken pourrait désarmer les griefs de Sneevliet sur l'entrée aux Etats-Unis.

<sup>3</sup> Il s'agit notamment de la réponse à faire aux partisans de *La Commune* (qui avaient, depuis, fondé le P.C.I.) et de la proposition d'établir une « commission Crux », préparatoire.

## [Bureau de Londres ou IV<sup>e</sup> Internationale]

(3 avril 1936)

---

T 3912, *Unser Wort*, mai 1936, sous le titre « Lettre ouverte à un ami anglais ». Traduit de l'allemand. Ce texte circulait en Grande-Bretagne sous forme d'exemplaires multigraphiés. Nous ignorons s'il s'agissait d'une véritable lettre ou d'un artifice littéraire. Le texte s'intègre en tout cas aussi bien dans la discussion qui se menait à l'intérieur du Marxist Group que dans la préparation de la conférence annuelle de l'I.L.P.

---

Cher Camarade,

L'article contre moi dans le *New Leader* du 20 mars dernier est vif, mais faux<sup>1</sup>. La vivacité est une bonne chose. Il faut toujours se féliciter qu'un révolutionnaire défende ses idées avec vivacité et précision. Malheureusement, je ne puis que constater qu'en dépit de sa vivacité, il manque à cet article la précision nécessaire.

Cet article polémique a pour objet de prendre contre moi la défense du « Bureau international pour l'unité socialiste révolutionnaire ». Ma critique des partis qui y sont affiliés est, paraît-il, entièrement fautive. Il paraît que ces partis ne sont pas du tout en train de se volatiliser, mais qu'ils sont au contraire toujours plus unis dans l'action internationale.

Essayons de vérifier rapidement ces affirmations. En ce qui me concerne, je ne connais qu'une seule action internationale commune du bureau de Londres. C'est la création du « comité mondial pour la Paix ». J'ai, en son temps, critiqué en détail le programme de ce comité, proposé par le S.A.P. sur la base de ses propres textes<sup>2</sup> et je l'ai correctement, je crois, qualifié d'expression hypocrite du pacifisme petit-bourgeois le plus plat. Personne - même pas les dirigeants du S.A.P. - n'a donné de réponse pertinente à cette critique. Mon appréciation, en conséquence, demeure valide. Les partis qui, dans la question de la guerre, se situent sur le terrain du pacifisme, ne peuvent être considérés par les marxistes comme des partis prolétariens révolutionnaires. Maxton<sup>3</sup>, par exemple, est un pacifiste, pas un marxiste. La politique dans la question de la guerre pourra peut-être contribuer beaucoup au salut de son âme, mais pas à la libération de la classe ouvrière.

Le comité en question était formé de trois personnes : l'Allemand Schwab, le Français Doriot (!) et l'Espagnol Gorkin<sup>4</sup>. Depuis, Doriot, qui avait reçu chez lui la dernière conférence des partis socialistes révolutionnaires, est passé avec sa clique du côté de la réaction<sup>5</sup>. Gorkin a été candidat en Espagne sur un misérable programme démocratique pacifiste de Front populaire<sup>6</sup>. Quant au troisième membre, Schwab, il n'a pas encore expliqué que le comité pour la Paix était une entreprise antirévolutionnaire et que le programme proposé par lui, Schwab, de « lutte pour la paix », constitue dans chacun de ses mots une dérision de l'enseignement de Marx et de Lénine. (Soit dit en passant, il existe encore des gens, de l'espèce des agneaux, qui s'imaginent pouvoir convaincre la minorité du S.A.P. par une discussion interminable et parfaitement abstraite. Nous sommes évidemment certains que Schwab et quelques autres dirigeants du S.A.P. sont dans la minorité - mais que cette minorité puisse être gagnée par de bonnes paroles, non, nous ne sommes vraiment pas assez naïfs pour le croire<sup>7</sup>).

C'est ainsi que se présente actuellement la capacité croissante du bureau de Londres à une « action internationale unie ».

Je n'ai jamais déprécié les petites organisations pour la seule raison qu'elles sont petites. Même là-dessus, le *New Leader* déforme le critère marxiste. Les organisations de masse ont de la valeur précisément parce qu'elles sont des organisations de masse. Même quand elles sont sous une direction social-patriote, on ne peut pas ne pas en tenir compte. Il faut gagner les masses qui sont dans leurs griffes : du dedans ou du dehors, cela dépend des circonstances.

De petites organisations qui se considèrent comme le résultat d'une sélection, comme des pionniers, ne peuvent avoir de valeur que par la force de leur programme, de la formation et de la trempe de leurs cadres. Une *petite* organisation qui n'a ni programme cohérent ni volonté véritablement révolutionnaire, est moins que rien, quantité négative. C'est en ce sens que j'ai parlé avec mépris

---

<sup>1</sup> Fenner Brockway, secrétaire de l'I.L.P. et leader de son aile gauche, avait publié un article dans *The New Leader* du 20 mars qui était une vive polémique contre Trotsky et les trotskystes en même temps qu'une apologie, défense et illustration du bureau de Londres.

<sup>2</sup> Cf. « Alchimie centrisme ou marxisme », *Œuvres*, 5, p. 261-296.

<sup>3</sup> James Maxton (1885-1946), député de Glasgow et pacifiste, était le dirigeant incontesté de l'I.L.P. et de sa droite.

<sup>4</sup> Jim Schwab était le pseudonyme de Jacob Walcher (1887-1970), un ancien du groupe Spartakus en Allemagne, dirigeant du K.P.D.(S) jusqu'en 1923, puis leader de la droite avec Brandler. Il était passé au S.A.P. en 1932 et s'en était emparé en 1933. Jacques Doriot (1898-1945) métallo, ancien dirigeant des J.C. puis du P.C. avait été exclu en 1934 avec son rayon de Saint-Denis. Julián García Gómez dit Gorkin (né en 1902), avait été membre de la direction du P.C. espagnol, puis, après avoir travaillé avec l'Opposition de gauche, avait rejoint Maurín.

<sup>5</sup> Les relations de Doriot avec l'extrême-droite et des bailleurs de fonds capitalistes étaient désormais du domaine public. En février 1935 encore, Doriot avait reçu à St-Denis les délégués à la conférence de l'I.A.G.

<sup>6</sup> C'était le 15 janvier 1936 qu'avait été signé à Madrid l'accord électoral entre les partis républicains bourgeois, le P.S.O.E., le P.C.E. et le P.O.U.M., né de la fusion récente notamment entre la F.C.I. et la Gauche communiste. Cette alliance électorale, qui ne portait pas le nom de « Front populaire » était néanmoins son acte de naissance en Espagne. Des listes de candidatures des « gauches » avaient été dressées et Gorkin était candidat à Valence.

<sup>7</sup> Le 2 février 1936 s'était tenue à Paris, à l'hôtel Lutetia, une réunion de représentants des partis social-démocrate et communiste, du S.A.P. et d'un certain nombre de personnalités dont l'objectif était la constitution d'un comité pour la préparation du Front populaire allemand. Presque immédiatement se constituait au sein du S.A.P. une minorité hostile à ce ralliement au Front populaire. Elle était dirigée par Erwin H. Ackermann, dit Eugen Bauer (né en 1906), ancien dirigeant de l'Opposition allemande et du S.I. opposé à l'entrisme en 1934 et passé au S.A.P. en 1935, et le Dr Walter Fabian, dit Kurt Sachs (né en 1902). Traitée de « trotskyste » par les dirigeants du S.A.P., cette minorité se défendait énergiquement contre cette « accusation ». La parenthèse ci-dessus n'est pas très claire : elle fut supprimée des traductions françaises antérieures de ce texte.

des petits groupes de Bulgarie, de Roumanie, de Pologne<sup>8</sup>. Leur confusion est vraiment excessive pour leur format. Elles ne peuvent que nuire au mouvement révolutionnaire. En revanche, même les plus petits de nos groupes ont de la valeur, parce qu'ils savent ce qu'ils veulent et parce qu'ils ont derrière eux la grande tradition du bolchevisme à laquelle ils sont liés sur le plan international. Tôt ou tard, chacun de ces groupes démontrera sa valeur.

Le « Front rouge » autrichien, qui avait rassemblé dans ses rangs des éléments ouvriers réellement militants, est censé avoir fusionné avec le parti socialiste révolutionnaire d'Autriche, c'est-à-dire avec le vieux parti austro-marxiste<sup>9</sup>. Le bulletin de Fenner Brockway<sup>10</sup> affirme : « Le parti unifié, bien qu'affilié à la II<sup>e</sup> Internationale, soutient la politique contre la guerre du Bureau international pour l'unité socialiste révolutionnaire. » Une telle façon de présenter l'austro-marxisme est profondément erronée et ne peut qu'induire en confusion. Quiconque a lu les thèses de MM. Otto Bauer, Dan et Zyromski<sup>11</sup>, sait que l'austro-marxisme, aujourd'hui encore, ne représente qu'une falsification lâche et ignoble du marxisme, autrement dit qu'il est resté tout à fait fidèle à sa tradition. Le « Front rouge » ne pourrait réaliser un travail vraiment révolutionnaire à l'intérieur du parti austro-marxiste qu'à deux conditions, étroitement liées l'une à l'autre : d'abord avoir des principes clairs, ensuite comprendre parfaitement la décomposition de l'austromarxisme. Toutes les deux manquent (et, soit dit en passant, on peut noter que *Neue Front*, l'organe du S.A.P., fait de la propagande pour *Der Kampf*, l'organe austro-marxiste). La vérité est que le « Front rouge » est en train de se dissoudre dans le marais austro-marxiste.

Le groupe norvégien Mot Dag approuve la position des puissances de Locarno<sup>12</sup> et se prépare maintenant à se dissoudre au sein du parti ouvrier (D.N.A.)<sup>13</sup>. Lui non plus, depuis des années, n'a jamais été que confusion et arrogance.

Il ne vaut vraiment pas la peine de dire plus de la section italienne (maximalistes). Il suffit de dire que cette organisation « révolutionnaire » a signé avec le parti socialiste italien (II<sup>e</sup> Internationale) et le parti communiste italien (III<sup>e</sup> Internationale) un appel commun à la Société des nations pour qu'elle élargisse les sanctions, et essaie de faire admettre au peuple italien que les sanctions constituent un « moyen pour la paix ». Peut-être Fenner Brockway ignore-t-il cet appel ? Dans ce cas, qu'il en prenne connaissance ! Et s'il le connaît, pourquoi traite-t-il ces gens comme des amis révolutionnaires et pas comme *les traîtres à l'internationalisme prolétariens qu'ils sont* ?

L'article politique du *New Leader* affirme que le parti socialiste suédois se sent plus lié que je ne l'ai dit au bureau de Londres<sup>14</sup>. Il est bien possible que ce lien se soit renforcé ces derniers temps. Mais que le parti socialiste suédois ait une attitude internationale - c'est une légende, acceptée par naïveté, ou un mensonge délibéré. Bien entendu, il est contre la guerre et se dit contre la Société des nations. Mais il mène sa « lutte » contre la guerre la main dans la main avec les sociétés pacifistes, sous forme de pétitions. On pourrait avec un égal succès célébrer des messes pour la paix. Mais cette méthode d'action, qui révèle une contradiction aussi criante entre l'objectif et les moyens, suffit à nous faire comprendre que les dirigeants du parti socialiste suédois, avec toute leur phraséologie - laquelle change d'ailleurs très facilement - ne sont que des philistins pacifistes et certainement pas des révolutionnaires prolétariens. La politique de paix de Kilbom<sup>15</sup>, comme celle de Schwab, est, en dernière analyse, une réédition au petit pied de celle de Lord Cecil<sup>16</sup>. Chaque événement important en Suède le confirmera.

L'I.L.P. ne peut ni ne veut admettre que le parti suédois soit une organisation antimarxiste, parce que sa propre direction manifeste qu'il est lui-même un parti foncièrement centriste-pacifiste. Nous nous sommes sincèrement félicités d'une série d'articles authentiquement révolutionnaires du *New Leader* sur les sanctions<sup>17</sup>, sans aucune de ces arrière-pensées dont notre critique nous accuse. Mais une hirondelle ne fait pas le printemps. Et ces articles n'ont pas apporté à l'I.L.P. un halo marxiste. Maxton et les autres restent ce qu'ils étaient : des petits-bourgeois pacifistes, et *ce sont eux* qui décident du cours du parti, aujourd'hui comme hier<sup>18</sup>.

Puis-je me permettre de souligner qu'il y a plus de deux ans, j'ai mis publiquement l'I.L.P. en garde contre son alliance stérile avec

<sup>8</sup> Trotsky répond toujours à Fenner Brockway.

<sup>9</sup> C'est vraisemblablement en novembre 1935 que cette fusion avait pris place. Le parti social-démocrate autrichien (que Trotsky appelle « austromarxiste ») avait été reconstitué clandestinement sous le nom d'« organisation des socialistes révolutionnaires » : son comité central était alors dirigé par Josef Buttinger (né en 1906).

<sup>10</sup> Archibald Fenner Brockway (né en 1888) secrétaire général de l'I.L.P. était également le secrétaire du bureau de Londres. Il était l'auteur de l'article contre lequel Trotsky polémique.

<sup>11</sup> Otto Bauer (1882-1938) était l'ancien dirigeant et théoricien du parti social-démocrate autrichien. Jean Zyromski (1890-1975) l'ancien animateur de la tendance *La Bataille socialiste*, était partisan de l'unité organique. Fedor Dan (1871-1947), médecin, membre du groupe marxiste l'Emancipation du Travail, de Plekhanov, avait été l'un des principaux chefs de file des mencheviks. Il avait émigré en 1922. Les trois hommes venaient de rédiger des thèses sur « Le socialisme et la guerre », qui constituaient un alignement sur la thèse de l'I.C. de la « guerre contre le fascisme ».

<sup>12</sup> Le traité de Locarno avait été signé en 1925 par toutes les puissances européennes principales, à l'exception de l'U.R.S.S.

<sup>13</sup> Le groupe Mot Dag, depuis la grave maladie de son leader Erling Falk, s'était rapidement décomposé : ses membres allaient en effet réintégrer le parti ouvrier norvégien (D.N.A.) avec lequel il avait rompu à gauche à l'origine.

<sup>14</sup> Le parti socialiste suédois était l'ancien parti communiste de Suède qui avait tenu tête à l'I.C. en 1929 et était devenu ensuite le P.C. « indépendant ».

<sup>15</sup> Karl Kilbom (1885-1961), métallurgiste, ancien animateur de l'aile gauche du parti social-démocrate suédois pendant la guerre était devenu le dirigeant du P.C., par la suite « P.C. indépendant », devenu « socialiste » en 1935.

<sup>16</sup> Lord Robert Cecil (1864-1958), ancien député et ministre conservateur, était président de la « League of Nations Union », laquelle venait d'organiser en Grande-Bretagne un « vote pour la Paix ».

<sup>17</sup> Ces articles, parus au mois d'août 1935, étaient l'œuvre de Fenner Brockway et avaient convaincu un certain nombre de trotskystes britanniques que ce dernier évoluait vers leurs positions.

<sup>18</sup> Trotsky pensait que l'appareil de l'I.L.P. était solidement entre les mains de Maxton et des siens et que les Fenner Brockway, dans leurs incursions à gauche, n'étaient qu'en « liberté surveillée ».



## [Sur la question nationale ukrainienne]

(6 avril 1936)

---

Lettre à Bosovitch, Bibliothèque du Collège de Harvard, 7424, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite du russe.

---

Cher Camarade Bosovitch<sup>1</sup>,

J'ai reçu en son temps votre première lettre et maintenant je reçois la seconde avec en annexe la *Lettre ouverte des camarades Podolinsky, Terein et Garmach*<sup>2</sup>. J'éprouve, à ne pas vous avoir répondu à temps, un grave remords de conscience. Pour me justifier, je dois alléguer que j'ai été bien malade ces derniers mois et que j'ai même dû, à plusieurs reprises, entrer en clinique. A cause de ces longues interruptions dans mon travail, occasionnées par la maladie, j'ai accumulé quantité d'engagements dont je n'ai pas pu m'acquitter. C'est ainsi que j'ai retardé pendant quelques mois l'édition américaine nouvelle de *l'Histoire de la Révolution* parce que je n'avais pas écrit la préface à temps. Maintenant je travaille beaucoup à cette préface qui constitue en fait un petit livre dont le titre est *Qu'est-ce que l'U.R.S.S. et où va-t-elle ?* Je tiens ce travail pour très important, car si l'on ne comprend pas correctement les processus qui se déroulent en U.R.S.S., on ne peut pas répondre correctement à aucune des questions du mouvement ouvrier mondial et en particulier à la question nationale. Dans mon récent article sur l'interview de Staline et de Roy Howard<sup>3</sup>, j'ai essayé au passage d'indiquer au moins le lien qui existe entre la question ukrainienne et la politique internationale de la bureaucratie soviétique. Un tel lien existe aussi dans tous les autres domaines : économique, politique, culturel, etc. C'est pourquoi je tiens avant tout pour nécessaire de terminer mon travail sur l'U.R.S.S. Il me prendra encore quelques semaines. Ce n'est qu'après cela que je pourrai m'occuper réellement de vos lettres. Je dois cependant vous prévenir que j'ai pris ces dernières années beaucoup de retard en ce qui concerne le développement de la question nationale ukrainienne, que ce soit en Ukraine soviétique ou en Ukraine occidentale. A mon grand regret, pendant mon troisième exil, il ne m'a pas été une seule fois donné de rencontrer un camarade ukrainien qui puisse, dans une discussion vivante, me mettre au courant des questions les plus brûlantes de la politique ukrainienne actuelle. Tout cela réuni constitue pour moi de grosses difficultés. Dans tous les cas, j'essaierai dans quelques semaines de faire tout mon possible pour répondre sur le fond à vos lettres, ainsi qu'à la lettre ouverte des trois camarades mentionnés plus haut<sup>4</sup>.

Mes vœux les plus vifs de réussite dans votre travail. Saluts révolutionnaires.

---

<sup>1</sup> Bosovitch était un Ukrainien du Canada, membre du groupe de langue ukrainienne du parti socialiste qui avait donné naissance au P.C. du Canada. Il avait occupé des fonctions dans la direction nationale à Toronto et avait rejoint l'Opposition de gauche. Il tentait de convaincre Trotsky de la nécessité de reconnaître le droit à l'autodétermination de l'Ukraine, y compris le droit de sécession de l'Ukraine soviétique.

<sup>2</sup> Il s'agit d'une déclaration signée de trois Ukrainiens transmise à Trotsky par le « bureau ukrainien » du Workers Party of Canada.

<sup>3</sup> Cf. p. 70.

<sup>4</sup> C'est dans cette correspondance qu'il faut voir la source de la réflexion de Trotsky sur cette question, laquelle allait aboutir à sa prise de position en faveur de l'indépendance de l'Ukraine.

## [Problèmes du S.I. et de l'Espagne]

(8 avril 1936)

Lettre à A. Leonetti, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8853, avec la permission du Collège de Harvard. Original en français.

Cher Camarade Martin<sup>1</sup>,

- 1) Vous avez certainement raison de constater la nécessité d'une réorganisation du travail de Théodore<sup>2</sup>. Mais je ne crois aucunement qu'on pourrait transporter ce travail à New York. L'Europe existe, tout de même. Ce serait excellent si les Américains pouvaient<sup>3</sup> créer un organisme spécial pour l'Amérique et les pays de l'océan Pacifique. Ils seraient peut-être gênés dans ce domaine par leur entrée dans le P.S. En tout cas, il faut les sonder là-dessus. Mais le centre doit rester en Europe. D'ailleurs les candidats que vous proposez vous-même pour le plénum se trouvent presque tous en Europe.

En principe je serais tout à fait d'accord sur la nécessité de créer un secrétariat avec des fonctions purement administratives de trois jeunes camarades versés dans les questions internationales. Dans ce cas, le plénum devrait se réunir régulièrement une fois tous les deux ou trois mois. Mais je propose (d')ajourner encore cette question pour quelques semaines pour que la situation des sections française et belge se précise plus ou moins définitivement<sup>4</sup>. Peut-être même pourrait-on installer le secrétariat à Bruxelles. En tout cas, il faut que, dans la nomination des organismes dirigeants, la section belge participe activement.

- 2) Sur la question du Front populaire, je dis quelque chose dans la préface pour l'édition française de *Communisme et Terrorisme*<sup>5</sup>. La partie correspondante<sup>6</sup> pourrait bien être reproduite dans notre presse. La traduction française, je le suppose, est déjà faite.

- 3) Quant à Maurín<sup>7</sup>, il faudrait s'en occuper un peu plus continuellement. Son mot d'ordre principal est la révolution « démocratico-socialiste » : ce n'est que la permutation de la révolution « social-démocrate » (sic). Marx a écrit en 1876 sur la fausseté du terme « social-démocrate » : on ne peut pas mettre le socialisme sous le contrôle de la démocratie. Le socialisme (ou le communisme) nous suffit. La « démocratie » n'a rien à y voir. Depuis, la révolution d'Octobre a démontré vigoureusement que la révolution socialiste ne peut pas s'effectuer dans le cadre de la démocratie. La révolution « démocratique » et la révolution socialiste se trouvent des deux côtés de la barricade. La III<sup>e</sup> Internationale a consacré théoriquement cette expérience. La révolution « démocratique » en Espagne est déjà faite. Elle est renouvelée par le Front populaire. La personification de la révolution « démocratique » en Espagne, c'est Azaña, avec ou sans Caballero. La révolution socialiste est à faire en lutte implacable contre la révolution « démocratique » avec son Front populaire. Que signifie donc cette « synthèse » de révolution « démocratico-socialiste » ? Rien du tout. Ce n'est qu'un galimatias éclectique.

Quant au tournant de *La Batalla* envers le Front populaire, il ne peut pas nous inspirer confiance<sup>8</sup>. On ne peut pas dire lundi que la Société des nations est une bande de brigands, mardi inviter les électeurs à voter pour le programme de la S.D.N.<sup>9</sup> et expliquer le mercredi qu'il s'agissait hier seulement d'une action électorale et que maintenant on va reprendre son vrai programme. L'ouvrier sérieux doit se demander : et qu'est-ce que ces gens-là vont dire jeudi ou vendredi ? Maurín paraît être l'incarnation même d'un petit bourgeois révolutionnaire agile, superficiel et versatile. Il n'étudie rien, comprend peu et sème la confusion autour de lui<sup>10</sup>.

<sup>1</sup> Martin ou J.P. Martin était l'un des pseudonymes d'Alfonso Leonetti (né en 1895) qui avait été l'un des collaborateurs de Gramsci à Turin au temps du premier *Ordine nuovo*. Membre du B.P. et du « centre clandestin » du P.C.I., il avait été exclu en 1930 (avec « les trois ») pour son opposition à la politique de la troisième période. Il était entré au S.I. la même année et avait été chargé des relations avec les pays latins et du bulletin international. Le 31 mars, il avait écrit aux autres membres du S.I. et à Trotsky pour souligner l'incapacité du S.I. de faire face à sa tâche et proposer son déplacement. Le 3 avril, il avait suggéré à Trotsky de reconstruire le S.I. autour de militants jeunes (il proposait Wolf, Held et Harold R. Isaacs) et de le transférer soit à New York, soit dans une ville scandinave.

<sup>2</sup> Théodore était le nom de code du secrétariat international. Son travail avait été gravement perturbé par la crise de la section française et récemment par l'absentéisme pratiqué par Ruth Fischer.

<sup>3</sup> Trotsky a écrit « pourraient ».

<sup>4</sup> Dans les deux pays, les troskystes étaient en principe organisés au sein de la social-démocratie (S.F.I.O. et P.O.B.), mais dans le premier ils avaient été exclus et dans le second étaient sur le point de l'être.

<sup>5</sup> Il s'agit de la réédition, sous le titre *Défense du Terrorisme*, de *Terrorisme et Communisme*, dirigé contre Kautsky.

<sup>6</sup> Trotsky a écrit « respective ».

<sup>7</sup> Joaquín Maurín Jullia (1896-1973), ancien dirigeant de la C.N.T., puis du parti communiste, avait été exclu en 1930 avec la fédération catalano-baléare qu'il dirigeait. Il avait fondé le Bloc ouvrier et paysan de Catalogne (et à l'échelle espagnole la fédération communiste ibérique qui n'avait pas la même réalité que le « bloc »). C'est cette organisation qui constituait l'axe du regroupement effectué en septembre 1935 avec d'autres organisations, dont la Izquierda Comunista, et qui avait constitué un nouveau parti, le P.O.U.M. (Partido Obrero de Unificación Marxista).

<sup>8</sup> *La Batalla*, qui avait été l'organe du Bloc était devenue l'hebdomadaire du P.O.U.M. Ce dernier avait signé le programme électoral des gauches et fait élire Maurín sur ses listes. Mais, dès le lendemain des élections, *La Batalla* s'était mise à critiquer le Front populaire et avait expliqué sa signature par les nécessités de la manœuvre électorale. Leonetti l'avait indiqué à Trotsky dans sa lettre du 3 avril.

<sup>9</sup> Le programme électoral que le P.O.U.M. avait signé par l'intermédiaire de son représentant Juan Andrade préconisait une politique étrangère conforme aux principes de la S.D.N.

<sup>10</sup> Cf. les notes de la lettre du 12 avril, n. 10, p. 176 et 12, p. 177. Pour une fois - le fait est assez rare pour qu'on puisse le souligner - Trotsky utilise deux paragraphes d'une de ses lettres pour en faire des notes dans un article.

## [Avant la réunification en Belgique]

(8 avril 1936)

---

Lettre à G. Vereeken, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10723, avec la permission du Collège de Harvard. Original en français.

---

Cher Camarade Vereeken<sup>1</sup>,

Je vous remercie pour l'envoi des derniers documents et je me réjouis du rapprochement entre votre organisation et l'A.S.R.<sup>2</sup>. Voici quelques remarques de ma part.

- 1) Je ne vois aucune utilité d'une longue discussion préalable à la fusion. Les deux organisations ne sont pas tombées du ciel. Elles se connaissent suffisamment. Les bases nécessaires pour la fusion sont données par l'expérience. On aboutira à la précision programmatique dans l'organisation unifiée par les efforts communs.
- 2) Ce qui me semble absolument stérile, c'est de recommencer une discussion abstraite sur la « manière d'aborder les masses ». Le seul argument qui aura de l'importance, ce sont les chiffres. Les adhérents de chaque côté. C'est la meilleure vérification de la « manière d'aborder les masses ».
- 3) Commencer l'action commune ou la fusion par des considérations sur le « danger de dégénérescence » me paraît caractéristique de l'esprit sectaire. Il n'y a pas de recettes spéciales contre la dégénérescence. Il s'agit maintenant d'aborder les masses effectivement par une action vigoureuse.
- 4) La formule de la « lutte commune contre la guerre et le fascisme » me paraît un peu empruntée aux staliniens. La lutte contre la guerre et le fascisme, c'est la lutte pour la révolution sociale. Elle englobe toute notre activité. Si la base existe pour la lutte commune contre la guerre et le fascisme, elle existe par là-même pour la fusion.
- 5) Quant au nom du nouveau parti, il faut bien constater que les dénominations de « communiste » et de « socialiste » sont bien compromises. Ne pourrait-on se déclarer « parti ouvrier de la révolution sociale » ? On devrait selon moi aussi appeler la IV<sup>e</sup> Internationale « parti mondial de la révolution sociale ».

---

<sup>1</sup> Georges Vereeken aspirait à la réunification avec les trotskystes qu'il avait quittés lors de leur entrée dans le P.O.B. en 1935. Il venait d'envoyer à Trotsky une série de documents en vue de l'unification entre son groupe de la L.C.I. et l'A.S.R.

<sup>2</sup> Walter Dauge, porte-parole de l'A.S.R., venait d'annoncer dans son journal le 4 avril qu'il refusait de signer le programme électoral du P.O.B., ce qui était le signal de son exclusion et de celle de ses partisans. La scission signifiait *ipso facto* la fusion A.S.R.-L.C.I. C'était en effet la majorité « entriste » de la section belge qui, après sa rupture avec Vereeken, avait construit l'A.S.R. et gagné Dauge dans le P.O.B. et les « non-entristes » pour leur part se réjouissaient de la « sortie » des « entristes ».

## [Quelques remarques à un camarade anglais]

(8 avril 1936)

---

Lettre à un destinataire inconnu, Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'histoire sociale, New York. Traduite de l'anglais. Cette lettre ne se trouve pas dans les copies des papiers d'exil; son contenu suggère pourtant qu'elle était adressée à un dirigeant du Marxist Group à l'intérieur de l'I.L.P.

---

- 1) Que les centristes se servent de nos idées pour nous combattre, c'est là un coup classique du centrisme qui ne démontre cependant *nullement* que ces gens se rapprochent *réellement* de nous. Chez les éléments jeunes et sincères, cela peut arriver. Mais chez les vieux routiers, c'est seulement la manifestation de leur absence invétérée de principes et de leur « savoir-faire » bureaucratique<sup>1</sup>.
- 2) Les quarante-trois (!) scissions<sup>2</sup> : si on examine l'histoire de l'I.L.P. depuis le moment de sa sortie du L.P. elle n'est rien d'autre qu'une suite de scissions, de séparations, de départs, de désertions, etc. Si on les comptait toutes, on en trouverait beaucoup plus de quarante-trois. La différence est seulement que chez nous les séparations sont toujours la manifestation de la lutte programmatique ou politique, de sorte qu'en s'appuyant sur les documents on peut facilement les dénombrer et les numéroter. Avec l'I.L.P. comme avec le S.A.P. au contraire, tout se passe dans la confusion, l'incohérence et la dissimulation. C'est pourquoi ces braves gens peuvent *croire* qu'ils sont tombés de vingt-cinq mille membres à trois mille sans aucune « scission ». Notre méthode a au moins deux avantages : **a)** les membres y apprennent quelque chose ; **b)** nous y gagnons en nombre. La méthode de l'I.L.P. et du S.A.P., en cachant la réalité, n'apporte rien à personne et ne sauve pas ces partis de leur décadence.
- 3) Le projet de transformer l'I.L.P. en un parti révolutionnaire *doit désormais à mon avis être considéré comme utopique*. Pour le parti révolutionnaire<sup>3</sup>, il faut construire une perspective indépendante.

---

<sup>1</sup> Il est tout à fait évident que c'est Fenner Brockway qui est visé ici, et, derrière, les illusions de ceux des militants du Marxist Group qui espéraient le gagner.

<sup>2</sup> Trotsky répond ici à une lettre - que nous ne connaissons pas - où se trouvaient mentionnés les arguments antitrotskyistes classiques : le chiffre de « quarante-trois scissions » avait été avancé par Boris Goldenberg dans la polémique du S.A.P. contre Trotsky.

<sup>3</sup> Telle avait été la perspective initiale de l'entrée des trotskystes dans l'I.L.P. Mais la dégénérescence de ce dernier avait reposé le problème : la majorité du Marxist Group n'était pas encore convaincue et attendait la conférence nationale de l'I.L.P. qui devait se tenir quelques jours plus tard.

## [Pour une commission de contrôle contre Naville]

(8 avril 1936)

---

Lettre au S.I., Bibliothèque du Collège de Harvard, 8037, avec la permission du Collège de Harvard. Original en français.

---

Chers Camarades,

Je vous ai envoyé une copie de ma lettre personnelle à un sympathisant de *La Commune*<sup>1</sup>. J'ai annoté cette copie comme strictement confidentielle et seulement destinée au secrétariat. Il s'avère que le camarade Naville s'est emparé de cette lettre et en a donné lecture à la conférence de *La Commune* en désignant la lettre comme une réponse à Meichler, ce qui est absolument faux et -même absurde<sup>2</sup>.

Je vous ai écrit que j'attendrai un certain temps pour donner au C.C. de la section française la possibilité de se prononcer sur l'attitude de Naville et de ses comparses s'il en avait. Je n'ai reçu aucune information. Je ne suis nullement disposé à tolérer que les documents confidentiels destinés à l'organisme dirigeant soient volés et divulgués.

Je demande la nomination immédiate d'une commission de contrôle contre le camarade Naville. Je propose pour cette commission les camarades Fischer, Biline et Dubois<sup>3</sup>. Je ne me risque pas à proposer un membre du C.C., ne sachant pas leur attitude en l'occurrence.

Je me réserve le droit d'exposer ce fait en temps utile devant la section française et peut-être même devant les directions des autres sections. Mon opinion, voyez-vous, est qu'on ne peut créer une organisation révolutionnaire avec le ciment du cynisme surréaliste<sup>4</sup>. Au contraire, il faut de la confiance réciproque, surtout quand il s'agit des organismes dirigeants.

---

<sup>1</sup> Il s'agit d'une lettre adressée par Trotsky à Henri Molinier le 1<sup>er</sup> mars (cf. p. 31-33). Trotsky en avait envoyé copie au S.I. le 4 mars sans en indiquer le destinataire (cf. p. 39).

<sup>2</sup> Jean Meichler n'avait pas avec Trotsky les relations personnelles qu'avait Henri Molinier.

<sup>3</sup> Il s'agissait d'Otto Schüssler (cf. n. 2, p. 35), de Robert Caby, dit Biline (né en 1905), l'écrivain et artiste qui correspondait avec Trotsky, et enfin d'un membre du secrétariat international. Dubois était en effet le pseudonyme de l'allemande Ruth Fischer (de son vrai nom Elfriede Eisler, qui avait acquis la nationalité française en devenant Mme Pleuchot) (1895-1961) : ancienne dirigeante de la gauche, puis du K.P.D. lui-même, liée à Zinoviev, elle s'était rapprochée de l'Opposition de gauche en 1933 et avait été cooptée en janvier 1935 au S.I. en dépit de l'opposition résolue des dirigeants de la section allemande. Elle avait en réalité cessé de venir au S.I. depuis la discussion sur l'entrée du W.P.U.S. dans le parti socialiste américain, mais en était encore formellement membre.

<sup>4</sup> Trotsky fait ici allusion au passé « surréaliste » de Naville ce qui était fréquent dans l'organisation, mais rare sous sa plume à lui.

## [Un bon présage]

(9 avril 1936)

---

Lettre à Jack et camarades, Bibliothèque du Collège de Harvard, 7681, et Bibliothèque d'histoire sociale, New York. Traduite de l'allemand.

---

Chers Camarades<sup>1</sup>,

Votre lettre du 31 mars 1936 m'a vraiment réjoui comme un présage de notre future collaboration dans votre pays comme à l'échelle internationale.

Je ne veux pas ici revenir sur le passé, car je dois admettre que, dans l'histoire de la scission, Vitte<sup>2</sup>, l'ancien membre du secrétariat international, lequel nous a d'ailleurs quittés depuis longtemps, a joué un rôle assez malfaisant.

Les principaux points que je retiens de votre lettre sont les suivants :

- 1) Vous restez entièrement sur le terrain des principes et de la politique des bolcheviks-léninistes.
- 2) Vous voulez vous placer, comme fraction à l'intérieur du Labour Party, sur le terrain de la « Lettre ouverte pour la IV<sup>e</sup> Internationale » - bien que, du fait du régime policier de la bureaucratie travailliste, vous ne le fassiez pas publiquement.
- 3) Vous êtes prêts à mettre en place un comité de contact avec le Marxist Group afin qu'une collaboration vivante entre vous prépare le plus vite possible la fusion qui doit être réalisée.
- 4) Vous souhaitez entrer sans tarder en relation régulière avec le secrétariat international.

Je communique à présent notre correspondance au secrétariat international et je suis certain que le secrétariat international ne pourra que se féliciter comme moi de ces propositions. J'espère que notre collaboration sera désormais intense et féconde.

Pour l'engager sans plus attendre, je voudrais vous poser une question sur la Socialist League. Considérez-vous comme correct que nos camarades agissent dans la Socialist League, c'est-à-dire sous le drapeau de MM. Cripps<sup>3</sup> et consorts ? Naturellement, je ne suis pas - et de loin ! - suffisamment informé de la situation à l'intérieur du Labour Party et de la Socialist League. Toutefois, pour autant que je sache, le sieur Cripps est un excentrique d'une extrême confusion, capable de flirter aujourd'hui avec la révolution et de se traîner demain sur le ventre devant le roi. La Socialist League n'est pas une *organisation de masse*, mais une fraction, c'est-à-dire une collection d'individus à l'image du sieur Cripps lui-même. Toute l'expérience montre qu'on peut travailler avec succès dans une organisation de *masse* en se constituant en groupe indépendant qui s'oppose à l'ensemble des fractions centristes. Mais si l'on s'agrége à une fraction *centriste*, on perd facilement sa propre physionomie et on se prive de la possibilité d'un véritable travail révolutionnaire dans les masses. Si vous m'apportiez des éclaircissements sur cette question, je vous en serais très reconnaissant.

Le *travail dans la jeunesse* me paraît être le *plus important et le plus prometteur* pour la IV<sup>e</sup> Internationale. Dans ce domaine, on devrait, je crois, commencer immédiatement le travail commun avec le Marxist Group<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> Les éditeurs des *Writings 1935-36* indiquent à tort que « Jack » désignait Jack Winnocour, un militant américain résidant en Angleterre. En fait, Winnocour était anglais et n'a pu avoir aucun rapport avec ce texte. « Jack » était le nom de code que le groupe Dewar avait choisi de préférence à « Edgar », suggéré par Trotsky (cf. vol. 8, p. 112). La lettre est adressée à l'ancienne « majorité » de la Communist League.

<sup>2</sup> Vitte était le pseudonyme de Mitsos Yotopoulos (1901-1965), militant des J.C. en 1921, devenu en 1924 le principal dirigeant de l'Archimarkxisti Organosi de Grèce ; il avait été membre appointé du S.I. à Berlin en 1932 puis à Paris en 1933. En visite en Grande-Bretagne en 1933, il lui fut reproché par le S.I. et par Trotsky d'avoir déformé leur proposition d'entrée dans l'I.L.P. Il était revenu en Grèce au lendemain de la scission de la Ligue française et de la naissance de l'Union communiste formée par ses alliés du « groupe juif » (*Œuvres*, 3). L'organisation grecque avait également fait scission en 1934. Le groupe dirigé par Vitte avait alors rejoint le bureau de Londres.

<sup>3</sup> Sir Stafford Cripps (1889-1952), issu d'une famille de petite noblesse, avait été élu député du Labour en 1929. Après la désaffiliation de l'I.L.P., il avait participé en 1932 à la fondation de la Socialist League, affiliée au Labour Party, qui regroupait essentiellement les membres de l'I.L.P. qui avaient refusé la désaffiliation. La question de Trotsky - qui se dit ignorant, mais n'est pas innocent - n'est pas fortuite : Reg Groves, l'ancien animateur du Balham Group, puis de la section britannique et enfin de la majorité lors de sa scission de 1933-34, était membre de la Socialist League depuis 1934 et l'un de ses dirigeants à Londres.

<sup>4</sup> Trotsky conserve ici le silence sur le Bolshevik Leninist Group du Labour Party qu'animait l'ancien dirigeant du Marxist Group D.D. Harber, et qui était en train de devenir le principal centre de regroupement des B.L. britanniques. Cette allusion semble pourtant indiquer qu'il était parfaitement au courant de ce développement : il l'était d'ailleurs puisque P.J. Schmidt avait rencontré D.D. Harber et le lui avait écrit et que, par ailleurs Kenneth Johnstone le tenait au courant de l'activité de ce groupe dont il était depuis mars.

## [L'incohérence de la section française]

(9 avril 1936)

---

Lettre au S.I., Bibliothèque du Collège de Harvard, 8038, avec la permission du Collège de Harvard. Original en français.

---

Chers Camarades,

On me demande de vous donner mon avis sur les conclusions de la commission d'enquête sur le cas R(aymond) M(olinier)<sup>1</sup>. Je me suis déjà prononcé là-dessus. Il eut fallu au *moment de l'exclusion* de Raymond Molinier donner une explication *politique*. On ne l'a pas fait. Par une série de fautes, on a permis à Raymond Molinier de créer une nouvelle organisation qui agit sous le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale<sup>2</sup>. Maintenant, avec un retard de presque quatre mois, on veut publier un document qui concerne non le membre de *notre* section mais le chef d'une organisation indépendante. Cette publication ne serait que la manifestation de l'impotence politique... Tout le monde va objecter : pourquoi ne l'avez-vous pas dit quand il était membre de votre organisation et au moment où vous l'avez exclu ? Pourquoi lancez-vous toutes ces accusations maintenant quand il a réussi à monter une boutique concurrente ? On ne peut pas réparer les conséquences néfastes d'une politique fausse et contradictoire pendant presque une année d'un seul coup. Il faut au moins savoir supporter les conséquences de ses propres fautes et préparer patiemment la revanche.

Mais malheureusement l'incohérence est la seule loi de la section française. On veut faire une lourde bêtise de plus. Quant à moi, je dégage totalement ma responsabilité.

---

<sup>1</sup> Il s'agit de la commission d'enquête décidée par le C.C. du G.B.L. sous la pression de ceux qui ne voulaient à aucun prix d'une réunification comprenant R. Molinier.

<sup>2</sup> Le 7 mars 1936, Raymond Molinier et ses camarades avaient tenu une conférence qui avait donné naissance au P.C.I. (parti communiste internationaliste), « section française de la IV<sup>e</sup> Internationale ».

## [Pour la conférence internationale]

(11 avril 1936)

---

Lettre au S.I., Bibliothèque du Collège de Harvard, 8039, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

---

Chers Camarades,

Nous avons reçu de certains camarades une très intéressante proposition de conférence internationale au Luxembourg<sup>1</sup>. Le groupe en question pourrait l'organiser pour fin septembre ou pour octobre ou pour début novembre. La conférence ne devrait pas être trop nombreuse ; il n'est pas question d'aller au-delà de quinze participants. Pour bien préparer la conférence, il faudrait constituer une commission politique qui tiendrait quelques séances avec Crux déjà<sup>2</sup> au cours de l'été (environ sept participants). La *préparation politique générale* doit se faire sous la direction du secrétariat international et du secrétariat d'Amsterdam, tandis que la *préparation organisationnelle* serait confiée à un « bureau technique de convocation de la conférence », afin que le travail se fasse dans le strict respect des règles de la clandestinité (proposition de Crux pour la composition du bureau : Keller, Adolphe, Braun<sup>3</sup>). Il va de soi que la plus grande discrétion est absolument impérative. Il ne peut s'agir, de toute façon, d'une conférence élue selon les règles démocratiques.

Pour la composition de la commission politique dont il est question plus haut, il est indispensable que ses membres disposent de la plus grande liberté de mouvement (passeports, moyens financiers, temps libre, etc.), car il leur faudra être prêts à faire le voyage de Copenhague pour y rencontrer Crux déjà pendant les mois d'été<sup>4</sup>. La commission politique devrait comprendre : un ou deux Hollandais, un ou deux Belges (Lesoil, Dauge), un Français, un Allemand, un représentant de la jeunesse, si possible un Américain. Pour le cas où la participation des Américains est impossible à cause de leur entrée dans le parti socialiste, ils doivent confier leur mandat moral à un membre de la commission ou à la commission tout entière, de façon qu'on puisse publier les projets avec au moins l'assentiment moral des Américains. Il faut cependant empêcher que ce mandat aille à quelqu'un qui a commis une indiscrétion criminelle. Tout repose sur la discrétion et on ne peut en attendre de gens bohèmes ou cyniques. Pour la conférence proprement dite, chaque section pourra et devra naturellement envoyer un délégué. Les groupes sympathisants, des délégués avec voix consultative. Mettez les Hollandais au courant du contenu de cette lettre, mais sans mentionner le Luxembourg. Nous informerons les Américains d'ici. Prière de convoquer immédiatement une réunion extraordinaire du secrétariat international et de répondre rapidement.

Pour Adolphe seulement :

Code pour les lettres et télégrammes à venir<sup>5</sup>

Bureau technique pour la convocation de la conférence : bureau.

Commission préparatoire : commission de rédaction : commission.

Conférence : séance de rédaction : session.

Employés du bureau : Keller, Nicolle, Adolphe.

Oslo ; Berne ; Hønefoss : Davos ; Paris ; Genève ; Bruxelles Zürich ; Amsterdam : Lausanne ; Copenhague : Lucerne ; Luxembourg : Schaffhouse ; Prague : Bâle ; Reichenberg : Neuchâtel.

Crux : Lund ; Sneevliet : Thomson ; Held : David ; Cannon : Nagel ; Durand : Dix ; Muste : Erik ; Dauge : Eugène ; Lesoil : Lamette ; Vereeken : Nora ; Rous : Clart<sup>6</sup>.

---

<sup>1</sup> Le Luxembourg semble désigner la Suisse d'après le code proposé en bas de cette lettre.

<sup>2</sup> Crux désignant Trotsky, cette commission politique ne pourrait se tenir qu'en Norvège.

<sup>3</sup> Keller = Jan Frankel, Adolphe = Rudolf Klement, Braun = Erwin Wolf. Le premier était à Prague, le second à Paris, le troisième à Hønefoss .

<sup>4</sup> Copenhague, qui relève de l'ancien « code », désigne Hønefoss .

<sup>5</sup> Il y avait incontestablement un risque à envoyer par lettre un code en clair.

<sup>6</sup> On peut relever que, dans les équivalences ci-dessus, certaines sont de pseudonyme à pseudonyme et qu'aucun nom n'apparaît en clair ; c'est le cas de Trotsky lui-même (Crux, Lund), de Sedov (Durand, Dix), de Heinz Epe (Held, David).

## [Que doivent faire les bolcheviks-léninistes en Espagne]

(12 avril 1936)

T 3913. Ce texte, traduit de l'allemand, est reproduit ici avec l'autorisation des Editions de Minuit. Il est daté du 12 avril 1936 et non du 22 comme indiqué par erreur dans *La Révolution espagnole*. Il est porté à Harvard sur le catalogue de l'ancienne partie « ouverte » comme « lettre à un ami espagnol ». Nous avons discuté la question de son destinataire dans *La Révolution espagnole*, n. 1, p. 292. L'étude des dossiers de cette période à Harvard nous permet d'apporter quelques précisions par rapport à nos conclusions de l'époque. Il ne s'agit pas de la lettre adressée à Garcia Palacios (que nous avons retrouvée et publions dans ce même volume). Il ne s'agit pas non plus d'une lettre à un membre du P.O.U.M. Il reste la possibilité d'une lettre aux anciens membres de la section espagnole entrés à Madrid dans les jeunesses socialistes (Julio Cid, Quesada), des militants avec lesquels le S.I. avait un contact intermittent selon la correspondance de Klement. Rien n'est venu étayer l'hypothèse selon laquelle cette lettre était adressée à l'ancien militant de la I.C.E. Federico Vázquez, dit Arlen. Il faut enfin noter que, dans le post-scriptum de sa lettre du 3 avril 1936, Leonetti avait réclamé à Trotsky « un complément à l'article sur la trahison du P.O.U.M. » en arguant précisément du tournant effectué par *La Batalla* sur la question du Front populaire. Ce dernier élément nous inciterait plutôt à penser qu'il s'agit en réalité de ce « complément » rédigé sous forme de « lettre à un ami ».

La situation en Espagne est de nouveau révolutionnaire.

La révolution espagnole s'est développée sur un rythme très lent. Les révolutionnaires ont ainsi bénéficié d'un délai relativement important pour rassembler autour d'eux l'avant-garde afin d'être à la hauteur de leur tâche au moment décisif. Aujourd'hui, nous devons dire ouvertement que les « communistes de gauche » espagnols ont complètement laissé passer ce délai très favorable et qu'ils ne se sont en rien révélés meilleurs que les traîtres socialistes et communistes<sup>1</sup>. Les avertissements ne leur ont pourtant pas manqué ! Et la culpabilité d'un Andrés Nin ou d'un Andrade<sup>2</sup> n'en est que plus grande. Avec une politique juste, la Gauche communiste aurait pu se trouver aujourd'hui, en tant que section de la IV<sup>e</sup> Internationale, à la tête du prolétariat espagnol. Au lieu de cela, elle végète dans l'organisation confusionniste d'un Maurín<sup>3</sup>, sans programme, sans perspective, sans aucune importance politique. L'action des marxistes en Espagne commence par la condamnation de l'ensemble de la politique des Andrés Nin et Andrade, qui était et qui demeure non seulement erronée mais criminelle.

Que signifie la destitution du président Alcalá Zamora<sup>4</sup> ? Elle signifie que l'évolution politique est de nouveau entrée dans une phase aiguë. Zamora constituait pour ainsi dire le pôle stable des sommets dirigeants. Bien que dans des conditions différentes, il jouait le rôle qui fut pendant un certain temps celui d'Hindenburg<sup>5</sup> en Allemagne, à l'époque où la réaction - nazis compris - d'une part, et la social-démocratie de l'autre plaçaient leurs espoirs en lui. Le bonapartisme des temps modernes est l'expression de l'extrême exacerbation des contradictions de classe dans une période où elles n'ont pas encore conduit à la lutte ouverte. Le bonapartisme peut trouver son point d'appui dans un gouvernement quasi-parlementaire ou dans un président « au-dessus des partis » : cela ne dépend que des circonstances. Alcalá Zamora était le représentant de cet équilibre bonapartiste. L'exacerbation des contradictions a conduit les deux camps à chercher d'abord à l'utiliser, puis à se débarrasser de lui. Les droites n'ayant pas réussi en leur temps, c'est maintenant le Front populaire qui y est parvenu. Mais cela signifie le début d'une période révolutionnaire aiguë. La profonde effervescence dans les masses, les explosions incessantes de violence, démontrent que les ouvriers des villes et des campagnes, ainsi que les paysans pauvres, si souvent dupés, poussent de toutes leurs forces, encore et toujours, vers la solution révolutionnaire. Quel est, face à ce puissant mouvement, le rôle du Front populaire ? Celui d'un gigantesque frein, construit et manié par des traîtres et de fieffées canailles. Et, hier encore, Juan Andrade a signé le programme particulièrement infâme de ce Front populaire<sup>6</sup> !

<sup>1</sup> C'est en 1932 que l'Opposition de gauche espagnole avait pris le nom de « Gauche communiste » (Izquierda comunista) ce que Trotsky n'avait guère apprécié : c'était le terme de « bolchevik-léniniste » qui avait en effet été prévu pour toutes les sections, et en revanche celui de « Gauche communiste » était le nom d'une organisation dissidente en France.

<sup>2</sup> Andrés Nin Pérez (1892-1937), ancien instituteur catalan, secrétaire national de la C.N.T. en 1920, avait été son délégué à Moscou où il était resté comme secrétaire de l'Internationale Syndicale Rouge. Membre du parti bolchevique, du soviet de Moscou il avait rejoint en 1923 l'Opposition de gauche et avait été membre de la « commission internationale » de l'Opposition unifiée en 1926-27. Expulsé d'U.R.S.S. en 1930, il avait entretenu avec Trotsky une abondante correspondance jusqu'en 1933 où la rupture personnelle entre les deux hommes avait été couronnée par un texte de Trotsky sur « Les Méthodes inadmissibles de Nin ». Contrairement à une interprétation très répandue, la participation de la I.C.E. à la création du P.O.U.M. en septembre 1935 et l'adhésion de ce dernier au bureau de Londres n'avait pas provoqué de rupture entre les Espagnols et le S.I. La rupture fut consommée seulement quand le P.O.U.M. signa le pacte électoral des gauches, Trotsky répliquant par son article « La Trahison du P.O.U.M. » (Œuvres, 8, p. 132-137). Juan Andrade Rodríguez (né en 1897), dirigeant des J.S. après la guerre, avait fondé le premier P.C. en Espagne. Exclu en 1927, il avait rejoint l'Opposition de gauche. Très connu sur le plan international, auteur de bons livres et excellent journaliste, il était l'un des dirigeants du P.O.U.M. à Madrid - un des bastions de sa « gauche ».

<sup>3</sup> Trotsky ne considère pas le P.O.U.M. comme une organisation nouvelle, mais comme le « Bloc » de Maurín sous une étiquette nouvelle.

<sup>4</sup> Niceto Alcalá Zamora y Torres (1877-1949), politicien monarchiste sous la monarchie, fut le premier président du conseil de la République, puis le premier président de la République, sans pour autant cesser d'être attaché au catholicisme et au conservatisme. Il avait cependant provoqué la colère de l'extrême-droite en empêchant certaines de ses initiatives, bien qu'il ait contribué à tout l'arsenal répressif. Quand les gauches votèrent sa déposition, le 7 avril, la droite s'abstint, et il fut donc déposé par 238 voix contre 3. Dans *La Batalla* du 1<sup>er</sup> mai, un ancien militant de la I.C.E., José Luis Arenillas, analysait sa déposition non comme un signe du mûrissement de la crise révolutionnaire, mais comme « une farce ».

<sup>5</sup> Paul von Beneckendorff und von Hindenburg (1847-1934), Feldmarschall, ancien chef de l'Armée impériale pendant la guerre avait été élu président du Reich en 1925 et réélu en 1932.

<sup>6</sup> Cf. Œuvres, 7, p. 115-120.

Après la destitution d'Alcalà Zamora, c'est Azaña<sup>7</sup> qui, la main dans la main du nouveau président de la République, va avoir à assumer le rôle du pôle bonapartiste stable, c'est-à-dire essayer de s'élever au-dessus des deux camps afin de mieux diriger les armes de l'État contre les masses révolutionnaires qui l'ont hissé au pouvoir. Mais les organisations ouvrières demeurent parfaitement prisonnières des filets du Front populaire. Dans ces conditions, les convulsions des masses révolutionnaires - sans programme et sans direction digne de leur confiance - risquent d'ouvrir toute grande la porte à la dictature contre-révolutionnaire.

Que les ouvriers poussent dans la direction de la révolution, c'est prouvé par le développement de toutes leurs organisations, en particulier par celui du parti socialiste et des jeunesses socialistes. Il y a deux ans, nous avons posé la question de l'entrée des bolcheviks-léninistes dans le parti socialiste<sup>8</sup>. Les Andrés Nin et Andrade ont repoussé cette proposition avec le mépris de philistins conservateurs : ils tenaient avant tout à leur « indépendance » parce qu'elle leur assurait leur tranquillité et ne les engageait à rien. L'adhésion au parti socialiste en Espagne aurait pourtant abouti, dans les conditions données, à des résultats infiniment meilleurs qu'en France par exemple - à condition toutefois que l'on ait réussi à éviter les énormes erreurs commises par les camarades de la direction française, bien entendu. Depuis, Nin et Andrade ont fusionné avec le confusionniste Maurín pour courir avec lui derrière le Front populaire<sup>9</sup>. Cependant les ouvriers socialistes qui aspirent à la clarté révolutionnaire ont été victimes des escrocs staliniens. La fusion des deux organisations de jeunesse signifie que les mercenaires de l'Internationale communiste vont abuser des meilleures énergies révolutionnaires et les détruire<sup>10</sup>. Et les « grands » révolutionnaires Andrés Nin et Andrade se tiennent à l'écart, afin de mener avec Maurín une propagande parfaitement inopérante en faveur de la « révolution démocratique-socialiste », c'est-à-dire en faveur de la trahison social-démocrate<sup>11</sup>.

Personne ne peut prévoir l'aspect que revêtira en Espagne la prochaine période. Le flux qui a porté la clique du Front populaire est trop puissant en tout cas pour pouvoir reculer à brève échéance et pour abandonner à la réaction le champ de bataille. Les éléments authentiquement révolutionnaires disposent encore d'un certain délai, vraisemblablement assez bref, pour prendre conscience, pour se rassembler, pour préparer l'avenir. Et cela concerne au premier chef les partisans espagnols de la IV<sup>e</sup> Internationale. Leurs tâches sont claires comme le jour :

- 1) Condamner et dénoncer impitoyablement devant les masses la politique de tous les dirigeants qui font partie du Front populaire.
- 2) Comprendre à fond et placer clairement sous les yeux des ouvriers avancés le rôle pitoyable joué par la direction du « parti ouvrier d'unification marxiste », en particulier celui des anciens « communistes de gauche » comme Andrés Nin, Andrade, etc.
- 3) Se rassembler autour du drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale sur la base de la « Lettre ouverte ».
- 4) Adhérer au parti socialiste et à la jeunesse unifiée, afin d'y travailler en tant que fraction dans l'esprit du bolchevisme.
- 5) Créer des fractions et des cellules dans les syndicats et autres organisations de masses.
- 6) Diriger l'essentiel de leur attention vers les mouvements spontanés ou semi-spontanés, étudier leurs traits généraux, c'est-à-dire se préoccuper de la température des masses, et non de celle des cliques parlementaires.
- 7) Être présents dans toutes les luttes, afin de leur donner une expression claire.
- 8) Insister toujours pour que les masses constituent leurs comités d'action ad hoc (juntas, soviets) et les élargissent toujours plus.

<sup>7</sup> En fait, Azaña chef parlementaire indiscuté du Front populaire, allait lui-même succéder à Alcalà Zamora à la présidence.

<sup>8</sup> Cf. *Œuvres*, 4, *passim*. La direction de la I.C.E. avait une première fois repoussé la proposition de Trotsky à la quasi-unanimité en septembre 1934, sur un rapport de Enrique *Fernandez Sendón*, dit *Fersen*. Mais ce dernier, emprisonné à Madrid après les journées d'Octobre avec de jeunes militants socialistes, s'était convaincu de son erreur et avait repris les propositions qu'il avait fait repousser. La direction - notamment Nin - avait proposé un compromis : « regroupement révolutionnaire » en Catalogne, c'est-à-dire participation au P.O.U.M., mais, partout ailleurs, entrée dans le P.S.O.E. et les J.S. Ces propositions se heurtèrent à l'opposition des militants de Madrid qui exigèrent une solution « unitaire », identique pour tous les militants.

C'est ainsi que les non-catalans de la I.C.E. entrèrent également au P.O.U.M.

<sup>9</sup> Allusion à la fondation du P.O.U.M. le 25 septembre 1935 au cours d'une conférence clandestine à Barcelone, et à la signature, le 15 janvier 1936, du programme électoral des gauches par le P.O.U.M.

« Le tournant de *La Batalla* à l'égard du Front populaire ne peut nous inspirer aucune confiance. On ne peut pas dire le lundi que la Société des Nations est une bande de brigands et inviter le mardi les électeurs à voter pour le programme de la S.D.N., pour expliquer le mercredi qu'il ne s'agissait la veille que d'une manœuvre électorale et qu'on va reprendre son véritable programme. L'ouvrier sérieux doit se demander : que vont dire ces gens jeudi ou vendredi ? Maurín semble l'incarnation du petit-bourgeois révolutionnaire agile, versatile et superficiel. Il n'étudie rien, comprend peu et sème la confusion ». (Note de Trotsky.)

<sup>10</sup> La fusion entre les jeunesses communistes et les jeunesses socialistes d'Espagne s'était effectuée à partir d'une conférence commune le 11 avril 1936 sur la base des recommandations d'une « commission d'unification » et sans que les congrès des deux organisations aient été réunis avant. En fait, la clé de l'opération était détenue par les dirigeants des J.S. autour de Santiago Carrillo. Ce dernier était-il déjà organisé en secret dans le P.C. ? Il était en tout cas acquis à la politique de Moscou et allait être le grand « stalinisateur » des jeunesses.

<sup>11</sup> Marx écrivait en 1876 que le terme de « social-démocrate » n'était pas correct : on ne peut placer le socialisme sous le contrôle de la démocratie. Le socialisme - ou le communisme - nous suffit ; la « démocratie » n'a rien à y voir. Depuis, la révolution d'Octobre a démontré avec vigueur que la révolution socialiste ne peut s'effectuer dans le cadre de la démocratie. La révolution « démocratique » et la révolution socialiste se trouvent des deux côtés opposés de la barricade La III<sup>e</sup> Internationale a confirmé cette expérience et l'a théorisée. La révolution « démocratique » est déjà faite en Espagne. Elle ressuscite avec le Front populaire. C'est Azaña, avec ou sans Caballero qui personnifie en Espagne, la « révolution démocratique ». La révolution socialiste se fera au cours d'une lutte implacable contre la « révolution démocratique » avec son Front populaire. Que veut dire cette « synthèse » de « révolution démocratique-socialiste » ? Rien. Seulement un galimatias éclectique. (Note de Trotsky.) Les notes 9 et 11, de Trotsky, sont reproduites du texte de la lettre adressée par lui le 8 avril à Leonetti (cf. p. 158-160).

- 9) Opposer le programme de la conquête du pouvoir, de la dictature du prolétariat et de la révolution sociale à tous les programmes hybrides à la Caballero ou à la Maurín.

Telle est l'unique voie réelle de la révolution prolétarienne. Il n'en existe pas d'autre.

## [La revue théorique]

(13 avril 1936)

---

Lettre à A. Grylewicz. Bibliothèque du Collège de Harvard, 8386, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

---

Chers Camarades<sup>1</sup>,

La revue ne saurait en aucun cas être dirigée par l'état-major rédactionnel et administratif de la section allemande, même si l'état-major rédactionnel devait faire droit à toutes vos exigences. Car il s'agit - du moins à mes yeux - d'un organe de la IV<sup>e</sup> Internationale et nullement de celui de l'une de ses sections (la parution de cette revue donnerait d'ailleurs à la rédaction d'*Unser Wort*<sup>2</sup> l'occasion et en même temps la possibilité objective de consacrer davantage le journal à l'actualité allemande).

Personnellement, j'accepterais très volontiers la fonction de rédacteur responsable<sup>3</sup> si l'on me proposait ce poste. Je n'entends pas cela seulement *de jure*, mais également *de facto*. Nous avons besoin d'un organe unique pour toutes les sections, servant principalement et à façonner et à assurer l'homogénéité de notre politique internationale. Les actuelles centaines et centaines de lettres éparpillées et dispersées qui restent sans produire le moindre effet pourraient être remplacées par des articles, des notes, des gloses marginales etc., bien rédigées, qu'on publierait dans la revue. On pourrait mettre en place et former pour cela un état-major international de collaborateurs. A cette tâche, je pourrais consacrer l'année prochaine quelque chose comme le tiers ou la moitié de mon temps de travail. Comme il s'agit d'une revue mensuelle, l'état-major rédactionnel élargi ne serait nullement une fiction, car on peut organiser bien des choses par correspondance dans l'espace d'un mois et d'importants articles peuvent même être préparés et élaborés dans un délai de deux, trois mois au plus.

Au sujet de l'administration aussi, il serait possible de passer pour ainsi dire « officiellement » un accord avec votre groupe, car l'administration - dans de telles entreprises - est - toute mon expérience me le dit - au moins aussi importante que la rédaction.

Puisque vous êtes justement à discuter de cette question, ces considérations complémentaires ne seront peut-être pas sans utilité.

Si l'on se décide pour la revue, il faudrait que le premier numéro paraisse aux environs de septembre-octobre. Auparavant, toutes les modalités financières, rédactionnelles, administratives devraient être réglées avec toute la précision nécessaire. La bonne vieille pagaie doit être éliminée d'emblée. Les autres problèmes la prochaine fois.

**P.-S.** La revue internationale ne doit pas naturellement être nécessairement allemande. Une revue française pourrait également être envisagée pour le cas où les Français et avec eux les Belges ne seraient pas en mesure de publier une revue parallèle en langue française. C'est là une éventualité à laquelle il faut encore aussi réfléchir.

**P.-P.-S.** Pour trancher cette question, l'un d'entre vous pourrait peut-être venir voir Crux à Copenhague où d'autres amis se trouveront au même moment dans le même but. Pour ma part, je proposerais éventuellement une rencontre fin mai ou début juillet, mais je suis aussi disposé à accepter toute autre date postérieure.

---

<sup>1</sup> La lettre est adressée à Grylewicz et à « ses camarades » de la section allemande émigrés en Tchécoslovaquie. Anton Grylewicz (1885-1971), ouvrier mécanicien, social-démocrate en 1912, blessé au front pendant la guerre, avait été après sa réforme, alors qu'il travaillait comme ouvrier, un des organisateurs de la classe ouvrière berlinoise, membre à la fois du réseau des « délégués révolutionnaires » et du parti social-démocrate indépendant. Adjoint du préfet de police de novembre 1918 à janvier 1919, il avait été responsable du parti indépendant pour le Grand Berlin en 1920, puis responsable à l'organisation dans le Brandebourg. Membre du V.K.P.D. en 1921, il avait été l'un des dirigeants allemands qui avaient préparé à Moscou l'insurrection allemande - décommandée - d'octobre 1923. Exclu en 1927, il avait rejoint le Leninbund puis avait rompu avec Urbahns et participé en 1930 à la fondation de l'Opposition de gauche unifiée en Allemagne. Après l'avènement de Hitler, il s'était réfugié en Tchécoslovaquie. Trotsky veut discuter avec lui les problèmes posés par la mise sur pied de la revue théorique rendue possible par la contribution financière de Barton (cf. p. 144-145).

<sup>2</sup> *Unser Wort* était l'organe de la section allemande, I.K.D. (Internationale Kommunisten Deutschlands) en exil.

<sup>3</sup> Expression allemande qui correspond à quelque chose comme rédacteur en chef ou directeur de la rédaction en France aujourd'hui.

## [Vers les jeunes et les organisations de masse]

(15 avril 1936)

---

Lettre au rayon du P.O.U.M. de Madrid, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8072, avec la permission du Collège de Harvard. Ecrite en français. Un exemplaire traduit en néerlandais se trouve dans les archives Sneevliet à l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam.

---

Chers Camarades<sup>1</sup>,

Je vous remercie pour votre lettre amicale. Je n'ai pas la moindre raison de douter de la sincérité de vos sentiments. Mais la politique ne se fait pas avec des sentiments personnels. Elle exige des principes justes, du courage et de la persévérance. Malheureusement ces trois principes faisaient et font défaut à la direction de la Izquierda Comunista, sans parler de la direction du P.O.U.M.<sup>2</sup>.

La situation en Espagne était extrêmement favorable à un groupement marxiste révolutionnaire. Pendant ces cinq années, un tel groupe, avec une politique juste, aurait pu devenir la force dominante en Espagne révolutionnaire. Malheureusement Andrés Nin, Andrade et les autres ont tout fait pour compromettre la situation. Ils prenaient les principes à la légère, esquaivaient toute discussion sérieuse sur les devoirs révolutionnaires et cherchaient toujours la ligne de moindre résistance. Ils se solidarisaient de n'importe quelle confusion orientée contre la politique internationale des b.I.<sup>3</sup>. Ils se sont liés contre la IV<sup>e</sup> Internationale avec ce petit-bourgeois sans principes qui s'appelle Maurín. Les noms d'Andrés Nin et d'Andrade entreront dans l'histoire du mouvement ouvrier espagnol comme les noms de gens qui ont trahi leur drapeau.

Quant à vous, chers camarades, vous ne gagnerez jamais (le) P.O.U.M. à la politique marxiste, parce que ce n'est pas une organisation de masses, mais une formation sélectionnée autour de Maurín, de Nin, etc. L'expérience des cinq dernières années a démontré qu'il n'y a plus rien à chercher (de ce côté-là). C'est *vers les jeunes et vers les organisations de masses* que vous devez vous tourner. Il y a un an, vous aviez encore toutes les possibilités de gagner les jeunesses socialistes. C'est la politique passive et conservatrice de Nin et de Maurín qui vous en a empêché. Il faut commencer ce travail malgré le succès des staliniens. Il faut pénétrer dans les jeunesses en tournant le dos à Maurín, à Nin et autres. Autrement, tous vos beaux desseins resteraient des phrases creuses. Je vous parle en toute franchise parce que vous n'avez pas de temps à perdre.

Je vous envoie une lettre écrite en allemand à un camarade espagnol. Je vous prie (de) traduire cette lettre en espagnol et (de) la communiquer à tous les camarades susceptibles d'être intéressés par mon opinion<sup>4</sup>.

**P.-S.** Je viens de recevoir *La Batalla* du 10 avril 1936<sup>5</sup> avec cette formule, empruntée au journal bourgeois *El Liberal*, en manchette ; « El frente popular es la única garantía conservadora de España ». C'est tout à fait juste. Mais pourquoi le P.O.U.M. a-t-il aidé (à) construire cette garantie conservatrice ? Nin et Andrade n'auraient-ils pas compris de quoi il s'agit ?

Pourtant la littérature internationale des b.I. avait depuis longtemps analysé et dénoncé le mécanisme perfide du Front populaire. Or vos chefs, dans cette question comme toutes les autres questions importantes, ont choisi la voie de moindre résistance et du plus grand préjudice pour la révolution.

---

<sup>1</sup> Le responsable du rayon de Madrid du P.O.U.M. qui avait pris l'initiative d'envoyer à Trotsky une lettre de respectueux hommage était Luis García Palacios dit Roberto Mariner. Cet employé de banque avait été l'un des fondateurs et le tout premier secrétaire général des J.C. d'Espagne. Membre de l'Opposition de gauche depuis sa fondation, partisan de la constitution du P.O.U.M., il était resté attaché à Trotsky et à l'Opposition internationale comme, de façon générale, le rayon de Madrid qui se considérait lui-même comme « trotskyste ». L'envoi par García Palacios d'une lettre à Trotsky provoqua une vive réaction de la droite du P.O.U.M. que Maurín, dit-on, eut peine à apaiser. En tout cas, García Palacios se démit quelques semaines plus tard de toutes ses responsabilités.

<sup>2</sup> Rappelons qu'Izquierda Comunista - Gauche communiste - était le nom de la section espagnole de l'Opposition de gauche, puis de la L.C.I., mais qu'elle s'était fondue dans le P.O.U.M. en 1935.

<sup>3</sup> Trotsky reprochait notamment aux dirigeants de la section espagnole d'avoir soutenu successivement Landau, Mill, les gens de la Gauche communiste, plus tard Vereeken, Oehler, Naville, etc.

<sup>4</sup> Nous ignorons si c'est à la suite de la diffusion de ces deux lettres que se manifesta un autre ancien membre du C.C. de la I.C.E., Francisco Enguix, de Torrellano dans le Levante, se manifesta et écrivit au S.I. Mais Enguix fut fusillé aux premières heures du soulèvement de l'armée. Un seul vieux militant, à l'époque découragé et isolé, devait reprendre ensuite le contact : il s'agit d'Esteban Bilbao Urruza (1896-194 ?).

<sup>5</sup> C'était Alfonso Leonetti qui avait expédié ce numéro du journal du P.O.U.M. à Trotsky et le lui avait annoncé dans sa lettre du 3 avril.

## [Toujours le laisser-aller]

(15 avril 1936)

Lettre confidentielle au S.I., Bibliothèque du Collège de Harvard, 8040, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

Chers Camarades,

Votre lettre me montre malheureusement que les malentendus infestent toujours nos relations. Vous persistez dans l'idée que la commission Crux doit continuer d'exister. Mais vous ne dites rien sur ce qu'elle devrait faire à proprement parler. De mon côté, je ne vois aucune possibilité pour cette commission d'accomplir quoi que ce soit d'utile.

Pourquoi ai-je proposé cette commission à l'époque, c'est à dire il y a quelques mois, et pourquoi avais-je même auparavant proposé que les camarades en question viennent voir Crux à Copenhague<sup>1</sup> ? Parce qu'une grande incertitude régnait alors dans le camp de *La Commune*. On craignait beaucoup de ce côté-là d'être laissé au bord de la route et on nourrissait certain espoir que Crux, bien qu'il prenne l'offensive sur le terrain politique, resterait *objectif* sur le plan organisationnel et s'opposerait dans une certaine mesure aux désirs de vengeance personnelle de tel ou tel. C'est là-dessus et là-dessus seulement qu'on pouvait et qu'on devait fonder le travail de la commission Crux. C'est également dans cet esprit qu'avait été écrite ma lettre confidentielle à un partisan de *La Commune*<sup>2</sup> : « Votre situation est mauvaise ; livrés à vous-même, vous n'arriverez à rien ; je ne peux pas vous aider, car je ne mène pas une politique personnelle, mais si vous revenez dans l'organisation commune, je suis prêt à vous prêter assistance. » Mais le fait que cette lettre soit tombée entre les mains d'un Naville et ait été utilisée par lui comme instrument de sa bataille personnelle a rendu la chose totalement impraticable. Car les gens ont maintenant la certitude qu'il s'agissait d'une *ruse* de ma part : cela apparaît clairement à la lecture des procès-verbaux qui vous ont été adressés (Pas de paix d'Oslo)<sup>3</sup>.

Je ne prends l'histoire de la lettre que comme un exemple. C'est *toute* notre politique à Paris qui était *impraticable, intenable, sans aucune perspective nette, sans aucun plan d'ensemble*. Chacun a cherché à exprimer ses états d'âme. Si on avait *honnêtement* accepté la commission Crux il y a deux mois, elle aurait peut-être pu réparer 30 % des dégâts causés par la politique menée antérieurement. Au moment où l'on a eu recours à elle, non plus *de jure* mais *de facto*, c'est à dire il y a environ un mois, elle aurait peut-être pu encore en réparer de 10 à 15 %. Après l'histoire de la lettre et surtout après tout ce qu'a fait le comité central ces dernières semaines, la commission a été complètement paralysée. Pour regagner un minimum de confiance de l'autre côté, il faudrait maintenant raconter en public toute l'histoire, ce qui reviendrait à donner à Molinier ses meilleures cartouches contre le comité central. Telle qu'est actuellement la situation, la commission ne peut plus lever un doigt sans aggraver encore l'affaire et se discréditer elle-même.

Votre reproche : « Pourquoi n'a-t-on pas à l'époque exposé le plan de la commission au comité central ? »<sup>4</sup> est vraiment incroyable et caractéristique de tout le laisser-aller qui règne dans le travail à Paris. En premier lieu, le plan n'était pas quelque chose de fixe et de préparé, mais il devait être en permanence adapté aux circonstances. Et puis, de toute façon, les gens de Paris devaient avoir suffisamment confiance pour se rendre compte d'emblée que, quand on entreprend un travail à ce point répugnant et lamentable, c'est qu'on a tout de même quelque chose en tête ! Ils auraient pu au moins attendre un peu, une fois qu'ils avaient si profondément embourbé la charrette. Et en second lieu - c'est là le plus important - le plan n'avait de sens, dans ses grandes lignes, que si on ne commençait pas à bavarder à son sujet dans tous les coins. S'il est une chose vraiment risible, c'est de songer que, si on avait communiqué le plan au comité central, Molinier aurait pu ne pas le connaître dans les vingt-quatre... *minutes*<sup>5</sup> et ne pas le publier dans son bulletin. Pour ma part, je n'ai fait connaître qu'une partie du plan, j'ai seulement donné un « tuyau » par ma lettre à un partisan de *La Commune*, que j'avais adressée non au comité central, mais au secrétariat international, et encore de manière ultra-confidentielle. Et le résultat ? Naville lit cette lettre devant la conférence de *La Commune*. Cela signifie que, malgré toute ma prudence, j'avais encore trop de confiance à l'égard de ces gens.

À présent, le comité central doit agir *de sa propre initiative* puisqu'il a gaspillé de manière criminelle le capital de Copenhague. Une intervention de Crux n'est évidemment pas exclue par la suite, mais il faut attendre un *nouveau* tournant de la situation. La grande naïveté politique de nos amis parisiens consiste à croire qu'on pourrait répéter toujours et en toutes circonstances le même geste et obtenir les mêmes résultats. Quand on a laissé passer une situation favorable, il faut parfois attendre très longtemps avant qu'une autre se présente. Si on considère la politique du comité central sur l'année écoulée, on peut écrire un livre entier sur la meilleure manière de manquer les occasions. Ces choses relèvent de la même catégorie, par exemple de l'art qui consiste à contraindre son adversaire à vous mettre échec et mat.

<sup>1</sup> Copenhague, qui n'existe plus dans le nouveau code de correspondance, désignait Hønefoss dans l'ancien.

<sup>2</sup> Pour le texte intégral de cette lettre à Henri Molinier, cf. p. 31-32.

<sup>3</sup> En français dans le texte. Il y a probablement une allusion à ce que l'on avait appelé en 1930 dans la section française la « paix de Prinkipo » conclue sous l'égide de Trotsky entre Rosmer et Molinier et aussitôt rompue... en France.

<sup>4</sup> Telle était la réponse du S.I. devant l'exposé par Trotsky du plan qu'il était censé avoir rendu impossible.

<sup>5</sup> Il y avait bien des interférences entre les deux groupes rivaux la principale était tout de même que Léon Sedov, membre du S.I. et soutien ou « tuteur » du C.C. français, vivait avec Jeanne Martin, qui était membre du P.C.I. de Molinier.

## [La nouvelle Constitution de l'U.R.S.S.]

(16 avril 1936)

---

T 3916, 3917, *Biulleten Oppositsii*, n° 50, avril 1936. Traduit du russe. Les informations officielles en provenance de Moscou répétaient depuis quelque temps qu'une nouvelle Constitution était en préparation, dont le projet avait été préparé par une commission animée par Boukharine.

---

### La suppression des soviets

On travaille actuellement dans les murs du Kremlin au remplacement de la Constitution soviétique par une nouvelle Constitution qui sera, selon les déclarations de Staline, Molotov<sup>1</sup> et autres, « la plus démocratique du monde ». Il est vrai que la manière dont on élabore cette Constitution est de nature à éveiller le doute. Ni dans la presse, ni dans les assemblées, il n'a été jusqu'à présent question de cette réforme. Jusqu'à présent, personne ne connaît le projet de Constitution. Cependant Staline a déclaré le 1<sup>er</sup> mars 1936 au journaliste américain Roy Howard<sup>2</sup> : « Nous adopterons probablement notre nouvelle Constitution à la fin de cette année. » Ainsi Staline sait exactement à quel moment sera adoptée une Constitution sur laquelle le peuple ne sait encore presque rien. On ne peut pas en conclure que la « Constitution la plus démocratique du monde » est préparée et adoptée selon une procédure pas tout à fait démocratique.

Staline a confirmé à Howard et par son intermédiaire aux peuples de l'U.R.S.S. qu'« aux termes de la nouvelle Constitution, les élections seront générales, égales, directes et secrètes ». Les privilèges électoraux dont les ouvriers jouissaient par rapport aux paysans<sup>3</sup> seront abolis. Désormais voteront non plus les usines, mais les citoyens : chacun pour soi. Du fait qu'il n'y a plus de classes, tous les citoyens sont égaux. Ne pourront priver du droit de vote que les tribunaux. Tous ces principes sont entièrement empruntés au programme de la démocratie bourgeoise à laquelle les soviets avaient entendu se substituer. Le parti avait toujours considéré le système soviétique comme une forme supérieure de démocratie. Ce système, expression de la dictature du prolétariat, ne devait disparaître qu'avec elle. C'est pourquoi le problème de la nouvelle Constitution se ramène à une autre question, plus fondamentale : la dictature sera-t-elle désormais « renforcée » comme l'exigent tous les discours ou articles officiels, ou, au contraire, va-t-elle s'adoucir, s'affaiblir, « déperir » ? Ce n'est qu'en fonction de cette perspective que l'on pourra apprécier à sa juste valeur la portée de la nouvelle Constitution. Emprêsons-nous d'ajouter que cette perspective ne dépend nullement de la mesure du libéralisme stalinien, mais de la structure réelle de la société soviétique de transition.

Pour justifier la réforme, la *Pravda* se réfère à mots couverts et avec quelque imprudence au programme du parti rédigé par Lénine, en 1919, où il est effectivement dit que « la privation des droits politiques et les restrictions, quelles qu'elles soient, apportées aux libertés » (souligné par nous, L.T.) doivent être considérées comme des mesures provisoires, nécessaires pour combattre les tentatives des exploités de défendre ou de restaurer leurs privilèges. Au fur et à mesure que disparaîtront les possibilités objectives de l'exploitation de l'homme par l'homme, disparaîtra également la nécessité de ces mesures provisoires, et le parti fera en sorte de les restreindre ou de les supprimer ». Ces lignes justifient sans aucun doute la renonciation à la « privation des droits politiques » dans une société où les possibilités d'exploitation n'existent plus. Mais, parallèlement, le programme exige la suppression des « restrictions, quelles qu'elles soient, apportées aux libertés ». Car ce qui caractérise l'avènement de la société socialiste, ce n'est pas le fait de placer les paysans sur un pied d'égalité avec les ouvriers, et de restituer les droits politiques à 3 ou 5 % de citoyens d'origine bourgeoise, mais d'accorder une liberté réelle aux 100 % de la population. D'après Lénine comme d'après Marx, la disparition des classes n'entraîne pas seulement le dépérissement de la dictature, mais également celui de l'État. Or, jusqu'à maintenant, Staline n'a annoncé ni à Howard, ni aux peuples de l'U.R.S.S., l'abolition des « restrictions apportées aux libertés ».

Molotov est venu à l'aide de Staline, sans grand bonheur, hélas. Répondant à une question posée par le directeur du *Temps*<sup>4</sup> Molotov a déclaré : « La situation actuelle rend de plus en plus (?) inutiles certaines des mesures administratives rigoureuses naguère en vigueur », « toutefois le gouvernement soviétique se doit de rester fort à l'encontre des terroristes et de ceux qui voudraient attenter à la propriété collective ». Donc un « pouvoir soviétique » sans soviets, une dictature du prolétariat dirigée non pas contre la bourgeoisie, mais contre les terroristes et les voleurs. Il est certain que le programme du parti n'avait pas prévu ce type d'État.

Considérée en elle-même, la promesse de Molotov selon laquelle on se passera « de plus en plus » des mesures extraordinaires dont on n'aura plus besoin ne vaut pas cher : mais elle perd définitivement toute valeur quand il invoque les ennemis de l'ordre qui, comme de juste, ne permettent pas que l'on renonce à ces mesures. D'où viennent donc ces ennemis de l'ordre, terroristes et voleurs, dont le nombre serait si inquiétant qu'il justifierait le maintien de la dictature dans une société sans classes ? Il nous faut ici nous porter au secours de Molotov. Au début du pouvoir des soviets, dans l'atmosphère de la guerre civile qui durait, les socialistes

---

<sup>1</sup> Viatcheslav M. Skriabine, dit Molotov (né en 1890), bolchevik en 1906, était depuis le début des années vingt l'un des principaux collaborateurs de Staline. Il était en 1935 président du conseil des commissaires du peuple, c'est-à-dire officiellement chef du gouvernement.

<sup>2</sup> Sur l'interview de Staline par l'Américain Roy Howard, cf. n. 2, p. 70. Les passages de cette interview ont été reproduits dans le texte ci-dessus d'après la traduction française publiée dans *l'Humanité* du 6 mars 1936.

<sup>3</sup> Aux termes de la première Constitution soviétique, les élus ouvriers étaient proportionnellement cinq fois plus nombreux par rapport à leurs électeurs que les élus des paysans par rapport aux leurs. La mesure avait été délibérément consacrée pour assurer l'hégémonie ouvrière dans les congrès des soviets.

<sup>4</sup> *Le Temps* était le quotidien de la grande bourgeoisie française, organe, disait-on, du Comité des Forges. L'interview de Molotov avait été en réalité accordée non à son directeur mais à un envoyé spécial et avait été publiée dans *Le Temps* du 24 mars 1936. Les citations de Molotov renvoient à ce texte en français.

révolutionnaires ou les Blancs se livraient à des actes terroristes. Quand les anciennes classes dominantes eurent perdu tout espoir, le terrorisme prit fin également. La terreur « koulak<sup>5</sup> », dont on constate encore aujourd'hui certaines survivances, n'a jamais eu qu'un caractère local et constituait le complément de la guerre des partisans menée contre le régime soviétique. Mais ce n'est pas de cela que Molotov veut parler. La terreur actuelle ne s'appuie ni sur les anciennes classes dominantes, ni sur le koulak. Les terroristes des dernières années se recrutent exclusivement dans la jeunesse soviétique et dans les rangs des jeunes communistes et du parti<sup>6</sup>. Totalement impuissante à remplir les tâches qu'elle s'assigne, la terreur n'en est pas moins un symptôme d'une importance considérable, car elle caractérise l'acuité de l'antagonisme qui existe entre la bureaucratie et les grandes masses du peuple, en particulier la jeune génération. Le terrorisme est le complément tragique du bonapartisme. Chaque bureaucrate pris isolément redoute la terreur ; mais la bureaucratie dans son ensemble l'exploite avec succès pour justifier son monopole politique. Dans ce domaine aussi, Staline et Molotov n'ont pas inventé la poudre.

Le pire, cependant, c'est qu'on n'arrive pas à comprendre, à partir de ces deux interviews et des commentaires qui les ont suivies, quelle est la nature sociale de l'État pour lequel on élabore une nouvelle Constitution. Le régime soviétique était considéré officiellement comme l'expression de la dictature du prolétariat. Mais, si les classes ont cessé d'exister, la base sociale de la dictature est elle-même abolie. Qui donc incarne aujourd'hui cette dictature ? Apparemment, l'ensemble de la population. Mais quand le peuple tout entier, libéré des antagonismes de classe, en vient à incarner la dictature, cela signifie que celle-ci s'est fondue dans la société socialiste, et que, par conséquent, l'État n'existe plus. La logique marxiste est invulnérable. La liquidation de l'État, à son tour, commence par la liquidation de la bureaucratie. La nouvelle Constitution signifie-t-elle au moins la fin du G.P.U. ? Que quelqu'un en U.R.S.S. essaie d'exprimer cette idée : le G.P.U. trouvera sur-le-champ des arguments convaincants pour la réfuter. Ainsi, les classes ont disparu, les soviets sont supprimés, la théorie de l'État de classe est réduite en cendres, mais la bureaucratie demeure. Ce qu'il fallait démontrer.

## La cravache contre la bureaucratie

Nous reviendrons plus loin sur la question de savoir dans quelle mesure le suffrage universel, direct et secret correspond à l'égalité sociale, prétendument atteinte, de tous les citoyens. Mais, si l'on accepte cette thèse, la question suivante n'en devient que plus insoluble ; pourquoi donc les élections doivent-elles avoir lieu désormais au *scrutin secret* ? Que redoute la population d'un pays socialiste ? Contre quels attentats doit-elle être défendue ? Si les enfants ont peur des ténèbres, c'est une crainte dont les fondements sont purement biologiques, mais quand des adultes n'osent pas exprimer ouvertement leur opinion, leur crainte a un caractère politique ; et, pour un marxiste, la politique est toujours fonction de la lutte de classe. Dans la société capitaliste, le vote à bulletin secret pour but de défendre les exploités contre la terreur des exploiters.

Si la bourgeoisie a consenti en fin de compte à cette réforme - évidemment sous la pression des masses - c'est uniquement parce qu'elle avait intérêt, au moins en partie, à préserver son État de la démoralisation qu'elle y avait elle-même engendrée. Mais il ne saurait être question en U.R.S.S., apparemment, d'une pression des exploiters sur les travailleurs. Contre qui les citoyens soviétiques doivent-ils donc être défendus par le scrutin secret ?

D'après l'ancienne Constitution soviétique, le vote public était considéré comme une arme de la classe révolutionnaire contre ses ennemis bourgeois et petits-bourgeois. Les restrictions au droit de vote lui-même avaient un objectif identique. Aujourd'hui, au terme de la deuxième décennie de la révolution, ce ne sont plus les ennemis de classe, mais les travailleurs qui se révèlent apeurés au point de ne pouvoir voter autrement que sous le sceau du secret. Il s'agit précisément de la masse du peuple, de son écrasante majorité, car on ne peut admettre que le vote à bulletin secret soit spécialement appliqué pour les commodités de la minorité contre-révolutionnaire !

Qui donc terrorise le peuple ? La réponse est claire : la *bureaucratie*. Par le vote à bulletin secret, elle se dispose à défendre les travailleurs contre elle-même. Staline l'a avoué avec pas mal de franchise. A la question : « Pourquoi le vote à bulletin secret est-il nécessaire ? », il a répondu littéralement : « Mais parce que nous désirons donner aux soviétiques la pleine liberté de voter pour ceux qu'ils veulent élire. » Ainsi Staline nous apprend-il aujourd'hui que les « soviétiques » ne peuvent pas voter pour ceux qu'ils veulent élire. « Nous » ne nous apprêtons encore qu'à leur en donner la possibilité. Qui est ce « nous » qui peut accorder ou ne pas accorder cette liberté de vote ? C'est la couche sociale au nom de laquelle Staline parle et agit : la *bureaucratie*. Staline aurait dû aussi ajouter que son aveu de taille est également valable pour le parti comme pour l'État et qu'en particulier lui, Staline, détient le poste de secrétaire général du parti grâce à un système qui ne permet pas à ses membres de voter pour qui ils veulent. A elle seule, cette phrase : « Nous désirons donner aux soviétiques », est infiniment plus importante que toutes les Constitutions que Staline pourra rédiger, car cette phrase laconique est une Constitution toute prête, bien réelle au surplus et pas du tout fictive.

Comme en son temps la bourgeoisie européenne, la bureaucratie soviétique est obligée aujourd'hui de recourir au scrutin secret pour épurer, au moins partiellement, l'appareil d'État qu'elle exploite « comme sa propriété privée », de la corruption qu'elle engendre. Staline a été obligé de lever un coin du voile sur ce motif de la réforme. « Nous avons pas mal d'institutions, dit-il à Howard, dont le travail est mauvais [ ... ] Les élections générales, égales, directes et secrètes en U.R.S.S. seront une cravache dans les mains de la population contre les organes du pouvoir qui travaillent mal. » Deuxième aveu remarquable ! Après avoir créé de ses propres mains une société socialiste, la bureaucratie a éprouvé le besoin de se donner une cravache. Et pas seulement parce que les organismes de l'État « travaillent mal », mais encore et surtout parce qu'ils sont rongés par les vices d'une clique incontrôlée.

<sup>5</sup> Le « koulak » était le paysan aisé. L'essence de la Nep avait été de l'encourager à produire pour relancer l'ensemble de l'activité économique. C'est après la grève des livraisons de blé - stocké par le koulak - que Staline s'était décidé en 1929 à envoyer la Nep « au diable » et à « liquider le koulak en tant que classe » en passant à la collectivisation forcée des campagnes.

<sup>6</sup> Cette phrase peut paraître quelque peu ambiguë. En effet, les hommes qui avaient été accusés de « terrorisme » par le régime stalinien au cours des dernières années - l'exemple le mieux connu est celui de Nikolaïev, l'assassin de Kirov - étaient bien membres du parti ou des jeunes. Mais il est certain que dans la majorité des cas, ils n'étaient précisément pas des « terroristes ». Encore faut-il souligner que les informations que Trotsky avait reçues d'U.R.S.S. attestaient de la montée de tendances « terroristes » dans la jeunesse, et que Trotsky en était très alarmé.

En 1928 déjà, Rakovsky<sup>7</sup> écrivait à propos d'une série de cas flagrants de cette effrayante démoralisation bureaucratique : « Ce qui caractérise le flot de scandales qui déferle, ce qui en constitue le plus grand danger, c'est précisément cette passivité des masses, passivité plus grande encore parmi les masses communistes que chez les sans-parti, face aux manifestations de despotisme sans précédent qui se sont produites. Des ouvriers en ont été témoins, mais ils les ont laissées passer sans protester ou bien se sont contentés de murmurer un peu, par crainte de ceux qui étaient au pouvoir ou par indifférence politique<sup>8</sup>. » Au cours des huit années écoulées, la situation n'a cessé d'empirer. L'autocratie stalinienne a érigé en système de gouvernement le copinage, l'arbitraire sans frein, les malversations, la corruption. La gangrène de l'appareil, de plus en plus manifeste, en est arrivée à menacer l'existence même de l'État en tant que source de pouvoir, de revenus et de privilèges pour la couche sociale dirigeante. Une réforme était indispensable. Épouvantée devant son œuvre, l'oligarchie du Kremlin s'adresse à la population et lui demande son aide pour épurer et remettre en ordre l'appareil gouvernemental.

## Démocratie sans politique

Tout en demandant au peuple cette cravache salutaire, la bureaucratie pose pourtant une condition en forme d'ultimatum : « Qu'il n'y ait *pas de politique*. » Cette fonction sacrée doit rester comme auparavant le monopole du « chef ». Répondant à une question épineuse de son interlocuteur américain, Staline a déclaré : « Etant donné que les classes n'existent pas, que les limites entre classes s'effacent ("les classes n'existent pas", "les limites entre classes" - qui n'existent plus - "s'effacent"), il ne reste plus qu'une certaine différence, mais pas de différence radicale entre les diverses couches en société socialiste, il ne peut pas exister de terrain propice pour la création de partis luttant les uns contre les autres. Là où il n'existe pas plusieurs classes, il ne peut exister non plus plusieurs partis, car le parti est une fraction de classe. » Pour chaque mot, une erreur et parfois deux !

Selon Staline, les frontières de classe seraient, paraît-il, nettement tracées, et à chaque classe correspondrait, à chaque époque donnée, un seul parti. La théorie marxiste de la nature de classe des partis devient ici une grotesque caricature bureaucratique : la dynamique politique est complètement écartée du processus historique - dans l'intérêt de l'ordre administratif. L'histoire politique, en réalité, ne fournit pas un seul exemple d'un parti unique correspondant à une classe unique ! Les classes ne sont pas homogènes, elles sont déchirées par des antagonismes internes, et n'en arrivent même à résoudre leurs problèmes communs qu'à travers une lutte interne de tendances, de groupes et de partis. On peut admettre - avec certaines réserves - que le parti soit « une fraction de classe ». Mais comme une classe se compose de multiples « fractions » - les unes tirant à hue et les autres à dia - une seule et même classe peut donner naissance à plusieurs partis. Pour la même raison, un parti peut s'appuyer sur des fractions de plusieurs classes.

Il est curieux que cette scandaleuse erreur de Staline soit absolument désintéressée, dans la mesure où, en ce qui concerne l'U.R.S.S., il part de l'affirmation qu'il n'y existe plus de classes. Or de quelle classe le parti communiste de l'U.R.S.S. est-il une fraction, après l'abolition de toutes les classes ? En s'aventurant imprudemment dans le domaine de la théorie, Staline démontre plus qu'il ne voudrait. Ce qui découle de son raisonnement, ce n'est pas qu'en U.R.S.S. « il ne saurait y avoir *différents* partis », mais qu'il ne devrait pas y avoir *un seul parti* : là où il n'y a plus de classes, il n'y a plus de place pour la politique en général. Cependant Staline fait une aimable exception à la règle en faveur du parti dont il est le secrétaire général.

L'inconsistance de la théorie stalinienne des partis ressort, on ne peut mieux, de l'histoire de la classe ouvrière. Bien que celle-ci, par sa structure sociale, soit à coup sûr la moins hétérogène de toutes les classes de la société capitaliste, l'existence d'une « couche sociale » comme l'aristocratie ouvrière et la bureaucratie ouvrière qui s'y rattache aboutit à la formation de partis réformistes qui deviennent fatalement une des armes de la domination bourgeoise. Que, du point de vue de la sociologie stalinienne, la différence entre l'aristocratie ouvrière et la masse du prolétariat soit une différence « fondamentale » ou seulement une « certaine » différence, c'est égal, mais c'est justement de cette différence qu'est sortie en son temps la nécessité de fonder la III<sup>e</sup> Internationale. Il n'est pas douteux par ailleurs que la structure de la société soviétique est infiniment plus variée et plus complexe que celle du prolétariat dans les pays capitalistes. De ce fait, elle peut offrir un terrain suffisamment favorable à la formation de plusieurs partis.

Mais, en réalité, ce n'est pas la sociologie de Marx qui intéresse Staline, mais le monopole de la bureaucratie. Ce n'est pas du tout la même chose. Toute bureaucratie ouvrière, même quand elle ne possède pas le pouvoir d'État, est portée à estimer qu'il n'y a pas dans la classe ouvrière de « terrain favorable » pour une opposition. Les chefs du Labour Party chassent les révolutionnaires des trade-unions sous prétexte qu'il n'y a pas, dans le cadre d'une classe ouvrière « unie », de place pour la lutte entre partis. MM. Vandervelde, Léon Blum Jouhaux<sup>9</sup> et Cie, font de même. Cette façon d'agir ne leur est pas dictée par la métaphysique de l'unité, mais par les intérêts égoïstes de cliques privilégiées. La bureaucratie soviétique est infiniment plus puissante, plus riche et plus sûre d'elle-même que la bureaucratie ouvrière des pays bourgeois. Les ouvriers hautement qualifiés jouissent en U.R.S.S. de privilèges qu'ignorent les catégories d'ouvriers les plus élevées d'Europe et d'Amérique. Et c'est cette couche sociale double - la bureaucratie qui s'appuie sur l'aristocratie ouvrière - qui gouverne le pays. Le parti dirigeant actuel en U.R.S.S. n'est pas autre chose que l'appareil politique d'une couche sociale privilégiée. La bureaucratie stalinienne a quelque chose à perdre et rien à gagner. Elle n'incline pas à partager ce qu'elle a. Elle tient à se réserver désormais le « terrain favorable » pour elle seule.

Certes, au cours de la première période de l'ère soviétique, le parti bolchevique a exercé dans l'État une sorte de monopole. Cependant, identifier ces deux phénomènes, c'est prendre l'apparence pour la réalité. Au cours des années de la guerre civile, dans des conditions historiques d'une exceptionnelle gravité, le parti bolchevique a été obligé d'interdire temporairement les autres partis, non pas parce qu'il n'existait pas pour eux de « terrain propice » - dans ce cas, il eût même été inutile de les interdire - mais, au contraire, précisément parce qu'il existait un tel terrain : c'était ce qui les rendait dangereux. Le parti expliqua franchement aux

<sup>7</sup> Khristian G. Rakovsky (1873-1941), vieux révolutionnaire des Balkans, ami personnel de Trotsky, rallié au parti bolchevique en 1917, avait été longtemps un des dirigeants du régime, puis, après 1923, l'un des principaux dirigeants puis portedrapeau de l'Opposition de gauche en U.R.S.S. La lettre à laquelle Trotsky fait ici allusion avait été écrite le 6 août 1928 d'Astrakhan, où il était alors déporté, à un autre déporté, Valentinov. Elle a été publiée à diverses reprises sous le titre « Lettre à Valentinov » ou « Les dangers "professionnels" du pouvoir ».

<sup>8</sup> Kh. G. Rakovsky, « Les dangers "professionnels" du pouvoir », IV<sup>e</sup> Internationale, vol. 6, n° 10/11, octobre/novembre 1948, p. 31.

<sup>9</sup> Sur Léon Blum et Vandervelde, cf. n. 3, p. 81, n. 5, p. 59 sur Léon Jouhaux, n. 40, p. 125.

masses les mesures qu'il prenait, car il était clair pour tous que ce qui était en jeu, c'était la défense de la révolution isolée face à des dangers mortels. Aujourd'hui, la bureaucratie maquille d'autant plus la réalité sociale qu'elle l'exploite avec plus d'impudence à son profit. S'il était vrai que le règne du socialisme était déjà arrivé et qu'il n'existait plus de terrain propice pour les partis politiques, il serait inutile de les interdire. Il ne resterait plus, conformément au programme du parti, qu'à abolir « les restrictions, quelles qu'elles soient, apportées aux libertés ». Mais la bureaucratie n'autorise personne à souffler mot d'une Constitution de ce genre. La fausseté intrinsèque de tout cet édifice saute aux yeux !

S'efforçant de dissiper les doutes, bien compréhensibles, de son interlocuteur, Staline a émis cette nouvelle réflexion : « Non seulement le parti communiste présentera des listes électorales aux élections, mais probablement aussi toutes sortes d'organisations sociales sans parti. Nous possédons des centaines de ces organisations [ ... ] Chacune de ces couches sociales (de la société soviétique) peut avoir des intérêts spéciaux et les exprimer par les nombreuses organisations sociales existantes. » C'est sans doute pour cette raison que la nouvelle Constitution soviétique sera « la plus démocratique du monde ».

Ce sophisme ne vaut pas mieux que les autres. Les principales « couches sociales » de la société soviétique sont les hautes sphères de la bureaucratie, ses couches intermédiaires et inférieures, l'aristocratie ouvrière et kolkhozienne, la masse ouvrière moyenne, les couches moyennes de kolkhoziens, les paysans ayant une exploitation individuelle, les couches inférieures d'ouvriers et de paysans et, audessous d'elles, le lumpenprolétariat, les enfants abandonnés, les prostituées, etc. Quant aux organisations sociales soviétiques - syndicales, coopératives, culturelles, sportives et autres - elles ne représentent nullement les intérêts des diverses « couches sociales », parce qu'elles ont toutes la même structure hiérarchique. Même quand elles reposent sur des couches non privilégiées, comme par exemple les syndicats et les coopératives, le rôle actif y est joué exclusivement par des représentants des sommets privilégiés, et le dernier mot revient « au parti », c'est-à-dire à l'organisation politique de la couche sociale dirigeante. La participation à la lutte électorale d'organisations apolitiques ne mènera par conséquent qu'à la rivalité entre les diverses cliques bureaucratiques, dans les limites fixées par le Kremlin. L'oligarchie dirigeante se propose d'apprendre par ce moyen certains secrets qu'on lui dissimule et de rénover son régime, sans pour autant tolérer une lutte politique qui serait inévitablement dirigée contre elle.

## La signification historique de la nouvelle Constitution

En la personne de son chef le plus autorisé, la bureaucratie démontre une fois de plus à quel point elle comprend peu les tendances historiques qui la font agir. Quand Staline déclare qu'il n'y a entre les couches sociales de la société soviétique qu'une « certaine » différence, « nullement fondamentale », il veut sans doute dire qu'à l'exception des paysans exploitants individuels - suffisamment nombreux aujourd'hui encore pour peupler la Tchécoslovaquie... -, toutes les autres « couches sociales » s'appuient sur des moyens de production étatisés ou collectivisés. C'est indiscutable ! Mais il reste une différence « fondamentale » entre la propriété collective, c'est-à-dire la propriété de groupe dans l'agriculture, et la propriété collective dans l'industrie nationalisée : elle pourrait même se faire sentir à l'avenir ! Nous n'aborderons pas cependant l'examen de cette importante question. A l'heure actuelle, la différence qui est incontestablement la plus importante entre les « couches sociales » est celle qui est déterminée par leur position, non vis-à-vis des moyens de production, mais des objets de consommation. La sphère de la répartition n'est évidemment qu'une « superstructure » par rapport à celle de la production. Cependant, dans la vie quotidienne des individus, la sphère de la répartition a une importance décisive. Vue sous l'angle de la propriété des moyens de production, la différence entre un maréchal et un balayeur, entre un directeur de trust et un manoeuvre, entre un fils de commissaire du peuple et un enfant abandonné, n'est pas « fondamentale ». Mais les uns occupent des appartements somptueux, jouissent de plusieurs maisons de campagne dans diverses régions du pays, disposent des meilleures automobiles, et ne savent plus depuis longtemps cirer leurs bottes. Les autres vivent souvent dans des baraquements, traînent une existence à moitié affamée, et, s'ils ne cirent pas eux-mêmes leurs bottes, c'est parce qu'ils marchent nu-pieds. Pour le bureaucrate, il n'y a peut-être là qu'une « certaine » différence, qui ne mérite pas qu'on s'y arrête. Mais, pour le manoeuvre, elle apparaît, non sans raison, comme une différence « fondamentale ».

En dehors des terroristes, l'autre objectif de la dictature du prolétariat, selon Molotov, ce sont les voleurs<sup>10</sup>. Mais l'abondance même des gens qui exercent cette profession est le plus sûr indice de la misère qui règne dans la société. Là où le niveau matériel de l'écrasante majorité est encore si bas qu'il faut défendre par des exécutions ceux qui ont du pain et des bottes, c'est se moquer outrageusement du monde que de parler du socialisme comme s'il était réalisé.

Dans une société réellement homogène, où les besoins normaux des citoyens sont satisfaits sans haines ni bagarres, non seulement l'absolutisme bonapartisme, mais encore la bureaucratie en général seraient inconcevables. La bureaucratie n'est pas une catégorie technique, mais sociale. Toute bureaucratie surgit, naît et se maintient sur l'hétérogénéité de la société, l'antagonisme des intérêts et la lutte interne. Elle régularise les antagonismes sociaux dans le sens de l'intérêt des classes ou couches privilégiées et prélève pour cela un énorme tribut sur les travailleurs. En dépit de la profonde révolution intervenue dans les rapports de propriété, la bureaucratie soviétique continue cyniquement et non sans succès à remplir cette fonction.

Elle s'est hissée sur la Nep, en exploitant l'antagonisme entre les koulaks et les nepmen d'une part<sup>11</sup>, et entre les ouvriers et les paysans de l'autre. Lorsque le koulak, devenu plus fort, a commencé à la menacer, elle a été obligée de s'appuyer directement sur les couches inférieures de la société pour son auto-défense. C'est au cours des années de lutte contre les koulaks (1929-1932) que la bureaucratie fut le plus faible. C'est précisément pour cette raison qu'elle s'appliqua avec zèle à constituer une aristocratie ouvrière et kolkhozienne : les différences criantes entre les salaires, primes, décorations et autres mesures semblables, qui sont motivées pour un tiers par des raisons économiques et pour deux tiers par les intérêts politiques de la bureaucratie. S'appuyant sur ce nouvel antagonisme social qui ne cesse de s'aggraver, la caste dirigeante est parvenue jusqu'aux sommets bonapartistes d'aujourd'hui !

Dans ce pays où la lave de la révolution ne s'est pas encore refroidie, les privilégiés craignent énormément leurs propres

<sup>10</sup> Voir ci-dessus la citation des propos tenus par Molotov au *Temps*.

<sup>11</sup> Les *nepmen* (forme anglaise) ou *nepmany* (forme russe) étaient les « hommes de la Nep », en d'autres termes les entrepreneurs individuels qu'elle autorisait, la « nouvelle bourgeoisie ».

privilèges, en particulier, dans le contexte de la misère générale. Les hautes sphères soviétiques ont peur des masses, d'une façon tout à fait bourgeoise. Staline, par l'intermédiaire de l'I.C., donne des privilèges grandissants une justification « théorique » et défend l'aristocratie ouvrière contre le mécontentement au moyen des camps de concentration. Staline est le chef indiscutable de l'aristocratie et de la bureaucratie ouvrières. Ce n'est qu'avec ces « couches sociales »-là qu'il est en contact permanent. Ce n'est que de ces milieux qu'émane la sincère « vénération » du Chef. Telle est l'essence du système politique actuel de l'U. R. S. S.

Pour que ce mécanisme puisse cependant durer, Staline doit de temps en temps se mettre du côté du « peuple » contre la bureaucratie, bien entendu avec l'accord tacite de celle-ci. Il est même obligé de recourir à la cravache de la base pour réprimer les abus du sommet. Tel est, comme nous l'avons déjà dit, l'un des motifs de la réforme constitutionnelle. Mais il en est un autre, non moins important.

La nouvelle Constitution supprime les soviets et fond les ouvriers dans la masse de la population. Les soviets ont certes perdu, depuis longtemps leur signification politique. Mais le développement des nouveaux antagonismes sociaux et l'éveil d'une nouvelle génération auraient pu les ressusciter. Il est certain que les soviets des villes sont particulièrement à craindre étant donné la participation croissante de jeunes communistes frais émoulus et pleins d'exigences. Dans les villes, le contraste entre le luxe et la misère n'est que trop éclatant. Le premier souci de l'aristocratie soviétique est de se débarrasser des soviets d'ouvriers et de soldats.

En dépit de la collectivisation, l'écart matériel et culturel entre la ville et la campagne ne s'est qu'à peine atténué. Les paysans sont encore très arriérés et dispersés. Il existe des antagonismes sociaux même à l'intérieur des kolkhozes et entre kolkhozes. Mais la bureaucratie viendra bien plus facilement à bout du mécontentement des campagnes. Elle peut, non sans succès, utiliser les kolkhoziens contre les ouvriers des villes. Etouffer la protestation des ouvriers contre l'inégalité sociale grandissante, sous le poids des masses rurales plus arriérées, telle est la principale mission de la nouvelle Constitution, ce dont ni Staline, ni Molotov n'ont évidemment tenu à informer le monde. Le bonapartisme, soit dit en passant, s'appuie toujours sur la campagne contre la ville. Là encore, Staline continue la tradition.

De savants philistins dans le genre des Webb<sup>12</sup>, qui ne voyaient pas grande différence entre le tsarisme et le bolchevisme jusqu'en 1923, ont en revanche admis sans réserve la « démocratie » du régime stalinien. Il ne faut pas s'en étonner : toute leur vie, ces gens ont été les idéologues de la bureaucratie ouvrière. En réalité, le bonapartisme soviétique a le même rapport avec la démocratie soviétique que le bonapartisme bourgeois, voire le fascisme, avec la démocratie bourgeoise. L'un et l'autre sont également issus des effroyables défaites du prolétariat mondial. L'un et l'autre s'effondreront à sa première victoire.

Le bonapartisme, l'Histoire en fournit maint témoignage, sait parfaitement s'accommoder du suffrage universel, même secret. Le rite démocratique du bonapartisme, c'est le *plébiscite*. De temps en temps, on pose aux citoyens la question : « Pour *ou contre* le Chef ? » De son côté, le chef s'arrange pour que celui qui vote sente sur sa tempe le canon du revolver. Depuis le temps de Napoléon III, qui fait aujourd'hui figure de dilettante de province, cette technique s'est prodigieusement développée comme le démontre la dernière mise en scène de Goebbels<sup>13</sup>. La nouvelle Constitution a donc pour objectif de liquider juridiquement le régime soviétique dépassé et de le remplacer par un *bonapartisme basé sur le plébiscite*.

## Les tâches de l'avant-garde

Développant la pensée de Staline, Molotov a répondu au journaliste du *Temps* que la question des partis en U.R.S.S. « ne présente pas d'actualité, étant donné la liquidation presque complète [ ... ] des classes ». Quelle précision dans les idées et dans les termes ! En 1931, on a liquidé « la dernière classe capitaliste », les « koulaks », mais en 1936 on en est « presque » à la liquidation des classes. D'une façon ou d'une autre, la question des partis n'est pas « d'actualité » pour Molotov. Mais les ouvriers ont là-dessus une tout autre opinion : ils savent que la bureaucratie, tout en écrasant d'une main les classes exploiteuses, prépare de l'autre leur renaissance. Pour ces ouvriers d'avant-garde, la question de leur propre parti, indépendant de la bureaucratie, est, de toutes les questions, la plus actuelle. Staline et Molotov le comprennent parfaitement : ce n'est pas pour rien qu'au cours des derniers mois ils ont exclu du parti dit communiste de l'Union soviétique plusieurs dizaines de milliers de bolcheviks-léninistes, c'est-à-dire, au fond, tout un parti révolutionnaire.

Quand le rédacteur du *Temps* pose poliment la question des fractions et de leur éventuelle transformation en partis indépendants, Molotov répond avec la vivacité d'esprit qui le caractérise : « Au sein du parti [ ... ] il est à remarquer que les divergences qui ont pu exister autrefois ont aujourd'hui presque complètement disparu. Le parti est plus uni qu'il ne l'a jamais été. » Il aurait pu ajouter que la meilleure preuve en est fournie par les épurations continuelles et les camps de concentration. Cependant, le fait qu'un parti d'opposition existe de façon illégale ne signifie pas qu'il n'existe pas, mais seulement qu'il vit dans des conditions pénibles. Les arrestations peuvent se révéler réellement efficaces quand elles sont dirigées contre les partis d'une classe qui quitte la scène politique : la dictature révolutionnaire de 1917 à 1923 l'a amplement démontré. Mais les arrestations dirigées contre l'avant-garde révolutionnaire ne sauveront pas une bureaucratie en état de survie et qui, de son propre aveu, a besoin de la « cravache ».

C'est un mensonge grossier que d'affirmer que le socialisme a été réalisé en U.R.S.S. L'épanouissement de la bureaucratie constitue la preuve barbare que le socialisme est encore éloigné. Tant que la productivité du travail en U.R.S.S. sera plusieurs fois inférieure à celle des pays capitalistes avancés, tant que le peuple ne sera pas sorti de la misère, tant que les articles de consommation feront l'objet d'une âpre lutte, tant que la bureaucratie, en tant que groupe distinct, pourra jouer impunément sur les antagonismes sociaux, le danger d'une restauration bourgeoise subsistera intact. Aujourd'hui, avec l'accroissement des inégalités basé sur les succès économiques, ce danger s'est même encore aggravé. C'est là, et là seulement, que réside la justification de la

<sup>12</sup> Sydney Webb (1859-1947) et Béatrice Potter Webb (1858-1943) étaient les animateurs de la très modérée et ultra-réformiste « société fabienne » ; ils étaient également devenus « amis de l'U.R.S.S. » stalinienne.

<sup>13</sup> Joseph Goebbels (1897-1945), un des chefs du parti nazi, était devenu en 1933 ministre de la propagande du III, Reich. Son rôle était important - bien que moindre que celui du ministre de l'intérieur - dans l'organisation des plébiscites qui, comme le 29 mars 1936, donnaient au régime une majorité plus écrasante encore que celle qu'avait obtenue en France le régime de Napoléon III (1808-1873).

nécessité du pouvoir d'État. Mais l'État bureaucratique dégénéré est devenu lui-même le danger principal pour l'avenir socialiste. Seul le contrôle politique actif des travailleurs et d'abord de leur avant-garde pourra ramener l'inégalité dans les limites économiquement inévitables au stade actuel de développement de l'U.R.S.S. et frayer la voie à l'égalité socialiste. La renaissance du parti bolchevique - contre le parti des bonapartistes - constitue la clé de toutes les autres difficultés et de toutes les autres tâches.

Quand il s'agit d'atteindre un but, il faut savoir utiliser toutes les possibilités réelles qui s'offrent à chaque étape. Toute illusion sur la Constitution stalinienne serait évidemment déplacée. Mais il n'en serait pas moins inadmissible de la considérer comme une bagatelle insignifiante et de s'en désintéresser. Si la bureaucratie prend le risque d'une réforme, ce n'est pas de gaieté de cœur, mais par nécessité. L'histoire connaît bien des exemples de dictatures bureaucratiques qui, ayant eu recours à des réformes « libérales » pour se sauver, n'ont fait ainsi que s'affaiblir davantage. En mettant le bonapartisme à nu, la nouvelle Constitution créera une couverture semi-légale pour le combattre. Les rivalités entre cliques bureaucratiques pourront éventuellement offrir une issue pour une lutte politique plus vaste. La cravache contre les « organismes d'État qui travaillent mal » pourra être retournée contre le bonapartisme. Tout dépendra du degré d'activité des éléments avancés de la classe ouvrière.

Les bolcheviks-léninistes devront désormais suivre attentivement toutes les péripéties de la réforme constitutionnelle, tenir compte très sérieusement de l'expérience des premières élections. Il nous faut apprendre à utiliser les rivalités entre les diverses « organisations sociales » dans l'intérêt du socialisme. Il faut apprendre à livrer aussi bataille sur le terrain des plébiscites. La bureaucratie a peur des ouvriers : il nous faut développer avec plus d'audace et sur une échelle plus grande notre travail parmi eux. Le bonapartisme a peur de la jeunesse : il faut l'unir sous le drapeau de Marx et de Lénine. Il faut détourner la jeunesse de l'aventure du terrorisme individuel, qui est la méthode du désespoir, il faut conduire l'avant-garde de la jeune génération sur la grande route de la révolution mondiale. Il faut éduquer les nouveaux cadres bolcheviques qui prendront la place du régime bureaucratique pourrissant.

## [Éditions et publications]

(16 avril 1936)

---

Lettre à L. Sedov, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10147 avec la permission du Collège de Harvard. Traduite du russe.

---

Cher Ami,

- 1) Je vous expédie par la présente un grand article intitulé *La nouvelle Constitution soviétique*. Cette question est maintenant très importante et très actuelle. L'article doit bien sûr paraître dans le prochain numéro du *Biulleten*. Il faut en même temps le traduire dans les diverses langues étrangères. Qui va l'imprimer en français, et où ? Le mieux serait de l'éditer sous forme de petite brochure. Mais je crains que le pauvre C.C. n'ait pas assez de fraîche (sic) pour cela. En tout cas, ce serait une bonne chose de l'imprimer en français sans tarder, au moins sous forme ronéotypée, une fois qu'on l'aura envoyé à toutes les publications et, parmi celles-ci, à *La Commune*. Mieux vaut une publication *La Commune* que pas de publication du tout<sup>1</sup>.

Il faut en même temps envoyer la traduction en Belgique. Ils peuvent à la rigueur insérer l'article dans deux numéros. Peut-être l'éditeront-ils, eux aussi, sous forme de brochure. De toute façon, il faut prendre des mesures pour que l'article ne reste pas en souffrance. C'est une question extrêmement importante.

- 2) J'envoie un entrefilet pour le *Biulleten* et pour la presse étrangère sur la répression contre les B.L. Ce serait une bonne chose de l'adresser ronéotypé à toutes les publications de gauche.
- 3) J'envoie une chronique pour le *Biulleten*. Je considère avoir ainsi fait pour le *Biulleten* tout ce qu'on pouvait exiger de moi. Peut-être enverrai-je encore un entrefilet, mais ce sera en supplément.
- 4) Je renvoie la lettre de Rieder concernant l'édition espagnole de *Lénine*<sup>2</sup>. Autant que je sache, il n'y a aucun contrat avec les Espagnols. C'est dans ce sens qu'il faut lui répondre. Il vaut mieux le faire de Paris.
- 5) Pour ce qui est des conditions concernant le livre sur l'U.R.S.S., je ne puis d'ici rien dire de plus que ce que j'ai dit. Il faut pressentir deux ou trois éditeurs et, selon les résultats, obtenir les conditions les meilleures. Voici tout ce que je peux dire d'ici.
- 6) J'ai corrigé en toute hâte la traduction de Body<sup>3</sup> et je l'ai renvoyée le jour même. J'espère que tout a été reçu à temps.
- 7) J'ai déjà la suite du manuscrit sur l'U.R.S.S. Mais je ne l'envoie pas, attendant qu'on me le réclame ultérieurement.
- 8) J'ai chez moi un grand article sur la correspondance d'Engels et de Kautsky (écrit pour une publication américaine). Peut-être qu'un camarade trouvera utile de la traduire pour une publication française ou allemande : cela pourrait procurer un salaire au traducteur.

---

<sup>1</sup> Remarque révélatrice de l'état d'esprit de Trotsky envers le groupe officiel.

<sup>2</sup> Il s'agit du premier volume sur *La Jeunesse de Lénine*.

<sup>3</sup> Marcel Body (né en 1894) avait été à Moscou où il avait été envoyé comme simple soldat dans la mission militaire française pendant la guerre, l'un des premiers membres du groupe communiste français. Revenu en France, il avait été l'un des premiers traducteurs de Trotsky. Nous ne savons pas de quelle traduction de lui Trotsky fait ici mention.

## A propos des dictateurs et des hauteurs d'Oslo

(22 avril 1936)

T 3920, 3921. Publication en anglais dans *New International*, juin 1936. La lettre est adressée à la direction du Marxist Group, vraisemblablement à Bert Matlow. Son titre lui a été donné par Trotsky, il fait allusion à deux épisodes de la conférence de l'I.L.P. qui venait de se tenir à Keighton les 11 et 12 avril : la définition, par Maxton, de la guerre d'Ethiopie comme un conflit « entre deux dictateurs » et l'attaque de Fenner Brockway contre ceux qui voulaient construire une nouvelle Internationale « des hauteurs d'Oslo ».

Cher Camarade,

J'ai lu avec un profond étonnement le compte rendu de la conférence de l'I.L.P. dans le *New Leader* du 17 avril 1936. Je n'ai pourtant jamais eu d'illusions sur les parlementaires pacifistes qui dirigent l'I.L.P. Mais leur position politique et l'ensemble de leur comportement à cette conférence dépassent même les bornes, de ce qu'on peut d'habitude attendre de leur part. Je suis certain que vos amis et vous en avez tiré à peu près les mêmes conclusions que nous ici. Je ne puis cependant m'empêcher de vous présenter quelques remarques.

- 1) Maxton et autres pensent que la guerre italo-éthiopienne était « un conflit entre deux dictateurs rivaux ». Il semble à ces politiciens que ce fait dispense le prolétariat de son devoir de choisir entre ces deux dictatures. Ainsi définissent-ils le caractère de la guerre par la *forme* politique de l'État, en abordant eux-mêmes cette forme politique de façon superficielle et purement descriptive, sans prendre en considération les bases sociales de ces deux « dictatures ». Un dictateur peut également jouer dans l'histoire un rôle très progressif, par exemple Olivier Cromwell, Robespierre<sup>1</sup>, etc. En revanche, au cœur même de la démocratie anglaise, Lloyd George<sup>2</sup> a exercé pendant la guerre une dictature au plus haut point réactionnaire. Si un dictateur se plaçait à la tête du prochain soulèvement du peuple indien pour briser le joug britannique - Maxton lui refuserait-il son appui ? Oui ou non ? Si non, pourquoi refuse-t-il de soutenir le « dictateur » éthiopien qui tente d'écarter le joug italien ?

Si Mussolini l'emporte<sup>3</sup>, cela signifiera le renforcement du fascisme, la consolidation de l'impérialisme et le découragement des peuples coloniaux en Afrique et ailleurs. La victoire du Négus, en revanche, constituerait un coup terrible pour l'impérialisme dans son ensemble et donnerait un élan puissant aux forces rebelles des peuples opprimés. Il faut vraiment être complètement aveugle pour ne pas le voir.

- 2) McGovern<sup>4</sup> met « la pauvre petite Ethiopie » sur le même plan que la « pauvre petite Belgique » ; dans les deux cas, cela implique le soutien de la guerre. Or la « pauvre petite Belgique » possède en Afrique dix millions d'esclaves, tandis que le peuple éthiopien combat pour ne pas être réduit en esclavage par l'Italie<sup>5</sup>. La Belgique était et reste un maillon de la chaîne impérialiste. L'Ethiopie n'est qu'une victime des appétits impérialistes. Les mettre toutes deux sur le même plan, c'est un pur non-sens.

D'un autre côté, défendre l'Ethiopie contre l'Italie ne signifie nullement encourager l'impérialisme britannique à faire la guerre. C'est ce qu'ont très bien démontré à une époque plusieurs articles du *New Leader*<sup>6</sup>. La conclusion de McGovern selon laquelle l'I.L.P. aurait « dû se tenir à l'écart de querelles entre dictateurs » constitue un modèle exemplaire de l'impuissance spirituelle et morale du pacifisme.

- 3) L'épisode le plus honteux ne s'est pourtant produit qu'après le vote. Après que la conférence ait repoussé 70 voix contre 57 la scandaleuse charlatanerie pacifiste<sup>7</sup>, Maxton posa sur la poitrine de la conférence le revolver d'un ultimatum et l'obligea à prendre une autre position par 93 voix contre 39<sup>8</sup>. On peut ainsi constater qu'il n'y a pas des

<sup>1</sup> Olivier Cromwell (1599-1658), petit noble, chef des puritains pendant la révolution anglaise, organisa et commanda l'armée « nouveau modèle », abattit la monarchie et fit décapiter le roi Charles I<sup>er</sup>. Maximilien Robespierre (1758-1794) animateur du Club des Jacobins et l'un des porte-parole des Montagnards à la Convention, dirigea le comité de salut public pendant la révolution française avant de tomber le 9 Thermidor.

<sup>2</sup> David Lloyd George (1863-1945), député libéral, dirigea à partir de 1916 en Grande-Bretagne un « cabinet de guerre » qui persécuta l'opposition internationaliste et tenta de museler et de ligoter le mouvement ouvrier dans son ensemble.

<sup>3</sup> La victoire militaire de l'armée italienne était pratiquement acquise à cette date et devait être définitivement consacrée deux mois seulement plus tard.

<sup>4</sup> John McGovern (1887-1968) était un député de l'I.L.P. populaire par son agitation en faveur des chômeurs, mais avant tout pacifiste.

<sup>5</sup> Rappelons que la guerre de 1914 avait commencé par l'invasion de la Belgique « neutre » par l'armée allemande, et que la même Belgique était à la tête d'un important empire colonial en Afrique, comprenant notamment le Congo. L'Ethiopie était le dernier État indépendant d'Afrique.

<sup>6</sup> Il s'agit des articles de Fenner Brockway dans *The New Leader* d'août et septembre 1935.

<sup>7</sup> Au cours du débat sur la politique des sanctions, ouvert au nom des délégués londoniens par le noir C.L.R. James, membre du Marxist Group, la conférence avait condamné la position pacifiste de Maxton, McGovern et du groupe parlementaire en votant par 70 voix contre 57 le texte suivant : « La conférence salue l'amélioration nette du *New Leader* au cours des derniers mois. Elle félicite le camarade Brockway et fait sienne la ligne qu'il a adoptée sur le problème des sanctions. La conférence se désolidarise de la déclaration de l'exécutif interne du comité national publiée dans *The New Leader* du 13 septembre 1935. Elle considère que cette déclaration est en conflit direct avec la politique déclarée du parti et en contradiction avec sa discipline » (La dernière phrase, disjointe, n'avait eu que 66 voix contre 65). Ce vote était une grande victoire de la coalition entre le Marxist Group et la « gauche » Brockway nouée sur ce point.

<sup>8</sup> Le jour même du vote de la résolution sur les sanctions, plusieurs parlementaires, dont McGovern, menacèrent de démissionner si ce vote était maintenu. Le lendemain, 12 avril, Maxton fit une déclaration théâtrale, expliquant que le maintien de la décision de la conférence l'obligerait à se démettre de ses mandats. Il affirma notamment : « Il y a divergence dans le parti sur la question de l'action ouvrière contre l'Italie. Le président du

dictateurs seulement à Rome et à Addis-Abeba, mais également à Londres. Et, de ces trois dictateurs, je considère comme le plus malaisant celui qui prend à la gorge son propre parti au nom de son prestige parlementaire et de sa confusion pacifiste. Un parti qui tolère une telle conduite n'est pas un parti révolutionnaire : car s'il renonce - ou repousse à plus tard - à ses positions de principe sur une question extrêmement importante et actuelle parce que Maxton menace de démissionner, c'est qu'alors, dans les moments décisifs, il ne sera jamais capable de résister à la pression autrement plus puissante de la bourgeoisie.

- 4) A une écrasante majorité, la conférence a interdit l'existence de groupes à l'intérieur du parti<sup>9</sup>. Bien. Mais au nom de qui Maxton a-t-il lancé un ultimatum à la conférence ? Au nom du groupe parlementaire, qui considère l'appareil du parti comme sa propriété privée, et qui représente en réalité la seule fraction à laquelle il faudrait inculquer de force le respect des décisions démocratiques du parti. Un parti qui dissout les groupes d'opposition mais laisse la clique dirigeante agir complètement à sa guise n'est pas un parti révolutionnaire. Il ne sera pas capable de conduire le prolétariat à la victoire.
- 5) L'attitude de Fenner Brockway<sup>10</sup> sur cette question constitue un exemple hautement instructif de l'inconsistance politique et morale du centrisme. Fenner Brockway a été assez chanceux pour prendre sur une question importante une position juste, qui est également la nôtre. La différence réside cependant en ce que nous, marxistes, prenons cette affaire au sérieux. Pour Fenner Brockway, au contraire, c'est une sorte d'accident. Il croit qu'il vaut mieux, pour les ouvriers britanniques, avoir Maxton pour président avec une position fautive, que d'avoir sans Maxton une position juste. C'est le destin du centrisme que de considérer comme des incidents les choses sérieuses et comme sérieux les incidents. C'est pourquoi on ne doit jamais prendre le centrisme au sérieux.
- 6) Dans la question de l'Internationale, on a une fois de plus approuvé la vieille confusion, en dépit de la faillite évidente de la perspective antérieure<sup>11</sup>, il est vrai qu'en tout cas on ne dit plus rien d'une « invitation » de la III<sup>e</sup> Internationale. Mais le centrisme ne prend rien au sérieux. Alors même qu'il reconnaît maintenant qu'il n'existe plus d'Internationale prolétarienne, il hésite pourtant à en construire une. Pourquoi ? Parce qu'il n'a pas de principes. Parce qu'il ne peut pas en avoir. Car s'il essaie, pour une fois, de prendre timidement une position de principe sur une seule question importante, il reçoit bien vite un ultimatum de sa droite et se met aussitôt à battre en retraite. Comment, dans ces conditions, pourrait-il songer à un programme révolutionnaire achevé ? Il exprime alors son impuissance spirituelle et morale sous la forme d'aphorismes profonds, que la nouvelle Internationale doit « sortir du développement des mouvements socialistes », c'est-à-dire du processus historique qui doit bien produire quelque chose un jour. Mais cet allié douteux emprunte des chemins variés et il est même allé jusqu'à abaisser l'Internationale de Lénine au niveau de la II<sup>e</sup>. Les révolutionnaires prolétariens doivent donc se frayer leur propre route, c'est-à-dire élaborer le programme de la nouvelle Internationale, et, se basant sur les tendances favorables du processus historique, faire prévaloir ce programme.
- 7) Fenner Brockway, après sa lamentable capitulation devant Maxton, a retrouvé son courage pour lutter contre le signataire de ces lignes. Lui, Brockway, ne peut admettre qu'on construise une nouvelle Internationale des « hauteurs d'Oslo »<sup>12</sup>. Je passe sur le fait que je ne vis pas à Oslo et qu'en outre Oslo n'est pas sur des hauteurs. Les principes que je défends avec plusieurs milliers de mes camarades n'ont absolument aucun caractère géographique ou local. Ce sont des principes marxistes et internationaux. Ils sont formulés, exposés et défendus dans des thèses, des brochures, des livres. Si Fenner Brockway juge qu'ils sont faux, qu'il leur oppose les siens. Nous sommes toujours disposés à nous instruire. Malheureusement Fenner Brockway ne peut pas s'aventurer sur ce terrain, car il vient précisément de livrer à Maxton le petit, si petit paquet de ses principes. C'est pourquoi il ne lui reste plus qu'à essayer de faire de l'esprit à propos des « hauteurs d'Oslo », ce en quoi il commet sur-le-champ une triple erreur ; sur mon adresse personnelle, sur la topographie de la capitale norvégienne, et - *last, but not least* - sur les principes fondamentaux de l'action internationale.

Mes conclusions ? La cause de l'I.L.P. me semble sans espoir<sup>13</sup>. Les 39 délégués qui, malgré le fiasco de la fraction Fenner

parti, les trois membres de l'exécutif interne, le groupe parlementaire et d'autres membres du conseil national sont en conscience incapables d'appliquer la décision prise hier. En conséquence le conseil national propose, compte tenu de l'étroitesse de la majorité, de renvoyer la question pour décision au parti à travers un référendum dans les trois mois, et que, dans l'intervalle, la conférence fasse confiance au conseil national et accorde la liberté d'expression d'idées différentes dans le parti ». Dans la stupeur générale, C.A. Smith, qui avait soutenu la veille la résolution adoptée, se prononça pour la proposition Maxton, si le comité national s'engageait à respecter la décision du référendum ! C.L.R. James combattit la proposition Maxton. Mais Fenner Brockway affirma que le parti ne pouvait courir le risque de se priver d'un homme intègre comme Maxton et qu'étant donné la faiblesse de la marge dans le vote il valait mieux s'en remettre au référendum. La résolution approuvant le renvoi - et annulant donc le vote de la veille - fut alors votée par 93 voix contre 39 : la coalition avec Brockway était brisée et le Marxist Group isolé.

<sup>9</sup> La mesure interdisant les groupements à l'intérieur de l'I.L.P. était ouvertement dirigée contre les trotskystes et Fenner Brockway, avec son article du 20 mars dans *The New Leader* avait contribué à créer les conditions de son adoption.

<sup>10</sup> Archibald Fenner Brockway membre de l'I.L.P. en 1908, en était le secrétaire général depuis 1933. Il était également le secrétaire du bureau de Londres.

<sup>11</sup> Fenner Brockway présenta sur la question de l'Internationale la position du comité national. Elle affirmait rejeter l'idée qu'une Internationale pouvait naître de la réunion de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationales, et se prononcer pour une « nouvelle Internationale » : « Nous devons dire nettement que nous sommes pour la formation d'une Internationale révolutionnaire unifiée, rassemblant toutes ces fractions, que nous n'essaierons pas d'imposer un programme d'en haut, mais que nous formulerons certains principes de base autour desquels une internationale socialiste révolutionnaire devrait se rassembler. Ces principes de base sont déjà mentionnés dans les bases du bureau international. »

<sup>12</sup> Fenner Brockway avait déclaré notamment dans son rapport sur l'internationale : « Nous ne croyons pas que le moyen de créer une Internationale révolutionnaire unifiée soit que quelques petits groupes se réunissent, élaborent un programme, puis, *des hauteurs d'Oslo*, forment une nouvelle Internationale unifiée. »

<sup>13</sup> Trotsky prend nettement position ici sur la question qui divisait le Marxist Group depuis un an : selon lui, l'I.L.P. n'a plus d'avenir, il faut tourner et militer dans le Labour Party. En fait, Trotsky n'était pas loin de cette conclusion en novembre 1935 quand il avait reçu la visite de Birney et Johnstone. Il avait été convenu que le Marxist Group mènerait campagne sur un programme d'action à élaborer et se déterminerait sur la base des

Brockway, n'ont pas cédé devant l'ultimatum de Maxton, doivent chercher les voies pour préparer un parti vraiment révolutionnaire pour le prolétariat britannique. Il ne pourra se placer que sous le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale.

---

résultats de cette campagne. La visite de P.J. Schmidt à Londres avait compliqué les choses : le dirigeant hollandais était convaincu de la possibilité de gagner Fenner Brockway, donc l'I.L.P., à la IV<sup>e</sup> Internationale. En outre, il était persuadé que le Marxist Group était le groupe le plus sérieux, et impressionné par C.L.R. James, lui aussi convaincu de la possibilité de gagner Brockway et la majorité du parti ! Après la conférence de Pâques, James et les siens convinquirent la majorité du Marxist Group de livrer d'abord dans l'I.L.P. la bataille du référendum : le numéro de mai de *Controversy* publia la déclaration d'autodissolution du Marxist Group acceptant, y compris dans cette affaire, de se soumettre à la discipline de l'I.L.P.

## [Toujours le livre sur l'U.R.S.S.]

(24 avril 1936)

---

Lettre à Léon Sedov, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10148, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand. Il s'agit toujours de l'ouvrage qui sera titré *La Révolution trahie*.

---

Cher Ami,

Sous ce pli, encore une quarantaine de pages. Il reste encore quarante pages environ à livrer. Elles sont déjà écrites et en partie prêtes pour l'impression. L'ensemble du travail prendra encore tout au plus deux semaines.

Je sais fort bien que nous n'avons pas le droit de faire paraître le livre chez un autre éditeur<sup>1</sup>. Mais on peut tout de même le proposer à un autre éditeur en utilisant un intermédiaire afin d'obtenir un prix favorable, puis se tourner vers Rieder avec ce prix. Il n'est pas nécessaire que l'intermédiaire soit au courant de notre contrat avec Rieder. Je propose donc qu'on essaie maintenant encore ce moyen. La somme de dix mille francs me paraît absolument insuffisante. Rieder lui-même se convaincra, à la lecture des parties du manuscrit qu'on lui a envoyées et tout particulièrement de la dernière partie, que le livre fera nécessairement un gros scandale et qu'il constituera une très bonne affaire sur le plan commercial.

En même temps, il faut se soucier de dénicher des éditeurs en langue allemande, espagnole, hollandaise, etc. Tout cela peut se faire pour le mieux de Paris.

**P.-S.** Prière de bien conserver le second exemplaire pour d'éventuelles traductions en allemand, espagnol, etc.

---

<sup>1</sup> Les éditions Rieder avaient fait signer à Trotsky un contrat qui leur réservait le monopole de ses ouvrages. La proposition de Rieder pour l'ouvrage était de ce fait, plutôt basse.

## [Un travail important]

(24 avril 1936)

---

Lettre à Simon et Schuster, éditeurs, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10353, avec la permission du Collège de Harvard.  
Traduite de l'allemand.

---

Messieurs,

Je vous envoie une autre partie du manuscrit, jusqu'à la page 87 inclus. Vous recevrez encore quarante ou cinquante pages dans le courant des deux prochaines semaines. Le travail est pour ainsi dire achevé.

Il se révèle donc que ce travail est bien plus volumineux et important que je ne l'avais moi-même cru. Réfléchissez encore, je vous prie, pour voir s'il vaut la peine de n'utiliser cet ouvrage que comme préface à *l'Histoire*<sup>1</sup>. Il me semble que, sous la forme d'un livre indépendant (à un dollar ou un dollar et demi), il pourrait atteindre un très gros tirage. Je vous laisse décider.

Sentiments distingués.

**P.-S.** Je vous prie de bien vouloir m'envoyer aussi vite que possible pour examen une copie de la traduction en anglais.

---

<sup>1</sup> C'est en tant que préface à l'introduction de la réédition par Simon et Schuster de *l'Histoire de la révolution russe* que Trotsky avait commencé en novembre 1935 son ouvrage sur l'U.R.S.S.

## [Bienvenue à Victor Serge]

(24 avril 1936)

---

Fonds Victor Serge, Musée social, Paris. La traduction utilisée ici est celle de Françoise Petit pour Victor Serge, Léon Trotsky, *La Lutte contre le stalinisme*, textes choisis et présentés par Michel Dreyfus (1977), d'où ce texte est repris avec l'autorisation des éditions Maspero.

---

Cher Victor Lvovitch<sup>1</sup>,

Je viens de recevoir votre lettre. Quelle joie elle nous a causée à N.I.<sup>2</sup> et à moi, et comme nous sommes contents que vous soyez enfin à l'étranger, que vous ayez bon moral et ayez conservé envers nous des sentiments amicaux. La nouvelle de la mort de Solntsev<sup>3</sup> m'a beaucoup affecté, je me souviens bien de lui et ai toujours éprouvé pour lui une grande sympathie. Mes plus proches collaborateurs disparaissent tragiquement l'un après l'autre : Glazman, Boutov, Blumkine<sup>4</sup>, et maintenant Solntsev...

Savez-vous ce qui nous ferait plaisir ? C'est que vous veniez passer quelque temps ici, afin que nous puissions parler de tout tranquillement, à fond et *aussi longuement que nous en aurons envie*, car j'espère *beaucoup* que nos relations avec vous ne font que commencer vraiment. Si votre voyage ici n'est pas possible tout de suite, peut-être le sera-t-il plus tard ? Comme nous en serions heureux !

De toute façon, nous attendons vos lettres, donnez-nous le maximum de détails ; de notre côté, nous vous promettons de vous écrire sans jamais nous lasser. Pourriez-vous écrire pour le prochain numéro du *Biulleten* russe quelques lignes sur Solntsev, et l'essentiel de ce que nous ignorons sur vous-même et sur la situation générale ? Je comprends bien qu'il ne doit pas vous être facile d'écrire, alors que vous venez d'arriver, mais il ne s'agit que d'une brève *information*.

Comment êtes-vous installés à Bruxelles ? Quels sont vos projets d'avenir ? Avez-vous l'espoir de trouver *sans tarder* un travail littéraire rémunéré ? Je suis sûr que vous publierez un livre sur l'U.R.S.S. qui sera lu dans le monde entier. Je termine en ce moment un ouvrage politique de caractère théorique sur l'U.R.S.S. (200 pages imprimées). J'aimerais beaucoup connaître votre opinion. Mais avez-vous l'esprit à cela en ce moment ? Si jamais vous acceptez, je vous enverrai le manuscrit immédiatement.

Avez-vous fait la connaissance de nos amis belges ? Quelles sont vos impressions ? Je recommande beaucoup à votre attention Lesoil : c'est un camarade très sérieux et très sûr ; je ne connais pas personnellement Dauge, il s'est beaucoup rapproché de nous au cours de l'année passée. Voyez-vous parfois Godefroid, le secrétaire à la jeunesse ? Je ne le connais pas personnellement, mais je n'ai pas confiance en lui. Je serai très content de connaître votre avis.

Mais avant tout, parlez-nous de vous et de votre famille, en particulier, et surtout de votre situation matérielle... Comme c'est bien que vous soyez à l'étranger !

Je sais que vous êtes lié avec Ch. Plisnier<sup>5</sup> ; il m'a envoyé son poème qui, contre toute attente, m'est dédié (actuellement, les poètes « de gauche » dédient généralement leurs œuvres... au Gosizdat et à ses maîtres<sup>6</sup>). J'ai écrit quelques mots à Plisnier<sup>7</sup>, mais je crains de m'être mal exprimé et qu'il a cru que je voulais jouer les mentors (ce qui était très loin ma pensée !). Cela m'ennuie beaucoup. Si je me trompe, rassurez-moi à l'occasion.

Avez-vous des nouvelles de notre fils Serge<sup>8</sup> ? D'ailleurs, je sais très bien que vous nous ferez part de tout ce que vous savez.

J'espère qu'entre-temps vous aurez pu prendre connaissance de la presse de la IV<sup>e</sup> Internationale et que nous pourrions échanger nos points de vue sur ce sujet. En ce moment, en Belgique, on peut faire *beaucoup de choses*, à condition que Dauge et son

---

<sup>1</sup> Victor Serge était le nom de plume de Victor Lvovitch Kibaltchich (1890-1947). Né en Belgique de parents russes émigrés, d'abord anarchiste, condamné avant guerre pour complicité avec « la bande à Bonnot », il avait séjourné en Espagne, puis rejoint la Russie en 1918, adhéré au parti bolchevique et travaillé pour l'appareil de l'I.C. en Russie, mais aussi à Berlin, puis Vienne, écrivant notamment pour *Inprekorr* sous le pseudonyme d'Albert. Membre de l'Opposition de gauche à Leningrad, puis de sa commission internationale, il avait été exclu et déporté une première fois en 1928, puis libéré du fait de sa notoriété comme écrivain de langue française. Il avait été de nouveau arrêté en 1933 et venait d'être libéré à la suite d'une campagne internationale.

<sup>2</sup> Natalia Ivanovna Sedova (1882-1962) était la femme de Trotsky.

<sup>3</sup> Eleazar B. Solntsev (1900-1936) avait été l'un des représentants les plus éminents de la jeune génération de l'Opposition de gauche. Historien et économiste diplômé de l'Institut des professeurs rouges, membre de l'Opposition dès 1923, il avait étroitement collaboré avec Trotsky avant d'être envoyé à l'étranger (États-Unis, Allemagne) dans des missions commerciales au compte de l'Amtorg. Revenu en 1928, aussitôt condamné à trois ans d'isolement et deux de déportation ; il avait été de nouveau arrêté en 1935 et condamné administrativement. C'est alors qu'il avait commencé une grève de la faim qui avait fait céder les autorités. Autorisé à rejoindre sa famille, il était mort, au cours de son transfert, dans l'hôpital de Novosibirsk.

<sup>4</sup> Mikhail S. Glazmann, collaborateur de Trotsky pendant la guerre civile, exclu du parti en 1924 et objet d'un chantage du G.P.U. s'était suicidé. Gueorgui V. Boutov qui avait été chef de cabinet de Trotsky pendant la guerre civile et était demeuré son collaborateur, avait été arrêté et déporté en 1928, puis transféré à la prison Boutyrki à Moscou et accusé d'espionnage. Il était mort après cinquante jours de grève de la faim. Sur Iakov G. Blumkine, cf. n. 8, p. 95. Blumkine avait travaillé pendant la guerre civile au secrétariat militaire de Trotsky.

<sup>5</sup> Charles Plisnier (1896-1952), ancien dirigeant des Etudiants socialistes belges, un des fondateurs du P.C. de ce pays, avait été exclu en 1928 et avait rejoint plus tard le P.O.B. Il se consacrait à la littérature, mais conservait de la sympathie pour le bolchevisme.

<sup>6</sup> Le Gosizdat est le nom des Editions d'État soviétique.

<sup>7</sup> Cf. *Œuvres*, 8, p. 149.

<sup>8</sup> Sergei Sedov (1910-1938 ?) était le second fils de Trotsky. Totalement à l'écart de toute activité politique, il avait pourtant été arrêté en 1935.

groupe s'alignent sur Lesoil et non sur Godefroid.

Pour autant qu'il est possible de confier ses « secrets » à la poste, vous pouvez nous écrire à l'adresse que vous avez en toute « franchise ».

N.I. vous envoie à vous et à votre famille ses salutations plus cordiales. Je vous embrasse fraternellement.

## [Les droits du traducteur]

(24 avril 1936)

---

Lettre à M. Lieber, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8913, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

---

Très cher Monsieur Lieber,

Sous ce pli, la suite du manuscrit sur l'Union soviétique. Pour le cas où, comme je l'espère, vous utilisez la traduction d'Eastman<sup>1</sup>, prière de me renvoyer le manuscrit russe. La situation est la suivante en ce qui concerne la traduction : pour *l'Histoire*, j'ai concédé 10 % à M. Eastman en sus de son honoraire régulier de la part de l'éditeur<sup>2</sup>. Il percevra aussi ces 10 % dans la seconde édition à bon marché. Comme la grande *Introduction* aura un rôle très important, selon l'éditeur, pour la diffusion du livre et qu'Eastman est intéressé pour 10 % à cette vente - comme, par ailleurs, je ne suis pas spécialement payé pour mon *Introduction* et que lui-même bénéficie pour la traduction d'un paiement régulier, il peut à mon avis mettre gratuitement sa traduction à votre disposition pour la prépublication ; au cas où il est d'un autre avis, vous pourriez naturellement lui payer une somme fixe, disons la moitié d'un honoraire normal de traducteur. Je ne puis toutefois accepter de lui concéder un quelconque pourcentage sur mes droits de prépublication.

Vous recevrez encore quarante ou cinquante pages au cours des deux prochaines semaines.

---

<sup>1</sup> Max Eastman (1883-1969), écrivain et traducteur, une des grandes figures de la gauche socialiste américaine autour de la première guerre mondiale, avait rencontré Trotsky en U.R.S.S. après la révolution et était son admirateur et son traducteur.

<sup>2</sup> Eastman avait obtenu de Trotsky des conditions assez extraordinaires pour un traducteur. C'est que Trotsky était tout à fait désarmé psychologiquement sur le plan des négociations d'affaires, et incapable de repousser les demandes d'un homme pour qui il avait une réelle affection.

## [Questions diverses d'édition]

(25 avril 1936)

---

Lettre à L. Sedov, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10149, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

---

Cher Ami,

1) Avec Ciliga, il nous faut mettre les choses au point en publiant dans le prochain numéro une courte déclaration : tu trouveras ci-joint, sur une feuille à part, un projet de texte en russe<sup>1</sup>. Nous n'avons absolument aucun intérêt à nous occuper plus longtemps de cet homme et nous devons prendre nous-mêmes l'initiative de la rupture en gardant tout notre calme, cela va de soi.

2) L'affaire de l'éditeur semi-royaliste me surprend. Est-il royaliste en tant qu'éditeur ou seulement, pour ainsi dire, à titre privé ? Quel genre de livres édite-t-il par ailleurs ? Cette question est bien plus importante pour la parution du livre sur le terrorisme<sup>2</sup> que pour celle de *Où va la France ?* N'a-t-on donc pas cherché plus tôt à savoir qui était cet éditeur ? L'affaire n'est-elle pas enfin une provocation de la droite ?

Les opinions personnelles de l'éditeur ne m'intéressent pas du tout. S'il édite des livres variés, sans tendance générale réactionnaire, on peut l'accepter sans la moindre inquiétude. Sinon, ou dans le cas contraire, c'était un crime que de lui confier le livre sur le terrorisme.

3) Sous réserve de ce que je viens d'indiquer, je ne suis pas opposé à ce qu'il édite la brochure *Où va la France ?* J'écirai même volontiers une préface dès que les élections auront eu lieu.

Dans le texte, on doit supprimer la formule « nous, Français ». Elle apparaît à plusieurs reprises dans le but de dissimuler l'identité de l'auteur.

Aux deux articles « Où va la France ? »<sup>3</sup>, il faudrait joindre l'article plus restreint sur les comités d'action<sup>4</sup>. Avec une préface d'actualité, la brochure serait tout à fait utile.

4) Comme traducteur du livre sur l'U.R.S.S., je propose Van. Il connaît ma terminologie et, de toute manière, il ferait le travail mieux que Body.

5) Je propose de ne pas se hâter de conclure le contrat avec Rieder et d'attendre qu'il ait examiné l'ensemble du manuscrit. J'en aurai bientôt fini et, pour le paiement, on peut attendre quelques semaines si cela doit permettre de soutirer plus à cet homme.

J'aimerais bien avoir mon article sur l'Armée rouge<sup>5</sup>, en russe ou en français. Avec des modifications, je l'ajouterais à mon livre.

6) Vous pouvez tranquilliser Rieder en ce qui concerne mon livre sur Lénine. Je me sens en pleine forme et j'espère désormais m'attaquer de nouveau vigoureusement à ce livre.

---

<sup>1</sup> Le Croate Ante Ciliga, qui venait de donner ses premiers articles au *Biulleten Oppositsii*, avait prévenu Sedov qu'il s'était engagé à donner un article au journal menchevique *Sotsialistichesky Vestnik*. C'était pour Trotsky une rupture de fait. Nous ignorons le texte de la mise au point dont il parle, et c'est sans doute une autre qui fut finalement publiée dans le n° 50 de juillet-août 1936 du *Biulleten Oppositsii*.

<sup>2</sup> Il s'agit d'une réédition française sous le titre *Défense du Terrorisme de Terrorisme et Communisme*. L'accord avec la maison d'édition « Nouvelle Revue Critique » avait été conclu par un militant d'origine roumaine, membre de la direction des J.S.R. et suspect aux yeux de beaucoup, Gottlieb dit Péro. Sedov avait adressé à Trotsky tout un rapport sur l'éditeur dont il craignait que les opinions ne soient utilisées dans une provocation contre son père.

<sup>3</sup> Il s'agit précisément des articles « Où va la France ? » d'octobre 1934 (cf. *Œuvres*, 4, p. 223 sq.) et « Encore une fois où va la France ? », de mars 1935 (cf. *Œuvres*, 5, p. 148 sq.).

<sup>4</sup> Il s'agit de « Pour les comités d'action, pas le Front populaire » (cf. *Œuvres*, 7, p. 181 sq.).

<sup>5</sup> Il s'agit probablement de l'article du 13 mars 1934 (cf. *Œuvres* 3, p. 234 sq.).

## [Questions de travail]

(25 avril 1936)

---

Lettre à A. Grylewicz, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8426, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

---

Cher Ami,

Je me réjouis fort que nous arrivions à une conception et une décision communes. Mais vous comprendrez que je ne puisse entreprendre et mener à bien toute cette affaire sous ma seule responsabilité personnelle. Le sort de la revue doit être réglé *collectivement*. Cela prendra malheureusement encore plusieurs semaines.

De même, je ne veux en aucun cas parler de la publication des premiers numéros tant que l'affaire n'est pas réglée et arrêtée au moins dans ses grandes lignes sur les plans politique, littéraire et administratif. Cela va de pair avec la question de savoir où la revue va finalement paraître. On dit que l'endroit où est imprimé *Unser Wort* serait très avantageux, car les frais y sont deux fois moindres qu'ailleurs. Mais, d'un autre côté, il faut avoir sur place un camarade qualifié et entièrement dévoué à la chose, qui y mette la dernière main et sache parfaitement corriger des épreuves. La création de semblables conditions exige du temps. Mais cela coïncide avec mon plan de travail pour le proche avenir. Il faut absolument que j'achève mon livre sur l'U.R.S.S., ce qui va me prendre encore quelques semaines, et ensuite que je participe à l'élaboration d'importants documents pour la IV<sup>e</sup> Internationale<sup>1</sup>. Ces documents doivent d'abord être soumis à la discussion et serviront ensuite pour ainsi dire de prélude à une phase supérieure de développement de notre organisation. Ce travail achevé, je travaillerai à mon livre sur Lénine, mais sans hâte, afin de me laisser assez de temps libre pour la revue, de façon qu'elle soit faite du mieux possible. Le premier numéro pourrait peut-être commencer par les documents programmatiques dont je viens de parler. Je crois donc qu'il n'est guère possible de sortir le premier numéro de la revue avant le début de l'automne.

Quelques mots à présent sur la collaboration de la camarade dont il était question dans votre lettre ; je n'ai pas besoin de vous dire quelle irremplaçable valeur - je dis bien *irremplaçable* - aurait pour moi la collaboration permanente d'une camarade russe qui serait en même temps sténodactylographe<sup>2</sup>. Je n'ai pas quant à la rapidité de la sténographie de si grandes exigences (je fais remarquer cela à cause de l'extrait de la lettre de la camarade qui m'a été adressé). La difficulté est ailleurs. La vie ici n'est pas amusante du tout. La camarade en question se sentirait peut-être, en milieu étranger et dans un village, par trop isolée. Naturellement, on pourrait arranger les choses de façon qu'elle ait périodiquement - disons tous les quatre mois - un congé d'un mois, etc. Il n'en reste pas moins que les conditions de vie ici ne sont nullement alléchantes. Notre ami Hartmann<sup>3</sup> en tout cas en sait quelque chose. Cet aspect de la question devrait être attentivement pris en considération par la camarade avant toute décision.

En ce qui me concerne, la possibilité d'avoir à ma disposition, chaque fois que je me sens bien, une collaboratrice technique à qui je puisse dicter, *doublerait* pour le moins la productivité de mon travail. Le fait que la camarade sache aussi parfaitement l'allemand et même assez bien le français est déjà pour ainsi dire un luxe qui ne gêne rien à l'affaire. Mais le principal, qui est aussi la difficulté principale, reste pour moi de travailler en langue russe.

Un mot à présent sur la question technique du virement de l'argent. Vous proposez de faire un dépôt en mon nom. A vrai dire, cela n'aurait aucun sens de faire un virement en Norvège. Il faudrait déposer l'argent là où il sera dépensé. Je pourrais alors donner la procuration nécessaire à l'administrateur désigné. Enfin, il faut tenir compte des risques d'inflation ou de dévaluation. Il serait souhaitable que les Belges ne procèdent pas à une seconde dépréciation de leur monnaie. Sous ce rapport aussi, le lieu de parution proposé n'est pas mauvais. Mais la question de l'administrateur reste encore un grand point d'interrogation.

---

<sup>1</sup> Il s'agit des textes et résolutions pour la conférence internationale prévue.

<sup>2</sup> Grylewicz savait que Trotsky cherchait l'oiseau rare, une sténodactylo de confiance connaissant le russe.

<sup>3</sup> *Hartmann* était le pseudonyme du Dr Franz *Breth*, médecin de Reichenberg de réputation mondiale qui appartenait au groupe Rops (il était l'oncle du dirigeant tchécoslovaque J. Kopp) et qui était venu examiner Trotsky à Saint-Palais puis en Norvège.

## [Pour une préconférence]

(25 avril 1936)

---

Lettre au S.I., Bibliothèque du Collège de Harvard, 8662, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

---

Cher Théodore<sup>1</sup>,

Bien reçu ta lettre du 16 avril. Nous proposons que la première réunion ait lieu sous forme de préconférence. On devrait envisager la rencontre pour un avenir assez proche. Lund<sup>2</sup> propose que le secrétariat international délègue Hansen<sup>3</sup> comme représentant de la jeunesse, et la direction allemande Nicolle. Cela faciliterait les choses dans les domaines technique et financier<sup>4</sup>. Il faudrait aussi que viennent seulement à Berne : un Français, un Belge, un Hollandais et si possible un Américain. Prière de donner son avis sur ce sujet.

Les tâches de la préconférence seraient :

- 1) L'élection d'un secrétariat provisoire de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Lund fait à ce sujet les suggestions suivantes, qui ne peuvent nullement être considérées comme des propositions pratiques. Au cas où les obstacles pour le travail d'un secrétariat en Hollande s'avèreraient trop importants, on pourrait éventuellement, après avoir pris contact avec les Hollandais, prendre la Belgique en considération. Naturellement, il faut attendre d'abord que la situation se clarifie dans ce pays. Un ou deux camarades allemands (Adolphe, Braun), pourraient aussi éventuellement s'y établir afin d'épauler les camarades qui entrent en ligne de compte pour le secrétariat, ne serait-ce qu'à cause des difficultés de langue. Pour des décisions tout à fait importantes, il faudrait alors faire venir un Hollandais et un Allemand. La question du maintien du secrétariat international ne peut avoir de solution qu'en relation avec le problème du nouveau centre de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il ne sera possible de savoir si pourra renoncer au secrétariat international que d'après la n dont travaillera le nouveau centre<sup>5</sup>.

- 2) Rédaction, adoption et publication (au nom de la préconférence) de documents importants sur l'actualité politique. Pour les sujets à traiter, nous faisons les propositions suivantes :

- a) *La situation mondiale, la guerre qui vient et les tâches du prolétariat (éventuellement Crux).*
- b) *Les courants social-patriotes et pacifistes dans la classe ouvrière et la population en général et nos tâches politiques.*
- c) *Fascisme et Front populaire.*
- d) *La dernière phase du développement de l'Union soviétique (éventuellement Crux).*
- e) *Les bolcheviks-léninistes en Union soviétique. Nos prisonniers dans les pays capitalistes (appel pour la fondation d'une organisation de secours pour les internationalistes).*
- f) *L'évolution de l'Internationale communiste (éventuellement Held).*
- g) *La jeunesse et la IV<sup>e</sup> Internationale (éventuellement Held).*
- h) *La question syndicale (éventuellement Fischer<sup>6</sup>).*
- i) *La question coloniale.*

Nous demandons compléments et amendements. Nous faire savoir aussi lesquels de ces documents peuvent être rédigés par Théodore.

- 3) Nomination d'une commission pour la rédaction du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, car il n'est pas possible d'adopter un programme complet dès la prochaine réunion. La commission doit s'engager à présenter son projet dans le délai précis d'un certain nombre de semaines, afin qu'il puisse être discuté par la conférence proprement dite, et adopté par elle. La conférence devra pour ce motif être vraisemblablement reportée à l'automne ou même à la fin de l'année.
- 4) La question de l'édition d'une revue mensuelle théorique.
- 5) Questions d'organisation (préparation de la conférence principale, réorganisation de la Jeunesse, création d'une organisation de secours, discussion de problèmes relatifs à diverses sections).

---

<sup>1</sup> Théodore (Theodor) était le pseudonyme collectif du secrétariat international.

<sup>2</sup> Trotsky.

<sup>3</sup> Hansen était un des pseudonymes de Heinz Epe (cf. n. 7, p. 42) qu'on appelait plutôt Walter Held mais qui utilisait aussi le pseudonyme de David.

<sup>4</sup> Nicolle (E. Wolf) qui était secrétaire de Trotsky et Walter Held habitaient tous deux en Norvège. Il n'y avait aucun frais supplémentaire pour eux à les déléguer à une préconférence en Norvège...

<sup>5</sup> Le secrétariat international était en droit celui de la L.C.I. et en fait celui de la fraction bolchevik-léniniste et Trotsky avait jusque-là soigneusement distingué celle-ci de la « IV<sup>e</sup> Internationale ».

<sup>6</sup> Otto Schüssler.

Il faudrait que chaque section finance elle-même son délégué.

Il faut immédiatement informer Thomson<sup>7</sup> avec précision car Pentecôte est bien trop tard.

---

<sup>7</sup> Henk Sneevliet.

## [Additifs à la lettre sur la préconférence]

(26 avril 1936)

---

Lettre au S.I., Bibliothèque du Collège de Harvard, 8663, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

---

Cher Ami,

Avant le premier paragraphe de ma lettre à Théodore, il faut lire les lignes suivantes :

« Nous proposons que la première réunion ait lieu sous forme de préconférence. On devrait envisager la rencontre pour la deuxième quinzaine de juin ou le début du mois de juillet, à cela à Berne. Lund propose que le secrétariat international délègue David comme représentant de la jeunesse et la direction allemande Nicolle Pour l'Allemagne. Cela faciliterait les choses dans les domaines technique et financier. il faudrait aussi que viennent seulement à Berne un Français, un Belge, un Hollandais et, si possible, un Américain. Prière de donner son avis sur ce sujet.

Les tâches de la préconférence seraient :

1) L'élection d'un secrétariat provisoire de la IV<sup>e</sup> Internationale ( ... ) »

A partir d'ici, lire la suite dans la lettre dactylographiée.

Après le point III, il faut lire :

« [ ... ] La conférence proprement dite devra pour ce motif être vraisemblablement reportée à l'automne ou même à la fin de l'année. »

Paragraphe supplémentaire :

« Questions d'organisation (préparation de la conférence principale, réorganisation de la Jeunesse, création d'une organisation de secours, discussion de problèmes relatifs à diverses sections, création d'une commission de contrôle, question de cotisations, etc.). »

Il faudrait que chaque section finance elle-même son délégué.

Code : commission de rédaction : préconférence

séances de rédaction : session : conférence principale.

Avez-vous communiqué le code à Nagel<sup>1</sup> ? Je vous rappelle son adresse privée : Rosa Karsner<sup>2</sup>, 203 East, 13th street, New York (enveloppe intérieure).

Membres du bureau : vous avez bien lu Keller et Adolphe. Mais Keller est exclu pour le moment<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Nagel était le dernier pseudonyme attribué à James P. Cannon.

<sup>2</sup> Rose Karsner (1890-1968) était née en Roumanie et avait émigré très jeune aux Etats-unis avec ses parents. A dix-huit ans, elle avait rejoint le parti socialiste à New York et devenait en 1908 la secrétaire de la revue *Masses*. Membre du parti communiste, elle était devenue la compagne de James P. Cannon et était avec lui à Moscou en 1928 quand il avait décidé de rejoindre l'Opposition de gauche.

<sup>3</sup> Jan Frankel avait été expulsé de France en février 1934. Il avait par la suite gratté la mention de cette expulsion sur son passeport, mais ce travail n'était pas impeccable. Il semble qu'à cette époque, il ait utilisé pour voyager le passeport de son camarade Lenorovic : l'opération était peut-être risquée en Norvège, surtout s'il devait rencontrer de nouveau Trotsky et également d'autres militants étrangers. Il n'était pas question non plus pour lui d'un vrai séjour en France. Mais il aurait peut-être pu faire partie d'un secrétariat établi à Bruxelles.

## [Comment gagner le Jeunesse Socialiste en Hollande]

(27 avril 1936)

Lettre à B. Spanjer, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10475, et Archives Sneevliet, Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam. Traduite de l'allemand.

Chère Camarade<sup>1</sup>,

Je n'ai malheureusement pas pu écrire l'article que vous m'avez demandé. Faute de temps d'abord et deuxièmement parce que je ne voulais pas m'en tenir à des platitudes et parce que je n'étais véritablement pas familiarisé avec vos activités, vos projets, vos chances, pour pouvoir les commenter.

Bien que je ne connaisse pas suffisamment les conditions en Hollande - malheureusement, je ne lis pas le néerlandais il me semble que le champ principal de nos activités devrait être la jeunesse social-démocrate et les syndicats réformistes, exactement comme l'année dernière. Bien entendu, je ne veux pas dire par là que notre Jeune Garde léniniste<sup>2</sup> doive renoncer à son indépendance. Mais, pour éviter cela dans l'avenir, il faudra avoir *depuis longtemps* construit une fraction substantielle à l'intérieur de la jeunesse social-démocrate. Je crains que vous n'ayez déjà perdu que trop de temps.

Vous parlez d'une organisation sportive à part comme point de départ de la milice ouvrière, et vous ajoutez à juste titre : « La nôtre serait mieux que l'organisation sportive social-démocrate. » Mais cette remarque juste révèle tout le caractère utopique de ce plan. Vous êtes supérieurs à la social-démocratie en *idées révolutionnaires, en programme*, pas en ressources financières, en capacités techniques ou athlétiques. Dans ces conditions, comment pouvez-vous construire une organisation sportive supérieure ? C'est la même chose pour les syndicats. Il existe de nombreux exemples historiques de la façon dont un petit groupe révolutionnaire est devenu une organisation politique importante et même décisive. Mais je ne connais aucun exemple de la construction par de petits groupes de syndicats concurrentiels<sup>3</sup> pour ne pas parler d'organisations sportives. La jeunesse doit apprendre de l'histoire pour éviter de répéter de vieilles erreurs.

Nous avons besoin de la plus grande fermeté idéologique, de la pensée révolutionnaire la plus aiguisée et la plus claire, non pas pour nous isoler nous-mêmes des organisations de masse existantes, de façon sectaire, mais plutôt pour travailler effectivement en leur sein sans perdre de vue nos perspectives.

Dans le monde entier, la jeunesse social-démocrate entre en conflit avec les vieux bonzes des partis et des syndicats. Là où les représentants de la IV<sup>e</sup> Internationale prennent une attitude négative, sectaire, pure, vis-à-vis d'elle, la jeunesse réformatrice qui essaie d'aller à gauche tombe sous l'influence du stalinisme. Au contraire, quand nos camarades ne se satisfont pas d'admirer leur propre pureté, mais trouvent leur place dans les organisations de masse, là, la jeunesse qui va à gauche trouve le contact avec l'anti-stalinisme, c'est-à-dire le marxisme.

En Espagne, où notre section suit une ligne politique misérable, la jeunesse, qui commençait seulement à s'intéresser à la IV<sup>e</sup> Internationale, a été livrée aux stalinien<sup>4</sup>. En Angleterre, où nos camarades ont été lents à intervenir, les stalinien<sup>5</sup> sont devenus la force principale dans la jeunesse du Labour Party, et nous sommes au second rang<sup>6</sup>. En Belgique, nos camarades ont gagné une partie importante de la jeunesse, ont la majorité en opposition au stalinisme et, ce faisant, se sont ouverts de nouveaux champs d'action<sup>6</sup>. A Bruxelles, cependant, où Vereeken et son groupe sont restés sur la touche, la gauche du parti ouvrier belge ainsi que la jeunesse sont tombées sous l'influence des stalinien<sup>7</sup>. En Amérique, où nos camarades ont appliqué une ligne politique très correcte, ils ont déjà gagné une fraction importante de la jeunesse social-démocrate<sup>7</sup>. *Quiconque refuse de reconnaître ces faits est voué à ne commettre que des erreurs.*

Ce que vous dites, chère camarade, à propos du parti américain, repose sur une information erronée. Nos camarades sont déjà dans les organisations socialistes. Seule la direction n'y est pu encore entrée, pour des raisons de tactique. Et il est possible que

<sup>1</sup> Bep Spanjer (née en 1910) était la belle-fille de Sneevliet, principal dirigeant du R.S.A.P. hollandais. Depuis octobre 1935, elle dirigeait l'organisation de jeunesse de ce parti, la Leninistische Jeugdgarde (L.J.G.), constituée après la scission de la R.S.J.V. restée aux mains d'adversaires de la « Lettre ouverte pour la IV<sup>e</sup> Internationale ».

<sup>2</sup> La L.J.G. était sur la base politique du R.S.A.P., et, de plus, faible numériquement.

<sup>3</sup> Trotsky poursuit ici par Bep Spanjer interposée sa polémique contre Sneevliet et les dirigeants du R.S.A.P. qui défendaient l'existence indépendante de « leur » syndicat rouge, le N.A.S. qui comptait quelques dizaines de milliers d'adhérents seulement. La question revêtait d'autant plus d'importance qu'un courant pour la création de syndicats « indépendants », de type « rouge », se manifestait en Belgique avec au moins la sympathie et le préjugé favorable de Dauge.

<sup>4</sup> C'est le 1<sup>er</sup> avril 1936 que les 40000 membres de la fédération des Jeunesses socialistes d'Espagne avaient constitué, avec quelques milliers de jeunes communistes, les Jeunesses socialistes unifiées (J.S.U.), une opération supervisée par un envoyé spécial de l'I.C., l'argentin Codovilla. *Claridad* venait d'annoncer que Santiago Carrillo, secrétaire général des J.S.U., avait été invité aux travaux du comité central du P.C. espagnol.

<sup>5</sup> Bien que le groupe Groves-Dewar ait investi une dizaine de membres dans cette organisation de jeunesse, la phrase ci-dessus semble constituer la première reconnaissance du travail effectué par le Bolshevik-Leninist Group constitué par D.D. Harber.

<sup>6</sup> Le travail effectué dans les J.G.S. belges par les jeunes léninistes entrés en décembre 1934 avait en fait posé les bases du travail de la fraction trotskyste au sein du P.O.B. Walter Dauge, dirigeant et animateur de la gauche regroupée autour de l'Action socialiste révolutionnaire, qui avait annoncé le 24 avril qu'il se présentait aux élections contre le candidat du P.O.B., avait conquis sa position à partir de la direction des J.G.S. du Borinage.

<sup>7</sup> Les trotskystes américains semblent avoir progressé très rapidement à l'intérieur de l'organisation de jeunesse du P.S. américain, la Young People Socialist League, Y.P.S.L. (ou Yipsel). Ils venaient justement de convaincre l'ancien responsable de cette organisation à Chicago, Ernst Erber (né en 1913), lequel, associé par ailleurs au *Socialist Appeal* d'Albert Goldman, venait précisément d'être élu président de la Y.P.S.L.

ce soit déjà fait maintenant. Nos camarades américains ont pris une initiative très courageuse. Ils sont si décidés et sûrs d'eux-mêmes qu'ils considèrent l'avenir avec la plus grande confiance, et que même les plus acharnés adversaires (de l'entrée) ont entrepris dans l'enthousiasme de travailler dans le parti socialiste. Tous espèrent que nos idées vont conquérir non une minorité, mais la majorité du parti socialiste. Naturellement, d'ici, je ne puis me former une opinion indépendante, mais je connais suffisamment nos camarades américains et j'ai en eux une confiance totale, surtout maintenant qu'ils ont réalisé l'entrée avec autant de décision et d'unanimité. Nos camarades hollandais feraient mieux de moins critiquer l'expérience américaine et de chercher à en apprendre plus de façon à pouvoir l'adapter aux conditions de leur propre pays<sup>8</sup>.

Ce que vous écrivez de « la formation de blocs avec des organisations de jeunesse » m'apparaît - je dois le dire - peu convaincant. De grandes organisations ne font que rarement des blocs avec de petits groupes, et à juste titre. Par ailleurs, il ne sert à rien à de petits groupes, du point de vue pratique, de jouer aux blocs, comme l'a très bien démontré l'expérience belge<sup>9</sup>. Si les dirigeants d'une organisation de quelques centaines de membres se réunissent deux ou trois fois par mois avec les dirigeants d'organisations de masse, cela peut flatter peut-être leur vanité, mais ne leur ouvre aucune possibilité pratique. Il faut gagner la base au détriment des chefs, pas s'engager dans un jeu diplomatique avec les chefs.

**P.-S.** Vous avez interprété la lettre du camarade Braun<sup>10</sup> comme si elle signifiait qu'il faut coûte que coûte construire en Belgique un parti indépendant. Mais ce n'est pas cela du tout. Nos camarades de Charleroi<sup>11</sup> ont abandonné pour un temps leur indépendance formelle afin d'élargir le champ de leur activité. Ils ont remporté d'incontestables succès. Mais, comme ils agissaient en révolutionnaires et pas comme des opportunistes, un conflit politique majeur a éclaté. Il faut maintenant aller jusqu'au bout. Car, bien que nous ne soyons pas des sectaires qui ne veulent en aucun cas - jamais et nulle part - entrer dans des organisations réformistes, nous ne sommes pas non plus des sapistes, qui, aussitôt qu'ils sont dans les organisations de masse refusent à tout prix de les quitter, c'est-à-dire sont prêts à sacrifier ce qui leur reste de leurs principes politiques. On doit apprécier la signification profonde du terme « manœuvrer », car le *mouvement* révolutionnaire est réellement un mouvement, quand il n'est pas *au point mort* !

---

<sup>8</sup> Le R.S.A.P. avait été très hostile au « tournant français » en 1934, en accord d'ailleurs avec Vereeken, dont Trotsky souligne ici à quel point il s'était ainsi isolé. Mais l'entrée du W.P.U.S. dans le P.S. américain avait ouvert une crise grave. Déjà, le 17 février 1936, Schmidt et Sneevliet au nom du R.S.A.P. avaient écrit au congrès du W.P.U.S. pour regretter l'absence de toute information en leur direction, de tout effort pour une fusion entre W.P. et S.P. Ils ajoutaient que l'entrée créerait une « confusion » préjudiciable au « Bloc pour la IV<sup>e</sup> Internationale », serait utilisée par les « centristes », et demandaient comment le W.P. entendait rester fidèle au programme et aux principes de la IV<sup>e</sup> Internationale une fois entré au P.S. Depuis l'entrée, les Hollandais accusaient ouvertement la section américaine d'avoir « abandonné » le combat pour la IV<sup>e</sup> Internationale et tourné le dos à la « Lettre ouverte ». Le paragraphe ci-dessus est en fait un signe annonciateur de la crise qui éclatera au grand jour avec le R.S.A.P. quelques semaines plus tard.

<sup>9</sup> Trotsky fait ici allusion à l'alliance éphémère conclue en Belgique en 1934 entre la J.C., les J.G.S. et les Jeunesses léninistes.

<sup>10</sup> Rappelons que Braun était le pseudonyme d'Erwin Wolf (cf. n. 6, p. 42). Wolf, qui vivait auprès de Trotsky à Hønefoss, était intervenu énergiquement par lettre contre les hésitations de Dauge et de ses amis à rompre avec le P.O.B. Cette intervention avait pris la forme publique d'une lettre adressée par l'I.K.D. allemande à l'A.S.R. belge et publiée par *Unser Wort* à la mi-avril 1936.

<sup>11</sup> Trotsky désigne sous le nom de « Charleroi » le groupe de ses camarades belges autour de Lesoil qui avaient constitué la direction de la fédération de Charleroi du P.C. beige, puis de l'Opposition de gauche, en d'autres termes, le groupe dirigeant de la section belge.

## [Il faut apprendre de la méthode américaine]

(27 avril 1936)

---

Lettre à R. van Riel, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10711, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

---

Cher Camarade Riel<sup>1</sup>,

Je m'excuse de n'avoir pas répondu à vos lettres précédentes : des indispositions soudaines, des changements fréquents dans mon état de santé général et une surcharge de travail m'en ont empêché.

Je partage intégralement votre avis : nous devons poursuivre de toutes nos forces notre travail pour la IV<sup>e</sup> Internationale et nous avons pour cela les meilleures conditions possibles. Il est inexact que la situation en Amérique soit « très floue et très embrouillée ». Nos amis américains ont été et restent parmi les plus fidèles soutiens de la IV<sup>e</sup> Internationale. Ils en ont toujours donné la preuve : premièrement, ils ont eux-mêmes suivi avec zèle toutes les questions en débat dans les sections européennes et en ont tiré de nombreux enseignements - et deuxièmement ils ont apporté et continuent d'apporter à diverses sections leur aide morale et matérielle.

Comme vous le verrez d'après ma lettre ci-jointe à la camarade Spanjer<sup>2</sup> nous pouvons espérer que le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale remportera justement en Amérique une grande victoire. Nous avons dernièrement fait un pas en avant important en Belgique : vous ne l'ignorez certainement pas. De quelques informations de caractère privé, il ressort que nos camarades polonais, qui sont également entrés dans le parti socialiste, ne sont pas restés inactifs dans l'intervalle et que les événements qui se déroulent actuellement en Pologne justifient les plus grandes espérances<sup>3</sup>. Bref, je ne vois pas non plus la moindre raison d'être pessimiste. Tout au contraire. Mais notre optimisme ne doit pas être purement formel, c'est-à-dire bureaucratique, mais dynamique et dialectique. Il nous faut justement savoir prendre et utiliser l'évolution en cours, telle qu'elle nous est donnée par la nature des choses et non telle que nous aimerions en disposer dans notre imagination, en particulier pour notre commodité. Pour éviter tout malentendu je voudrais souligner ici que *je ne veux nullement dire par là que le parti de nos camarades hollandais devrait imiter la méthode américaine*. Mais il est nécessaire d'apprendre de l'expérience américaine sans prévention aucune. Car il y a suffisamment de quoi apprendre ! On peut en être certain. De l'expérience de l'I.L.P. en Angleterre, aussi, on peut apprendre beaucoup. Voilà un parti qui voulait en même temps tourner le dos non seulement au L.P., mais aussi aux trade-unions et au parti des coopérateurs. Et il n'avait pas pour autant un programme d'action qui lui appartient en propre. Sa dernière conférence<sup>4</sup> a démontré qu'on n'arrive à rien sur la simple base du *négalisme* et du *conservatisme*. L'I.L.P. est en constant recul et en pleine décomposition interne.

Excusez-moi de devoir me contenter de ces brèves remarques. Je suis pris par un travail que je ne puis absolument pas différer.

---

<sup>1</sup> René Van Riel était le pseudonyme de Richard Manuel, un communiste hongrois qui s'était réfugié en Hollande après la défaite de la révolution hongroise de 1919. Militant du P.C. hollandais, il s'était joint à l'opposition de droite et avait animé pendant plusieurs années une opposition qui se rattachait au centre brandlérien de l'I.V.K.O. Dès 1933, il s'était tourné vers la perspective d'une nouvelle Internationale et en 1935 il avait rejoint le R.S.A.P. Il avait correspondu avec Trotsky sur la question du programme d'action de ce dernier.

<sup>2</sup> Cf. « Comment gagner la Jeunesse Socialiste en Hollande », 27 avril 1936.

<sup>3</sup> Les informations en provenance de Pologne indiquaient que les efforts des staliniens polonais pour freiner l'explosion révolutionnaire après les grèves et émeutes de Lodz, Varsovie, Lvov, etc. étaient perçus comme une trahison et que les progrès des B.L. entrés dans le P.P.S. étaient sensibles tous les jours.

<sup>4</sup> Cf. « A propos des dictateurs et des hauteurs d'Oslo », 22 avril 1936.

## [Reprise de contact]

(28 avril 1936)

---

Lettre à Jan Frankel, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8150, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

---

Cher Ami,

Oui, c'est un enchaînement de méchants malentendus. Il est bien vrai que j'ai demandé à l'époque aux camarades de m'écrire moins à l'avenir. Mais cette demande concernait les affaires locales, non les lettres personnelles des amis<sup>1</sup>.

Après l'histoire avec Alexander<sup>2</sup>, on m'a fait savoir que vous auriez annoncé la suspension de la correspondance pour un certain temps. Cela m'a paru incompréhensible dans la mesure où il s'agissait de lettres personnelles ou relatives à votre état de santé. Au moment où j'ai reçu quelques exemplaires du livre sur Lénine, j'ai voulu vous en faire parvenir un avec ma dédicace. On m'a répondu que vous n'auriez pas donné de nouvelle adresse et que vous auriez même demandé qu'on n'envoie pas de matériel imprimé à l'ancienne adresse. Bien qu'il fût déjà emballé, le livre est resté jusqu'à aujourd'hui chez N(atalia) I(vanovna). Maintenant encore, Erwin<sup>3</sup> et moi-même, nous nous demandons s'il est raisonnable, à cause du nom de l'auteur et de la dédicace personnelle, de vous l'expédier à votre adresse poste restante.

Ce que vous m'écrivez sur l'affaire de l'édition est tout nouveau pour moi. Jamais je n'aurais voulu ou pu vous faire des reproches à ce sujet, étant absolument certain que vous faites toujours de votre mieux en fonction des circonstances.

Je travaille dur en ce moment à mon livre sur l'U.R.S.S. ; environ deux cents ou deux cent cinquante pages imprimées. J'en suis déjà à mon avant-dernier chapitre. Ma santé, ces derniers temps, s'est considérablement améliorée et je suis en assez bonne forme.

J'espère bien avoir totalement dissipé par cette lettre les malentendus qui s'étaient accumulés et je serai très heureux que vous me donniez signe de vie de temps en temps.

---

<sup>1</sup> La correspondance avec Frankel était interrompue depuis le mois de janvier. Nous ne connaissons pas la lettre dans lequel il semble que ce dernier avançait des explications.

<sup>2</sup> *Alexander* était en Tchécoslovaquie le pseudonyme de Wilhelm *Haas* (né en 1912), un chauffeur qui dirigeait dans les régions de langue allemande le groupe affilié au groupe de Frankel qui publiait à Prague *Jiskra*. Mais nous ne savons pas ce qu'est « l'histoire avec Alexander ».

<sup>3</sup> Erwin Wolf.

## [Qui sont ces hommes ?]

(29 avril 1936)

---

Fonds Victor Serge, Musée social, et V. Serge, L. Trotsky, *La lutte contre le stalinisme*, op. cit., avec l'autorisation des éditions Maspero.

---

Cher Victor Lvovitch,

Je regrette un peu d'avoir écrit sur mon télégramme « Lettre suit », ce qui a pu vous inciter à attendre ma lettre et à remettre l'envoi de la vôtre. Est-il nécessaire de vous dire que nous attendons de vos nouvelles avec une fiévreuse impatience ?

Je vous écris cette fois-ci pour vous donner des renseignements et vous faire part de mes réflexions sur quelques-unes de nos connaissances communes et anciens camarades : je pense avant tout à Souvarine et au couple Paz<sup>1</sup>.

A mon arrivée en Turquie, j'ai fait tout ce que j'ai pu pour parvenir à un accord avec Souvarine, dont j'ai toujours apprécié les qualités professionnelles en tant que journaliste, mais dont je n'ai jamais pensé grand bien comme révolutionnaire. Les lettres que nous avons échangées m'ont très vite révélé que nous n'avions rien en commun. Souvarine est un esprit purement analytique, qui, de plus, est formellement analytique et négatif. Quand des gens comme lui appartiennent à un groupe sérieux et restent fidèles à une grande tradition, ils peuvent rendre d'importants services au mouvement. Mais le caractère de Souvarine l'empêche d'appartenir à un groupe. Or il est absolument incapable d'un travail politique indépendant. Dans sa recherche d'une ligne indépendante allant directement de Marx à lui-même, en laissant de côté Lénine et le bolchevisme, Souvarine a découvert par hasard... le *menchevisme*. Je n'ai rien trouvé d'autre en lui. Son livre sur Staline, que j'ai seulement parcouru, est valable quant au choix consciencieux des faits, mais d'un point de vue théorique et politique, il est, hélas, sans valeur.

Souvarine accorde, autant que je sache, une très grande importance au sort des mencheviks en U.R.S.S. : devons-nous prendre leur défense, oui ou non ? Il a lancé de nombreuses attaques contre nous, parce que nous n'avons pas pris et ne prenons aucun engagement à ce sujet. En ce moment, la répression contre les mencheviks n'est pas un problème d'actualité, même pour la bureaucratie : l'écrasante majorité des mencheviks s'accommode parfaitement du régime de Staline qu'elle aide à persécuter nos amis ; le mouvement menchevique ne connaît aucun afflux de forces nouvelles, c'est ce qui ressort de tous les renseignements que nous avons et de leurs propres déclarations ; reste le problème des dix ou vingt « boucs émissaires » dont Staline a besoin pour prouver qu'il ne persécute pas uniquement les bolcheviks.

Politiquement, le problème des mencheviks ne peut être posé de façon juste que dans une perspective internationale. Partout dans le monde, la social-démocratie se rapproche des stalinien, la preuve en est les persécutions acharnées qui s'abattent contre nous, internationalistes, partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale. La préparation de l'union sacrée en prévision d'une guerre imminente commence par l'« union sacrée » de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationales contre la véritable avant-garde révolutionnaire. Vous pouvez observer cela on ne peut mieux en ce moment en Belgique. Dans le monde entier, les mencheviks excluent nos amis du parti, et, là où ils le peuvent, des syndicats, afin de pouvoir demain, au moment de la mobilisation, les livrer plus sûrement aux mains de la police impérialiste. Aucun doute n'est possible quant au fait que le G.P.U. établit dans tous les pays des listes d'internationalistes et accepte de donner des renseignements à la police des « pays amis ». En tant que tel, Dan m'intéresse fort peu. Mais il appartient à la même phalange internationale que Vandervelde, Léon Blum, etc. Politiquement, le problème qui se pose à nous est celui de savoir non pas comment défendre la douzaine de boucs émissaires mencheviques qui souffrent effectivement pour rien, c'est-à-dire pour renforcer le régime stalinien, mais de savoir *comment nous protéger nous-mêmes des coups perfides du menchevisme et du stalinisme internationaux*, tout en menant contre eux une campagne impitoyable pour les démasquer. C'est le seul problème important, or Souvarine ne le voit absolument pas. C'est pourquoi il serait prêt à répartir sa justice à égalité entre les mencheviks et nous. Etant donné sa position, nous n'avons et ne pouvons avoir avec lui rien de commun.

Je vous signale en passant que l'oppositionnel yougoslave Ciliga, parti de positions d'extrême-gauche, s'est égaré lui aussi sur la voie de l'amitié avec les mencheviks. Son raisonnement est à peu près le suivant : l'U.R.S.S. n'est pas un État ouvrier, mais un État bonapartiste de type capitaliste ; la démocratie constituerait pour l'U.R.S.S. un progrès ; les mencheviks sont pour la démocratie ; les mencheviks sont donc nos alliés. A quoi bon essayer d'y voir clair dans ce tas d'inepties, puisque de toute façon nous ne pouvons, ainsi que nous l'avons dit plus haut, pratiquer vis-à-vis des mencheviks une politique valable dans « un seul pays ».

La tâche de l'avant-garde prolétarienne en U.R.S.S. n'est pas de s'occuper par philanthropie des mencheviks, mais de préparer le renversement révolutionnaire de la bureaucratie bonapartiste. On peut nous demander quelle sera vis-à-vis des mencheviks la politique du parti de la IV<sup>e</sup> Internationale s'il parvient au pouvoir. Nous ne pouvons prendre aucun engagement à ce sujet. Tout dépendra de la situation internationale, du rapport des forces, de la politique des mencheviks eux-mêmes, etc. Si les alliés de Dan de la II<sup>e</sup> Internationale mettent en prison et assassinent de nouveaux Liebknecht<sup>2</sup>, nous ne ferons évidemment pas de sourires aux mencheviks. Mais cela concerne l'avenir.

Point n'est besoin de s'arrêter longuement sur le couple Paz. Magdeleine Paz a lutté pour votre libération : c'est la seule action

---

<sup>1</sup> Boris Lifschitz, dit Souvarine (né en 1893) à Kiev, émigré en France, avait été l'un des partisans de l'adhésion à l'I.C. du parti socialiste, puis l'un des dirigeants du P.C. dont il avait été exclu en 1924. Lié à l'Opposition de gauche russe, il avait rompu en 1929 avec Trotsky et dirigeait à l'époque le Cercle communiste-démocratique, plutôt proche de l'opposition de « droite ». Maurice Paz (né en 1896), avocat, minoritaire socialiste, puis militant du P.C. avait animé une opposition qui se réclamait de l'Opposition de gauche russe à partir de 1925. Il avait rendu visite à Trotsky à Prinkipo en 1929 et rompu peu après. Il avait adhéré à la S.F.I.O. et était membre de sa C.A.P. depuis 1934. Son épouse, Magdeleine Marx (1889-1973), avait suivi son itinéraire politique ; elle avait joué un rôle important dans la campagne pour la libération de Victor Serge.

<sup>2</sup> Rappelons que les Corps-Francis qui avaient délibérément assassiné Karl Liebknecht étaient au service d'un gouvernement social-démocrate (Ebert) et sous les ordres directs du ministre social-démocrate Noske.

digne d'éloge qu'elle ait faite de sa vie. De lui, on ne peut en dire autant. C'est un bourgeois conservateur, dur, borné, et profondément repoussant. S'il a, à un certain moment, rejoint l'Opposition de gauche, c'est uniquement parce que cela lui donnait de façon absolument gratuite (ce qui est pour lui décisif) une certaine auréole, tout en ne lui créant rigoureusement aucune obligation. Du fait que mon point de vue sur le mouvement bolchevik-léniniste est quelque peu différent du sien, Paz n'a pas pu continuer à faire semblant de partager mes idées après mon arrivée à l'étranger. La rupture était inévitable, et je m'accuse seulement d'avoir été trop patient et d'avoir perdu mon temps à correspondre avec le couple Paz.

Vous avez certainement appris aussi mon conflit avec Rosmer<sup>3</sup>. C'est maintenant du passé et il n'est pas question vous raconter cela en détail. De toute façon, Rosmer est quelqu'un d'absolument différent. Malgré sa réserve et son tact, un jour où il n'était pas du même avis que moi sur une question d'ordre privé<sup>4</sup>, il s'est emporté et a refusé non seulement de rechercher un accord, mais même de s'expliquer. C'est à cause de cela que nous ne nous sommes pas rencontrés lors de notre séjour en France, mais notre estime et notre sympathie pour les deux, Alfred et Marguerite, sont restées intactes, et je pense qu'il en est de même pour eux. Rosmer a écrit un excellent livre sur le mouvement ouvrier pendant la guerre. C'est l'un de ceux sur qui on peut compter de façon sûre en cas de nouvelles épreuves. Je suis sûr que nos relations se rétabliront et seront plus solides que jamais.

Passons à autre chose. Il me semble que vous êtes arrivé en Belgique à un moment tout à fait favorable pour vous rendre compte de la nature du travail que nous y avons fait, de nos méthodes et de nos groupes internes. En ce moment, la Belgique est un champ d'expérience très précieux. Lesoil, Vereeken et Dauge représentent trois courants dans notre mouvement *international*<sup>5</sup>. L'actuel ministre Spaak<sup>6</sup>, venu me voir à Paris pour une « consultation » (quelques mois avant sa trahison), m'a dit qu'il considérait Lesoil et Vereeken comme les deux meilleurs ouvriers de Belgique. J'espère que vous avez déjà fait leur connaissance, de même que celle de Dauge, et que vous me ferez part en détails de vos observations et de vos impressions.

Ma plus grande crainte au sujet des affaires belges est l'attitude conciliatrice et temporisatrice de Dauge, et en partie aussi des autres, envers Godefroid, qui feint d'être l'ami des exclus et qui changera de camp au dernier moment et aidera Vandervelde à nous isoler. C'est un rôle honteux semblable à celui qu'a joué en France Marceau Pivert avec l'aide des nôtres<sup>7</sup>.

Assez pour cette fois. Cordiales salutations de N.I. et de moi-même à vous et votre famille. Je vous serre la main.

**P.-S.** Avez-vous des nouvelles d'Alexandra Lvovna<sup>8</sup> ; de Maria Lvovna et des enfants<sup>9</sup> ?

J'ai la possibilité d'envoyer par la plus grande agence américaine n'importe quelle communication sur l'U.R.S.S. (évidemment avec le ton qui convient). Peut-être pourriez-vous écrire un *statement*<sup>10</sup> sur les emprisonnés et les déportés ? On pourrait le présenter comme une lettre de vous à moi. Mais il y a la question de votre nom. Je ne pense pas que vous puissiez rester dans l'ombre : cela enlèverait les neuf dixièmes de leur valeur à vos révélations, et de toute façon les stalinien français et belges vous « démasqueraient ». Il me semble qu'il vaut mieux agir ouvertement. Mais il est possible que je ne sois pas au courant de tout ce que vous pensez ni de tous vos projets.

<sup>3</sup> Le conflit entre Rosmer et Trotsky avait éclaté à propos de Molinier dont Rosmer avait vainement réclamé la mise à l'écart.

<sup>4</sup> Il paraît difficile de considérer que Rosmer s'était opposé à Trotsky sur une « question privée » : d'autres lettres le prouvent.

<sup>5</sup> Trotsky se situait de toute évidence avec Lesoil. Il est intéressant qu'il ait considéré que les Belges représentaient des courants internationaux.

<sup>6</sup> Sur Spaak, cf. n. 4, p. 59.

<sup>7</sup> Vieux grief contre Marceau Pivert et son initiative de fonder la Gauche révolutionnaire au moment où les trotskystes étaient exclus, et allusion, à travers l'expression « les nôtres », au groupe de La Commune.

<sup>8</sup> Alexandra L. Sokolovskaïa (1875-1937) était la première femme de Trotsky et la mère de ses deux filles. Elle avait été arrêtée et déportée en 1935.

<sup>9</sup> Maria L. Sokolovskaïa, sœur d'Alexandra avait recueilli, après la déportation de sa sœur, les petits-enfants de cette dernière et de Trotsky, les deux enfants de Nina et de Man Nevelson, dont la mère était morte et le père déporté, et la fille de Zinaïda, qui s'était suicidée en 1933.

<sup>10</sup> En anglais dans le texte.